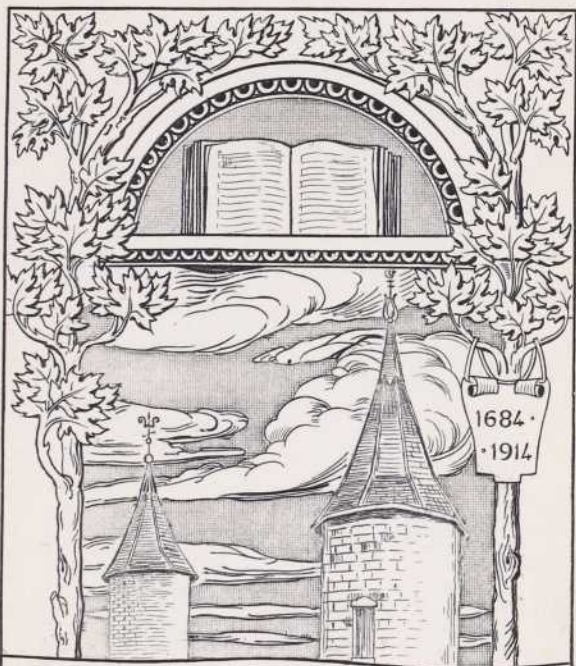


092



BIBLIOTHEQUE
SAINT SIV PICE MONTREAL

80
7
c

Beauchemin 24/3/43

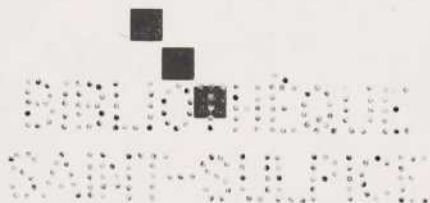
.67



Abbé Georges Robitaille

Montcalm et ses Historiens

ETUDE CRITIQUE



Editeurs:

GRANGER FRÈRES
MONTREAL

1936

Du même auteur.

SAINT THOMAS D'AQUIN. Brochure de 20 pages. Deuxième mille. (Epuisé). Saint-Hyacinthe, 1924.

ETUDES SUR GARNEAU. Critique historique, in-12, 256 pages. A la Librairie d'Action Canadienne-française, Montréal. Première édition, 1929; deuxième édition (troisième mille), 1930.

WASHINGTON ET JUMONVILLE. Etude critique, in-12, 70 pages. Edité au *Devoir*, Montréal, 1933.

981.029

R569 m2

(S)

FC

384.1

M6 R63

1936

WASHINGTON

ET JUMONVILLE

Tous droits réservés, Canada, 1936.

Copyright 1936.

A mon père vénéré, Louis ROBITAILLE, le premier pharmacien de Joliette (1872-1896), qui a gravé dans mon cœur l'idée du devoir et y a implanté la foi catholique et l'amour de l'histoire, en m'enseignant que "le spirituel domine tous les intérêts, tous les égoïsmes, toutes les préoccupations, et que c'est lui que l'homme doit prendre pour guide dans les traverses et dans les tempêtes de la vie," — à mon père vénéré, je dédie ce livre de critique historique dont, j'ai lieu de le croire, il eût agréé l'hommage.

G. R.

Nihil Obstat:

Chanoine Irénée GERVAIS, censeur,
Joliette, ce 6 janvier 1936.

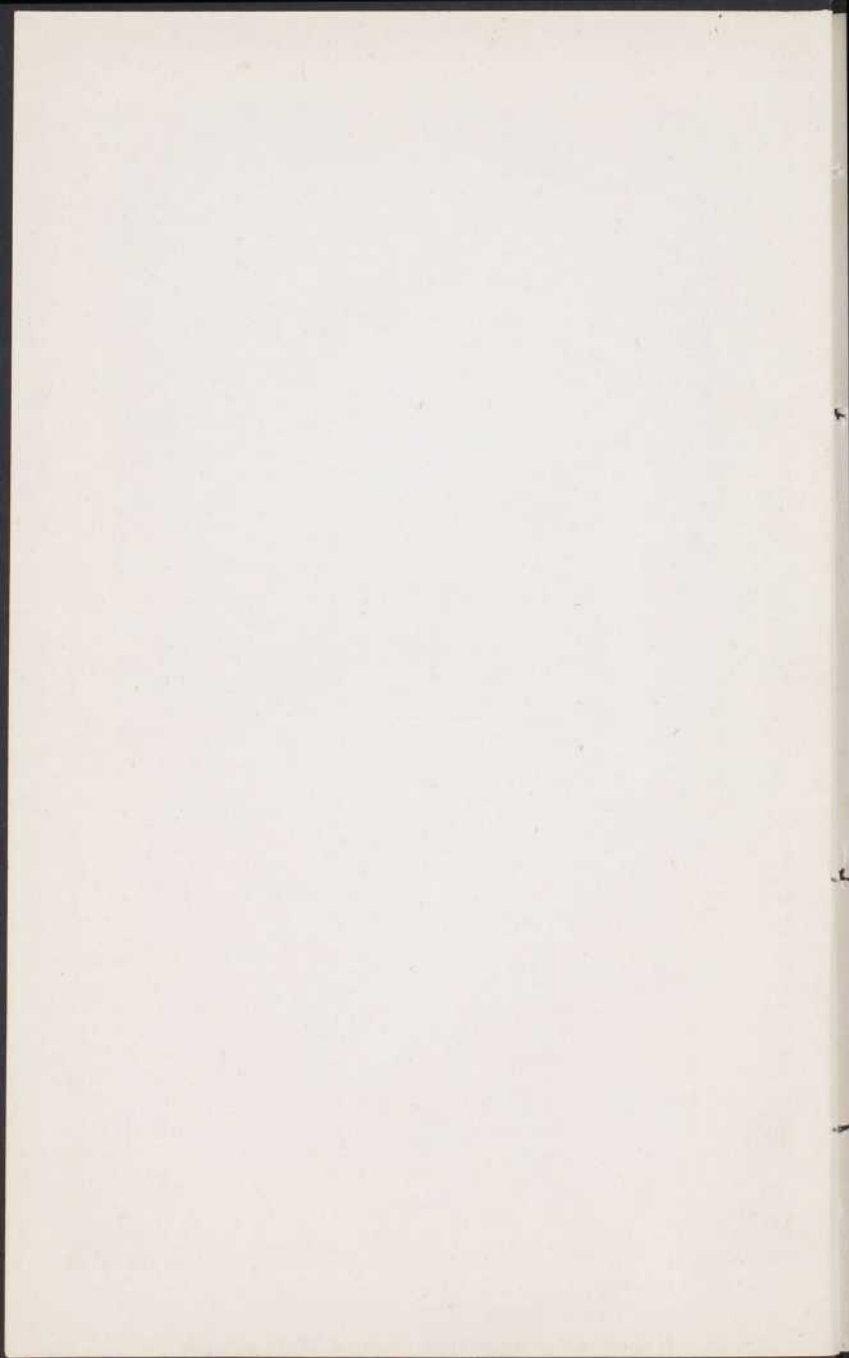
Imprimatur:

† JOSEPH-ARTHUR, évêque de Joliette,
ce 7 janvier 1936.

Montcalm et
ses Historiens



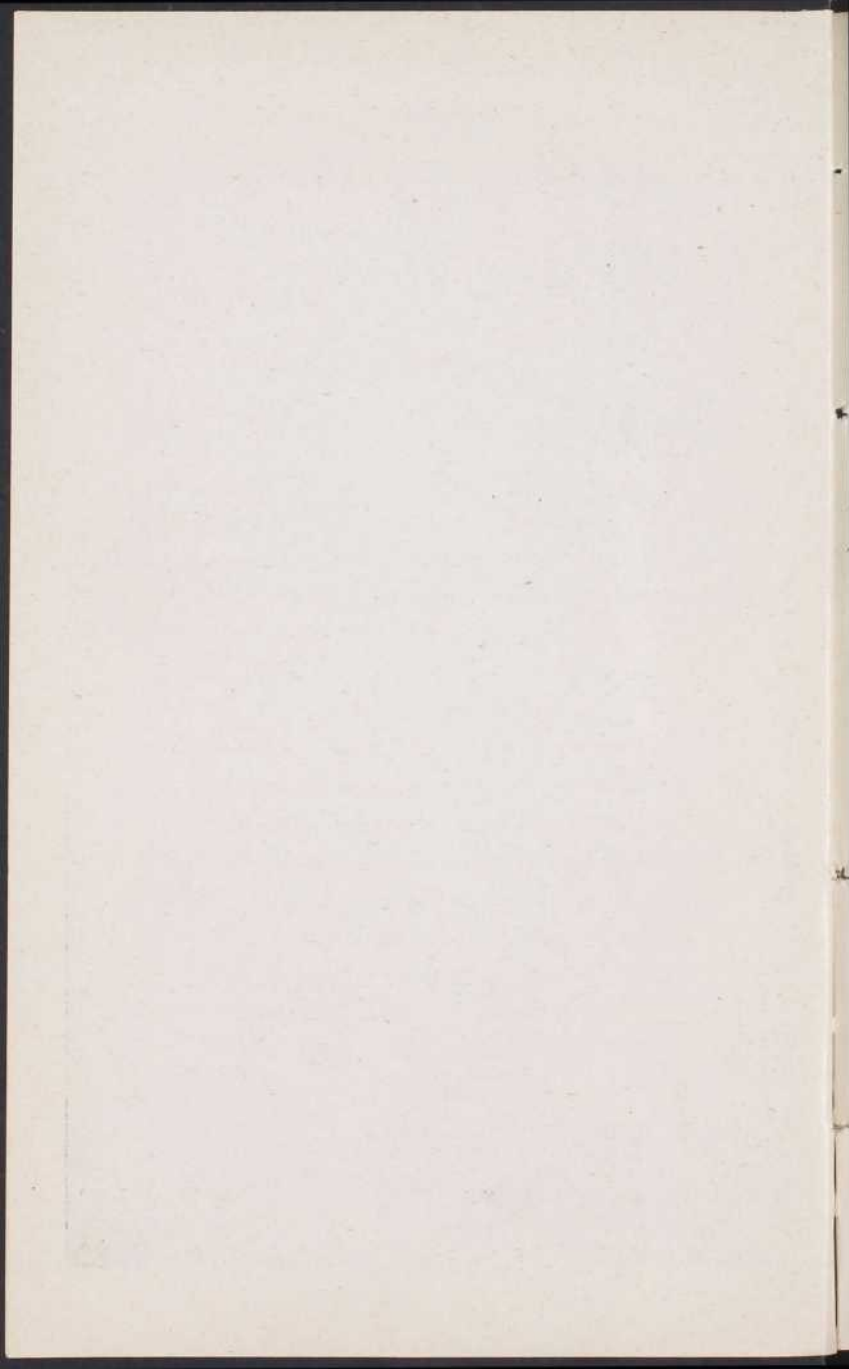
ETUDE CRITIQUE





Le marquis de Montcalm.

(D'après un portrait appartenant à M. le marquis





AVERTISSEMENT

Il ne nous est jamais venu à l'idée de présenter au public un ouvrage parfait. Nos ambitions seraient pleinement réalisées si nous aidions de façon efficace à désencombrer l'histoire de la Guerre de Sept Ans et des héros canadiens de l'époque, d'un certain nombre de légendes ou d'opinions absolument insoutenables et qui ont cours encore chez nous, je dis chez des auteurs de qui on attendrait plus de lumières. Ces déficiences nous viennent pour une grande part du manque d'érudition chez nos auteurs, et de l'absence du sens critique. Aucun historien ne mérite vraiment d'être écouté s'il n'a, à un haut degré, la science du doute, c'est-à-dire la pénétration naturelle ou acquise qui lui permette de discerner le vrai du faux ou du douteux dans les assertions des écrits qu'il utilise. Contrôler, tout contrôler autant que cela peut se faire, voilà la grande loi de l'histoire qui veut durer et s'imposer.

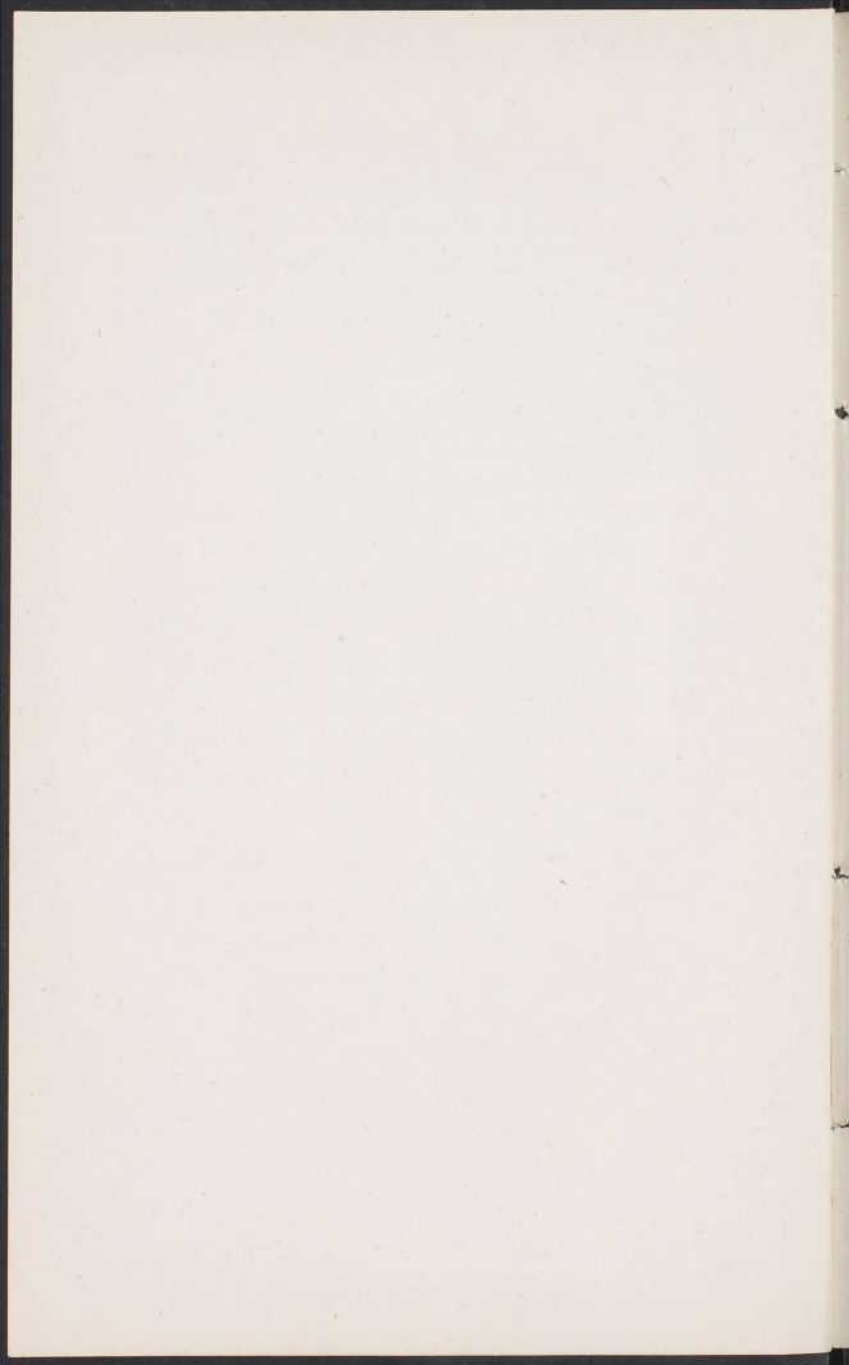
Nous faisons ici de la critique historique, ou si l'on préfère, nous dirons que ce volume se compose d'études critiques sur l'histoire de Montcalm et sur ses compagnons de lutte, sur ses historiens aussi. Ce genre nous laisse plus de liberté qu'un autre. Il nous permet d'introduire certains chapitres sur des sujets connexes, dont Montcalm s'est préoccupé, dont les historiens de Montcalm ont parlé, mais sur lesquels leur documentation n'était ni de première main, ni de première valeur. Trop souvent leurs informations sur le sujet étaient incomplètes.

Nous osons espérer que le public instruit appréciera ces efforts pour atteindre le maximum de vérité sur cette époque tragique de notre histoire, que la jeunesse en sera éclairée, que nos manuels en seront quelque peu améliorés et enrichis. Nous avons enseigné l'histoire du Canada près de vingt ans aux Humanistes et aux Rhétoriciens, et ce qui nous paraissait le plus pénible, c'était de n'avoir pas à portée les moyens de contrôle sur les données souvent hésitantes et quelquefois erronées du manuel. Le livre que nous présentons aujourd'hui s'est dessiné alors, il a commencé de naître dans ces préoccupations qui, à des moments divers, accablent tous les vrais professeurs

d'histoire. Un jour ou l'autre, de ces longues méditations, de ces infinies recherches, il sort un livre.

G. R.

*Saint-Alexis de Montcalm,
en la fête de saint Jean de la Croix,
ce 24 novembre 1935.*





AVANT - PROPOS

L'histoire vaut-elle d'être narrée?

D'aucuns émettent des doutes. Ils soutiendraient volontiers la négative. Si nous les écoutions, il serait bien inutile de rechercher les faits et gestes des ancêtres. Vaine la tâche de ceux qui se mettent en mesure de prononcer sur les causes des actions humaines et sur leur moralité. Mieux vaut, pensent-ils, vivre dans le présent que de s'ensevelir dans le passé. Pourquoi plutôt ne pas instruire les jeunes gens de l'époque dans laquelle ils sont appelés à vivre?

Ceux-là oublient que le passé est notre Maître, selon le mot d'André Baunier, repris par l'abbé Groulx. C'est la traduction du *Magistra vitæ* des anciens qui voulaient aussi que l'histoire fût *lux veritatis*. Quoiqu'on fasse, il restera que le passé éclaire le présent. C'est que l'intelligence des hommes n'est pas l'intuition des anges. L'humanité raisonne. Et son raisonnement a besoin d'être appuyé et mis en action.

Or rien ne pousse à un raisonnement sérieux comme l'étude de l'histoire. La vérité peut paraître désagréable aux philosophes à courtes vues, aux mathématiciens, aux chimistes, aux botanistes. Mais qu'y faire?

Il s'agit de savoir en fin de compte quelles sont les forces qui mènent le monde, "et en somme les grandes forces, les seules créatrices et fécondes, celles qui soutiennent la société, raniment la volonté, enfantent l'avenir, ce sont les sentiments généreux, l'amour de la patrie, des enfants, des autres hommes, le désir d'être utile, l'envie de contribuer à quelque œuvre qui dure et se perpétue au delà de nous." (Taine, à George Sand, 30 mars 1872.) Est-il exagéré de dire que rien autant que l'étude de l'histoire ne développe *ces sentiments généreux*?

Sans doute, l'auteur des *Origines de la France contemporaine* ne pratique pas l'énumération complète: "manque, parmi les ressorts indiqués, la force principale, celle qui, par des notions de spiritualisme, courbe les nations devant Dieu, les arrache aux prises tyranniques de la matière, et leur trace un programme de haute politique, d'économie chrétienne basée sur la justice, la probité, l'ordre, l'équilibre des intérêts, le jeu d'une saine liberté." (Mgr Pâquet, 4 octobre 1933.)

Il n'empêche que les "disciplines vouées, comme l'observation naturelle, la critique, l'histoire, à l'examen des faits et des idées dans leurs sources et leurs développements authentiques, cherchent la raison des choses; et de plus elles fournissent les éléments d'importantes solutions de doctrine. Aussi présentent-elles, de ce double chef, un caractère scientifique avéré qui fait l'honneur de l'esprit humain."

Léon XIII lui-même — en remettant en honneur la doctrine philosophique de saint Thomas d'Aquin — n'entendait assurément pas "cloîtrer l'esprit moderne dans la spéculation pure; il se rendait parfaitement compte de l'importance générale des études poussées, sous la lumière des principes, vers des recherches historiques, critiques, expérimentales, de plus en plus élargies et accentuées." (Pâquet, *ibidem*.)

Le directeur intellectuel de n'importe quel siècle ferait fausse route et n'obtiendrait pas les résultats ambitionnés, qui chercherait une autre voie. Tranchons le mot, il manquerait de l'intelligence requise à la direction de la jeune génération. La parole de Malebranche est bientôt dite: Les historiens racontent les pensées des autres, ils ne pensent pas. J'aime mieux les conclusions de ce journaliste de chez nous qui écrit que "l'histoire est de la vie classée, fixée, où les fac-

teurs ont pris leur importance vraie, où les relations de cause à effet peuvent facilement se relever. Et c'est par là que l'histoire comporte de si grandes leçons. C'est par là qu'elle permet à l'historien de porter, même sur les choses contemporaines, un jugement plus averti que d'autres." (Omer Héroux, 23 avril 1934.)

C'est dire qu'il est impossible à un esprit réfléchi qui ne veut pas absolument faire bande à part et raisonner à faux, de se soustraire à la discipline de l'histoire. Après les moments de vertige qui à certaines époques affligent l'humanité, toujours les bonnes têtes feront de nouveau triompher la cause de l'histoire. Paul Hazard, dans un article extrêmement original et concluant (*Revue des Deux Mondes*, 1er septembre 1933), cite ce passage du sceptique Fontenelle, un de ceux qui avaient le plus vivement attaqué l'histoire: "Nous sommes des fous qui ne ressemblons pas tout à fait à ceux des Petites Maisons. Il n'importe à chacun de savoir quelle est la folie de son voisin, ou de ceux qui ont habité sa loge avant lui; mais il nous est fort important de le savoir. *L'esprit humain est moins capable d'erreurs, dès qu'il sait et à quel point et en combien de manières il en est capable et jamais il ne peut trop étudier l'histoire de nos égarements.*"

Bien peu d'esprits seront réfractaires à la conclusion si pleine de vérité que présente M. Paul Hazard: "J'aime la belle rigueur d'un esprit mathématique; *mais un esprit tourné vers l'histoire me paraît plus humain.* Il n'abandonne rien de notre immense héritage; rien, pas même les fables qui désolaient les contemporains de Fontenelle et qui ne sont pas toujours des erreurs mais quelquefois des symboles, non pas toujours des mensonges mais quelquefois des vérités mortes. Il ne veut pas forcer les choses; il les accepte pour essayer de les comprendre; *et pour essayer de réformer les hommes, loin de les traiter comme des entités logiques, il sait qu'il faut les traiter comme un processus vivant.* Il suppose une multiplicité d'expériences, d'efforts, de luttes, de rigoureuses disciplines volontairement acceptées. Il est la somme de nos désespoirs et de nos réussites. Traduction consciente de notre volonté de durer, et de la tendance de notre être à persévérer dans son être, il est la première et la dernière réalité psychologique. A bien y penser, il n'y a pas de tentative plus audacieuse et plus belle que l'histoire, puisqu'elle ose entreprendre de faire passer le relatif dans la catégorie de l'absolu, et le transitoire dans la catégorie de l'éternel."

Après cela, le moyen de se dérober et de ne pas admettre que l'histoire est encore l'outil le plus approprié qui permet de rejoindre les esprits et les âmes, à condition que l'historien sache l'écrire, qu'il la charge de la plénitude de sa matière, qu'il la rende vivante, qu'il puisse extraire de ses récits une véritable philosophie: *la philosophie de l'histoire*.

* * *

Le 17 avril 1821, Napoléon Bonaparte fait appeler Montholon, raconte Octave Aubry. (*Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1934.) L'Empereur était dans son lit, les yeux fiévreux: — Je ne suis pas plus mal, mais je me suis préoccupé en causant avec Bertrand de ce que mes exécuteurs testamentaires devront dire à mon fils quand ils le verront. Bertrand ne me comprend pas... Il est orléaniste... Lui que j'ai fait grand — officier de ma couronne. Mieux vaut que je résume les conseils que je lègue à mon fils... Ecrivez: "Mon fils ne doit pas songer à venger ma mort, il doit en profiter..."

Quand il régnera, qu'il ne cherche pas à imiter son père, qu'il soit l'homme de son temps: "S'il voulait recommencer mes guerres, il ne serait qu'un singe... On ne fait pas deux fois la même chose dans un

siècle . . . J'ai sauvé la Révolution qui périssait, je l'ai lavée de ses crimes, je l'ai montrée au monde resplendissante de gloire, j'ai implanté en France et en Europe de nouvelles idées."

Au fils de Napoléon de faire éclore tant de germes :
"A ce prix il peut être encore un grand souverain."

L'Empereur doit s'appuyer un moment aux oreillers, les paupières closes, la sueur aux joues. Puis, à voix basse, avec une extraordinaire lucidité, il poursuit son message à l'avenir, ses suprêmes conseils à ce fils que l'archiduchesse Marie-Louise lui a donné, que son beau-père, l'empereur d'Autriche, lui a pris, que l'on garde toujours comme un oiseau en cage, malgré ses dix années révolues, puisqu'il est venu au monde aux Tuileries, le 20 mars 1811. Et parmi ces conseils suprêmes, j'entends le père défaillant qui prononce :

"Que mon fils lise et médite souvent l'histoire; c'est la seule véritable philosophie."

Quel puissant argument en faveur de l'étude de l'histoire! Car nous sommes bien près de croire aux intuitions surnaturelles de l'Empereur mourant. A l'heure suprême, Napoléon a cru de fière façon à Jésus-Christ, à l'Eglise, à ses sacrements. Il a vu que, sans la foi en acte, il n'y avait pas pour lui de survie. Et Dieu lui faisait part déjà d'autres intuitions, dont

celle sur l'histoire n'est pas la moins précieuse, mais aussi il lui inspirait ces suprêmes paroles qui représentent la plus haute sagesse: "Tout ce que vous lui direz, tout ce qu'il apprendra lui servira peu, s'il n'a pas au fond du cœur ce feu sacré, cet amour du bien qui seul fait faire les grandes choses."

En vérité, il n'y a pas de plus importants conseils à transmettre à notre jeunesse, ni de plus capables de lui montrer la route.

G. R.



CHAPITRE PREMIER

Montcalm, Lévis, Vaudreuil au jugement de François-Xavier Garneau

Impossible de traiter de Montcalm et de ses Historiens, sans rencontrer la vigoureuse silhouette du chevalier de Lévis, ou même sans éviter M. de Vaudreuil. C'est en effet une vieille querelle chez les étudiants de nos collèges, que de savoir lequel est le plus grand militaire, de Montcalm ou de Lévis. Ceux qu'intéresse encore pareille discussion sont nombreux. Et ce n'est pas une question qui puisse être abandonnée aux enfants, puisque les plus graves de nos historiens nous invitent à mettre en balance les mérites de l'un comparés aux mérites de l'autre.

Pour ceux qui se sont contentés de parcourir le *Montcalm* de M. Thomas Chapais (1911) — ou qui ont oublié leurs lectures de Rhétorique — c'est presque une surprise que de se trouver en face des textes de notre Garneau (1845). Casgrain étonne moins dans

son *Montcalm et Lévis* (1891), parce que son œuvre d'historien n'a pas toujours été prise au sérieux. Volontiers nous opinerions que l'abbé Henri-Raymond Casgrain a été trop fortement combattu.

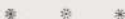
Admettons avec Mgr Camille Roy, que l'auteur du *Montcalm et Lévis* a été exposé "à voir trop facilement, dans les archives qu'il consultait, ce qu'il y voulait trouver". (Mgr Camille Roy, *l'abbé Casgrain*, p. 74, chez Beauchemin, 1925.) Admettons même le bien-fondé des paroles sévères que M. Aegidius Fauteux prononçait à Québec, en 1924. Cet historien à la critique pénétrante déclarait devant un auditoire très averti: "Il s'est trouvé quelqu'un qui a délibérément entrepris de rapetisser Montcalm au profit de Vaudreuil. J'ai nommé M. l'abbé Casgrain. Ce n'est un secret pour personne que M. Casgrain a pris sous sa protection spéciale Vaudreuil uniquement parce qu'il était Canadien. Autant qu'il l'a pu, et pour cette raison, il a atténué ses fautes, masqué ses faiblesses, voilé ses erreurs. Il semble que déjà c'est du patriotisme mal placé et bien illogique. Un goujat Canadien — ce n'est pas de Vaudreuil que je parle — est toujours un goujat, et si nous découvrons que l'un des nôtres a commis une action déloyale, pourquoi ne le lui dirions-nous pas à sa face, quoique Canadien? Mais il y a plus encore et je com-

prends toute la gravité de ce que je vais dire. Après avoir taillé des textes, qu'il s'était engagé à publier intégralement et textuellement, M. l'abbé Casgrain n'a pas hésité à s'en servir pour laver Vaudreuil de fautes qui pouvaient lui appartenir et pour charger Montcalm de fautes qui ne lui appartenaient pas. Je comprends qu'il y ait quelque piété à couvrir d'un voile pudique comme autrefois Japhet, la nudité de quelqu'un que nous aimons, mais la plus élémentaire justice commande que ce ne soit pas au détriment d'autrui. Par un étrange dédoublement, M. l'abbé Casgrain qui fut dans sa propre vie extrêmement probe, ne paraît pas avoir connu dans l'histoire cette probité qui en fait seule le prix." (Aegidius Fauteux, *Montcalm*, dans *The Canadian Historical Association, Annual Report*, 1924, Ottawa.)

Et sans doute ce sont là de graves observations et combien courageuses. Mais quand on connaît la logique et l'esprit critique de l'actuel bibliothécaire de Montréal, quand aussi on est au courant des déformations que l'on rencontre parfois chez les historiens, quand enfin on a soi-même comparé les textes imprimés par les soins de l'abbé et les textes originaux de Montcalm tels qu'on les trouve dans les archives et

sans coupures, force nous est de penser comme M. Fauteux.

Et tout de même, il n'en reste pas moins, qu'à la relire, on se persuade que l'œuvre publiée en 1891 par l'abbé Casgrain est remarquable, et que, même aujourd'hui, l'historien qui ne veut pas faire des découvertes après avoir écrit, est tenu de la lire en entier. Disons que les extravagances romantiques de l'abbé ont fait tort à la réputation de l'historien, et que, pour avoir trop aimé la légende, il s'en est créé une autour de ses écrits historiques. Le plus extraordinaire peut-être, c'est que Ferland n'a guère corrigé Garneau sur Montcalm dans son *Cours d'Histoire du Canada*, dont le deuxième tome parut en 1865, quelque temps après la mort de l'auteur.

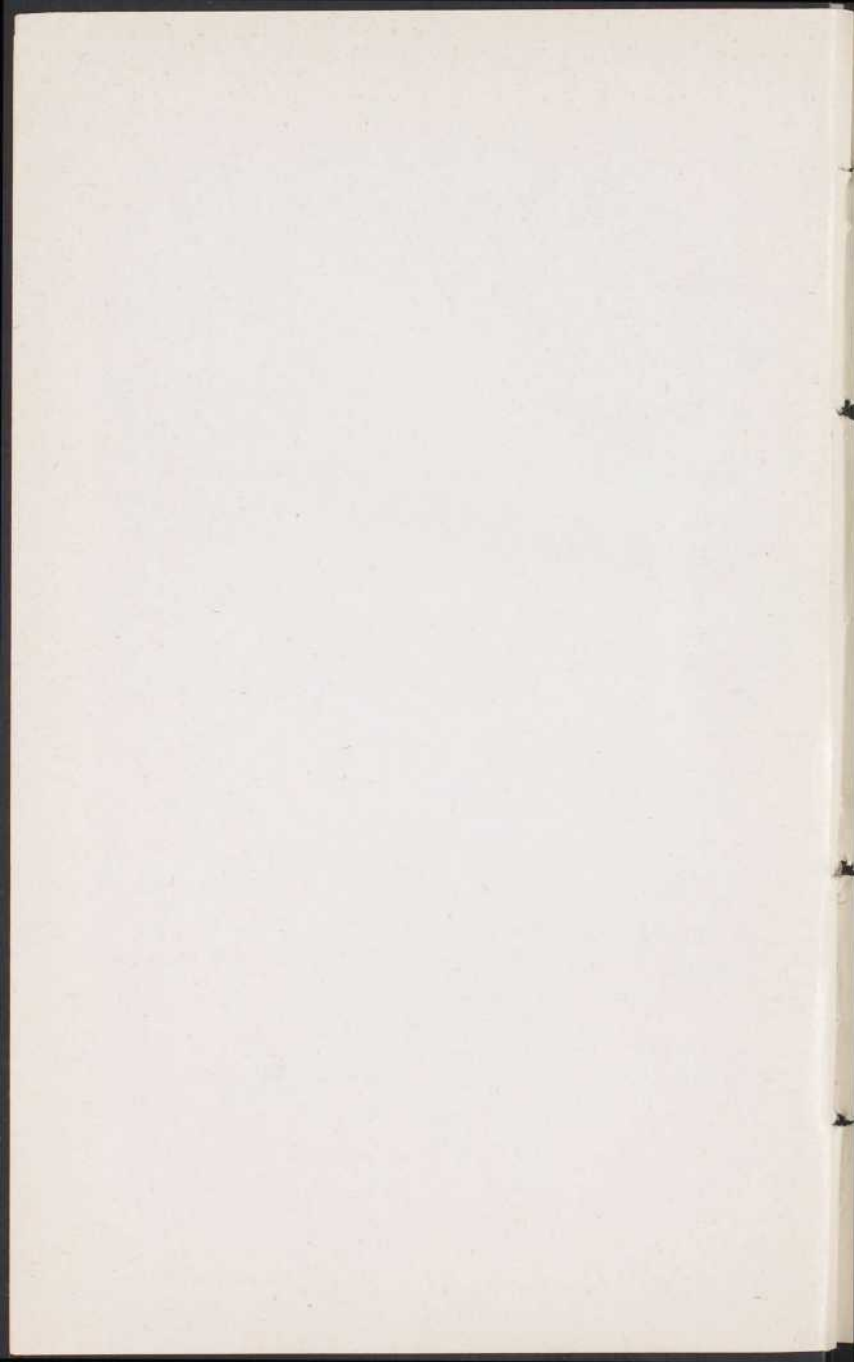


Que disent donc ces historiens de Montcalm? Ils lui préfèrent carrément M. de Lévis, et presque M. de Vaudreuil.

Citons d'abord Garneau (tome II, page 169 de la Ve éd. de l'*Histoire du Canada*, Paris, 1920). "Montcalm, par un fatal pressentiment, ne crut jamais au succès de la guerre, comme ses lettres ne l'attestent que trop. De là une apathie qui lui aurait fait négli-



Le marquis de Vaudreuil, gouverneur du Canada.
(D'après un portrait appartenant à madame la comtesse de
Clermont-Tonnerre, née Vaudreuil.)



ger tout mouvement offensif, sans *Vaudreuil*, qui, soit par conviction, soit par politique, ne parut, au contraire, jamais désespérer, et conçut et fit exécuter les entreprises les plus glorieuses qui aient signalé les armes françaises dans cette guerre. Tel était, cependant, le progrès de l'idée de Montcalm dans l'armée, que le gouverneur écrivit au ministre après la prise d'Oswégo, — la lettre est du 30 août 1756, — que s'il se fût arrêté à tous les propos inconsidérés qu'on tenait à ce sujet, il aurait été obligé de renoncer à une entreprise qui devait déranger si profondément tous les plans des généraux anglais. *En effet, Montcalm ne l'approuvait qu'à demi et doutait du succès*; il s'exprimait ainsi dans une dépêche: "L'objet qui me fait passer à Frontenac m'a paru assez militaire, si toutes les parties de détail sont bien combinées; je pars sans en être ni assuré ni convaincu." Au reste, Montcalm était effrayé par les obstacles naturels qu'offrait le pays. On n'a, disait-il, d'autres chemins que des rivières remplies de sauts et de rapides, et des lacs que la violence des vagues rend souvent impraticables aux bateaux.

Le lecteur averti sursaute d'entendre notre historien national parler de *l'apathie* de Montcalm, et de lui voir opposer les conceptions grandioses de M. de

Vaudreuil, dont l'ignorance dans les choses de la guerre était déconcertante. C'est Casgrain qui cite le *Journal* du marquis de Montcalm au sujet du gouverneur, lors de son arrivée à Québec, le 24 mai, à 4 heures du soir (*Journal* de Malartic, p. 235), pour l'organisation de la campagne de 1759:

"M. le marquis de Vaudreuil, gouverneur général, a fait sa première tournée; il faut bien que la jeunesse s'instruise. Comme il n'avait jamais vu ni camp ni ouvrage, tout lui a paru aussi nouveau qu'amusant. Il a fait des questions singulières. Qu'on imagine un aveugle à qui on a donné la vue." (Casgrain, p. 83 ¹.)

Sans y croire tout à fait, Casgrain laisse passer la citation. Mais vous voyez d'ici les gens pressés qui, voulant se renseigner sur nos héros, parcourent la seule *Histoire du Canada*, de Garneau. Ils concluent

¹ Nous utilisons le *Montcalm et Lévis* que nous a donné, en 1931, la maison Alfred Mame et fils, de Tours, en deux tomes à titres différents: *les Français au Canada*, tome premier, et *les Héros de Québec*, tome deuxième. Ce changement de titre ne nous semble pas légitime. Il déroute bien inutilement ceux dont l'érudition n'est pas au point, sans compter l'imprécision et le vague que ces nouveaux titres font naître dans l'esprit. Après ce mot lâché, reconnaissons l'utilité de cette vulgarisation.

du texte que nous avons cité à l'apathie réelle de Montcalm, et ils demeurent bien sûrs que Vaudreuil était l'activité même.

Il est vrai que ce n'est là qu'une page de François-Xavier Garneau; mais il y en a d'autres et qui démontrent combien François-Xavier a été mal informé. M. Hector Garneau, avec une probité intellectuelle qui l'honore, reconnaît l'erreur de son grand-père, à la page 169, note 4: "L'auteur — François-Xavier Garneau — faute d'une information plus complète, croyons-nous, se montre ici et plus loin excessif à la fois pour Montcalm et pour Vaudreuil. Quant au premier, loin d'être *apathique*, il est admirable d'énergie et infatigable au travail. Au reste, son *Journal* et sa correspondance mettent en clarté la noblesse de son caractère et sa force morale en des circonstances singulièrement difficiles."

* * *

Le grand-père interprète en mal la lettre que Montcalm écrivait au ministre le 28 août 1756: "C'est peut-être la première fois — écrivait le général — qu'avec trois mille hommes et moins d'artillerie que l'ennemi, on en a assiégé dix-huit cents, qui pou-

vaient être promptement secourus par deux mille, et qui pouvaient s'opposer à notre débarquement, ayant une supériorité de marine sur le lac Ontario. *Le succès a été au-delà de toute attente . . .* Toute la conduite que j'ai tenue en cette occasion et les dispositions que j'avais arrêtées, sont si fort contre les règles ordinaires, que l'audace qui a été mise dans cette entreprise doit passer pour de la témérité en Europe. Aussi je vous supplie, Monseigneur, pour toute grâce, d'assurer sa Majesté que si jamais elle veut, comme je l'espère, m'employer dans ses armées, je me conduirai par des principes différents."

On croirait lire la dépêche que le maréchal de Richelieu écrit au ministre de la guerre d'Argenson, le 29 juin de cette même année 1756. Richelieu venait d'enlever aux Anglais l'île de Minorque. C'était un brillant fait d'armes, comparable à la prise de Chouangen. Le maréchal tout de même, comme Montcalm, parce qu'il voit clair, sent le besoin de s'excuser d'une conduite "qui paraissait en contradiction avec les règles de la procédure militaire, pour lesquelles il était de bon ton, au dix-huitième siècle, de professer le plus grand respect. Il y a des circonstances et des combinaisons qui exigent que l'on s'écarte de la méthode

ordinaire pour mieux réussir.” (Cf. Richard Waddington, *Le Renversement des alliances*, p. 458.)

Mais Garneau ne comprend pas. Il accuse Montcalm d'avoir écrit “comme s'il eût regretté une victoire obtenue contre ses prévisions.” Et pourtant les sentiments du général vainqueur le 14 août 1756 au fort Chouaguen, étaient ceux de tout le monde. Lévis, dont on fait tant de cas, pensait de même, que “s'il y a eu du bien joué, il y a eu aussi du bonheur” dans cette prise d'Oswégo ou de Chouaguen. Valait-il mieux se glorifier après coup, et rapporter tout à son génie? c'était la faiblesse de notre gouverneur d'alors. N'était-il pas plus digne de dire son sentiment en pleine franchise? La prudence excessive est détestable, celle qui empêche l'action. Sans doute. Mais la vue claire des difficultés, la mise en balance des raisons qui font craindre et des raisons qui font espérer, c'est une des qualités que tout bon militaire doit posséder au plus haut degré. Montcalm entrevoyait les dangers nombreux qui pouvaient en un instant renverser les plus beaux plans fabriqués à froid dans le cabinet de M. de Vaudreuil. Celui-ci s'arrangeait pour pouvoir rejeter sur le général toutes les responsabilités en cas d'échec; mais si la victoire favorisait nos armes, très vite, il

s'emparait des trophées, et il se vantait d'avoir tout fait, sauf les fautes.

Après la prise du fort William Henry (9 août 1757), Garneau donne le beau rôle à Vaudreuil. "Montcalm, écrit notre historien national (p. 187), aurait pu inquiéter le fort Edouard. Les Anglo-Américains étaient si persuadés que c'était là son dessein que toutes leurs milices... avaient été mises en réquisition jusqu'au fond du Massachusetts... Cette terreur n'était pas sans fondement, car les instructions de Vaudreuil portaient qu'après la prise de William Henry, Montcalm irait attaquer le fort Edouard. Le départ de la plupart des sauvages des pays d'en Haut, la nécessité de renvoyer les Canadiens chez eux pour la moisson, le manque de munitions et de vivres — tout de même Garneau avoue que la prise du fort avait livré aux Français trois mille barils (quintaux) de farine et de lard — la difficulté de réduire une place défendue par une nombreuse garnison et pouvant être promptement secourue, avaient empêché le général d'exécuter cet ordre: ce qui fut ensuite la cause de graves différends entre le gouverneur et lui."

La thèse est la même de l'apathie de Montcalm, de l'activité de Vaudreuil. Ce sont les seuls compliments que reçoit le général qui continuait à vaincre sur la

terre canadienne, qui boutait dehors les Anglais, qui usait ses forces, en utilisant les dons précieux que la Providence lui avait départis, pour sauver la colonie. Pour la perdre, plus tôt et sans gloire, il n'aurait fallu que laisser faire Vaudreuil, ou même lui obéir sans discussion. La méthode de Montcalm était excellente: frapper de solides coups sur l'ennemi afin de l'empêcher de faire la conquête avant la paix qui pouvait venir d'un jour à l'autre. Ne pas s'exposer par un coup de tête ou par une imprudence à montrer aux Anglo-Américains la grande faiblesse numérique de nos troupes. La principale armée battue, tout devenait désespéré. Et c'est ce que Montcalm apercevait. Vaudreuil vivait dans l'optimisme, gentiment assis à son bureau, entouré de ses secrétaires. Son grand travail était de signer les *instructions à ses généraux*.

Se peut-il que notre Garneau, habituellement si clairvoyant, n'ait pas découvert la vérité dans les incomparables documents qu'il nous sert? Par contre, tout ce qui peut relever Lévis dans l'opinion, est mis à contribution pour la gloire du brillant second de Montcalm. A ce point de vue, on peut lire la page 188, où Garneau nous montre l'autorité de Lévis, qui, par son bon sens, son habileté, sa logique et la faveur dont il jouissait à bon droit auprès de l'armée, fit

taire ceux de Montréal qui se plaignaient de ce qu'on avait dû réduire la ration aux soldats. (Septembre 1757).

“Lévis assemble aussitôt les grenadiers, et leur dit que le roi les avait envoyés pour défendre le Canada, non seulement par les armes, mais encore en supportant toutes les privations que les circonstances leur imposeraient; qu’il fallait se regarder comme dans une ville assiégée et privée de secours; que c’était aux grenadiers à donner l’exemple, et qu’au surplus il ferait punir avec sévérité toute manifestation de désobéissance. *Les murmures cessèrent pendant un temps. En décembre, la ration fut encore amoindrie; mais comme on voulut obliger les troupes à manger du cheval, les soldats en garnison à Montréal refusèrent cette viande à la distribution des vivres. Lévis les harangua de nouveau.* Il leur ordonna avant tout de se soumettre, ajoutant qu’après la distribution, il écouterait volontiers leurs plaintes. La ration reçue, ils lui représentèrent que la chair de cheval était une mauvaise nourriture; que toutes les privations retombaient sur eux; que les habitants ne se privaient de rien; que la disette n’était point telle qu’on le prétendait.

Lévis répondit à tous leurs griefs. Ils avaient été mal informés, leur dit-il, car il y avait longtemps que le peuple à Québec ne mangeait presque plus de pain, et que les officiers même, là comme à Montréal, n'en avaient *qu'un quarteron par jour*. Il leur cita ensuite les deux mille Acadiens, qui n'avaient pour toute nourriture que de la morue sèche et du cheval, lequel assurément était un aliment sain et leur rappela que les troupes avaient mangé de cette viande au siège de Prague. *Ce discours satisfît les mutins; ils ne firent plus de plaintes.*"

Et j'admire autant que vous cette page qui fait la gloire de Lévis; mais je suis d'autant plus affligé de voir de quelle parcimonie on use à l'endroit de celui qui avait la responsabilité vraie de la guerre. Immédiatement après ce bel éloge de Lévis, Garneau a un tout petit alinéa qui marque la différence que l'on fait entre les deux généraux. Au lieu de s'intéresser au bien-être de ses soldats, Montcalm s'occupe de sa réputation. C'est bien le sens du passage suivant (p. 189):

"Dans le temps où le pays était en proie à cette disette aggravée par l'inquiétude de l'avenir, Montcalm se plaignait avec amertume qu'on cherchait à lui faire perdre de sa considération. Suivant lui, le gouverneur

s'attachait de plus en plus à diminuer la part que les troupes réglées et leur général avaient aux succès militaires. Chaque victoire semblait accroître le mécontentement de Montcalm."

Oui, mais dans cette lettre du 11 juillet 1757 au ministre de la marine, où il exhalait ses justes plaintes, le général laissait échapper le cri du cœur: "Quelle colonie! quel peuple, quand on voudra! quel parti à en tirer pour un Colbert! ... Ils (les Canadiens) ont tous de l'esprit et du courage." Pour ce seul mot, Montcalm mérite que les Canadiens jugent de son cas avec bienveillance, à tout le moins avec largeur d'esprit et justice.

Et puis nous savons mieux aujourd'hui que Montcalm dans cette célèbre lettre du 11 juillet 1757, faisait ses confidences au nouveau ministre de la marine, M. de Moras, le successeur de Machault qui avait dû donner sa démission après l'attentat de Damiens (5 janvier 1757). Ces confidences du marquis s'expliquent, parce que Moras était le beau-frère de Madame Hérault, protectrice du premier aide de camp de Montcalm, Bougainville. La longue lettre se terminait ainsi: "Je n'ai pas l'honneur d'écrire au ministre de la marine, mais à M. de Moras... Ainsi je le supplie que cette lettre soit pour lui et non pour

ses bureaux." (Arch. prov. Man. N. F., 1^{ère} série, vol. 13. Lettre citée par Chapais, p. 227).

En vérité soyons indulgents. Montcalm avait reçu en mai 1757 les paquets porteurs de bouleversantes nouvelles. "Coup sur coup, en parcourant les lettres de Paris et de Versailles, Montcalm apprenait que l'alliance entre la France et l'Autriche, conclue le 1^{er} mai 1756," était sur le point d'être rendue plus ferme et plus onéreuse par le traité secret de mai 1757; que cette alliance offensive et défensive était devenue définitive après la brusque entrée en guerre de Frédéric le Grand par l'invasion de la Saxe le 28 août 1756. C'était la guerre continentale engagée à fond en Europe entre l'Angleterre et la Prusse d'une part contre la France et l'Autriche d'autre part. L'Autriche voulait reprendre la Silésie à Frédéric, et anéantir la Prusse; la France se promettait de prendre le Hanovre au vieux roi d'Angleterre George II, et de le bien tenir afin d'en faire la rançon à la paix.

Si Montcalm avait pu prévoir les succès du maréchal d'Estrées, qui devait soumettre le Hanovre sans coup férir, après la belle victoire d'Hastenbeck (28 juillet 1757) et l'admirable conduite de son ami Chevert, et que ce beau fait d'armes forcerait le propre fils du Roi d'Angleterre, le duc de Cumberland, à

laisser le champ libre aux Français, au Hanovre; s'il eût pu deviner la convention de Closter Seven si avantageuse à la France, que le maréchal de Richelieu allait bientôt signer, son âme aurait été remplie de joie. Il aurait cru à la victoire finale — à la victoire toute prochaine — en voyant Frédéric, après sa défaite de Kolin (18 juin 1757), menacé de toutes parts: par les Français, par les Russes, par les Autrichiens.

“Pendant ce mois de juillet 1757, Frédéric, malgré le ressort de son tempérament et la trempe de son caractère, subit l'influence de l'orage qu'il sentait grossir sur sa tête. Il oublie les dangers immédiats de Bohême pour s'occuper de la situation générale. Au nord de l'Allemagne, le maréchal d'Estrées, déjà maître de la Westphalie et de la Frise Orientale, préparait le passage du Weser; Soubise débouchait de l'Alsace pour se joindre aux troupes de l'Empire; les Suédois s'apprêtaient à ouvrir les hostilités. A l'est, les Russes avaient enfin franchi la frontière et commencé le siège de Memel. Pour repousser ces attaques convergentes, on ne pouvait mettre en ligne que l'armée de Cumberland dont les premières opérations présageaient peu de succès pour l'avenir, et les 20.000 Prussiens du maréchal Lehwaldt. Aux Suédois,

on n'avait à opposer que des dépôts et quelques bataillons de milice; et pour arrêter Soubise et les Impériaux, il faudrait avoir recours à des divisions tirées de la grande armée, déjà insuffisante pour résister aux Autrichiens victorieux. Le seul allié, l'Angleterre, négligeait le continent pour l'Amérique, et en ce moment était absorbé dans les péripéties d'une crise ministérielle qui durait depuis plus de deux mois.

Devant une pareille perspective, il n'est pas surprenant de voir le roi de Prusse songer à terminer une guerre dont l'issue pouvait être la ruine de son royaume et la perte de sa couronne." (Richard Waddington, *La Guerre de Sept Ans*, t. 1, p. 369.)

L'attentat criminel de Damiens sur la personne du Roi, le 5 janvier 1757, à six heures du soir, à Versailles même, alors que Louis XV montait en voiture pour se rendre à Trianon, n'avait pas manqué d'amener notre général à d'amères réflexions sur l'ingratitude humaine. D'Argenson, ministre de la guerre depuis le 4 janvier 1743, forcé d'abandonner son poste, Machault subissant le même sort, l'abbé de Bernis entrant au conseil du Roi, l'influence de Belle-Isle grandissante: quelles nouvelles! Quels sujets d'infinies réflexions! Et sans doute bientôt (au début de l'année suivante) devaient traverser les mers les mauvaises nouvelles de la guerre.

Rosbach (5 nov. 1757), Leuthen (5 déc. 1757). Mais durant toute la guerre, les armées françaises luttent en territoire ennemi, et vivent aux dépens de l'Allemagne. Avec les campagnes qui se succèdent, l'armée de France reprend son endurance des meilleurs jours et sa fierté. Et encore que ses généraux ne soient pas tous des génies, sans la mort de la Czarine (tzarine) Elisabeth (5 janvier 1761), toutes les probabilités étaient favorables à la coalition de la France, de l'Autriche, de la Russie et de l'Espagne contre Frédéric et l'Angleterre. Et en cas de succès définitif en Europe, on ne voit pas bien ce qui aurait empêché la France d'échanger le Hanovre et les autres principautés allemandes prises aux amis de George II et de George III, contre les colonies françaises d'Amérique.

* * *

Les nobles sentiments qu'exprime à l'occasion l'auteur de *l'Histoire du Canada*, sur tout le reste de notre histoire, la sûreté de ses prévisions, la précision de ses ramassés, nous feraient au besoin oublier ses injustices involontaires à l'endroit de Montcalm, auquel du reste il ne peut s'empêcher de rendre de fréquents hommages.

Le début du chapitre troisième du livre 9, dont le titre porte *Bataille de Carillon*, est un modèle du genre.

“Les grands apprêts de l’Angleterre durent faire croire qu’elle envahirait cette année (1758) le Canada de tous côtés, afin de terminer la guerre d’un seul coup par une attaque générale, irrésistible, et de laver enfin par une conquête entière, *la honte de ses défaites passées*. Les ministres de France avaient perdu presque tout espoir de conserver cette belle contrée; ce fut peut-être ce qui les empêcha d’envoyer les secours dont elle avait un pressant besoin. Mais ses défenseurs, laissés à eux-mêmes, ne fléchirent pas encore devant l’orage, qui augmentait de fureur. “Nous combattons, écrivait Montcalm au ministre de la guerre (16 juin 1758), nous nous ensevelirons, s’il le faut, sous les ruines de la colonie.” L’Angleterre était prête à attaquer Louisbourg, Carillon et le fort Duquesne. La ville de Montréal devait être assiégée après la prise de Carillon. Douze mille hommes et une escadre de 157 vaisseaux furent chargés de l’opération contre Louisbourg; plus de 15.000 reçurent l’ordre d’envahir le Canada par le lac Saint-Sacrement, et six à sept mille furent lancés vers l’Ohio pour en faire la conquête.

Le Canada ne fut sauvé que par la victoire de Carillon, où, comme à Crécy, les vainqueurs repous-

sèrent une armée cinq fois plus nombreuse que la leur.” (P. 193.)

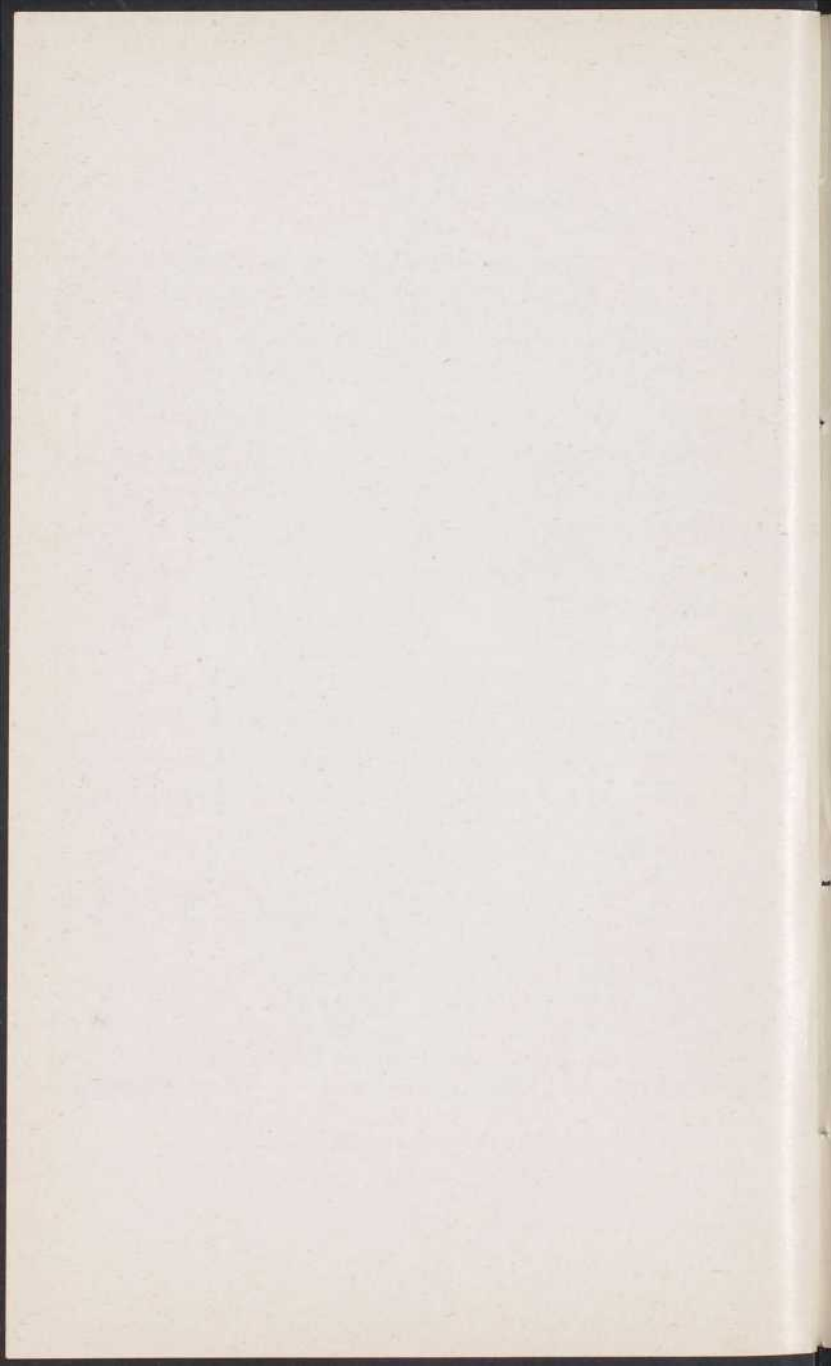
D'après la page 199 de Garneau, on serait justifié de conclure à la supériorité de Montcalm sur Vaudreuil. Notre historien nous montre le gouverneur tentant une diversion sur le lac Ontario, pour menacer Schenectady (Corlar) et “détourner ainsi les Anglais du lac Champlain”. *Cette opération, note Garneau, était fort délicate.* Ce mot en dit long. Or Montcalm considérait l'expédition comme chimérique. (*Journal de Montcalm*, 383, 384, 385.)

Et les événements viennent donner raison au général. Avant même que Lévis ait pu partir pour le lac Ontario, on apprend que les Anglais accumulent leurs forces au fort Edouard, à 18 milles de William-Henry; ils veulent forcer le passage par le lac Champlain, en emportant Carillon. Le plan de Vaudreuil est complètement dérangé; au lieu d'attaquer à l'Ouest, il faut défendre le Sud, au centre du pays. Montcalm arrive à Carillon le 30 juin 1758, et le 8 juillet, avec une armée de 3.500 hommes, il bat à plate couture le fier Abercromby dont les forces le jour de la bataille s'élevaient à 16.000 Anglais. C'était la glorieuse victoire de Carillon qui faisait passer à jamais la gloire des armes du côté de la France.



Le marquis de Lévis.

(D'après un tableau appartenant à la galerie de
M. le comte de Nicolay.)



Cruelle ironie, quelques jours après la bataille, Vaudreuil envoyait au général de nombreux renforts. Plus de 2.000 hommes. Mais le soir même, Montcalm écrivait à son ami Doreil : "L'armée et trop petite armée du roi vient de battre ses ennemis. Quelle journée pour la France! Si j'avais eu deux cents sauvages pour servir de tête à un détachement de mille hommes d'élite, dont j'aurais confié le commandement au chevalier de Lévis, il n'en serait pas échappé beaucoup dans leur fuite. Ah! quelles troupes, mon cher Doreil, que les nôtres! Je n'en ai jamais vu de pareilles; que n'étaient-elles à Louisbourg ¹!"

Garneau cite d'incomparables documents, mais il n'ose conclure contre Vaudreuil. Ainsi on trouve, à la page 214, la fameuse lettre de Montcalm du 12 avril 1759, au maréchal de Belle-Isle, devenu ministre de la

¹ M. Hector Garneau, indique que ce billet se trouve dans le *Mercur* de France, janvier 1760, p. 211. Voir aussi la lettre de Montcalm à Vaudreuil, 9 juillet 1758.

Mais Louisbourg ne fut pris que le 26 juillet 1758 (cf. Chapais, p. 458), et Montcalm ne l'apprit pas avant le 3 septembre; même il n'en fut certain que le 6 septembre. Serions-nous en présence d'un cas d'interpolation? A moins que Montcalm ait voulu dire que si la petite armée de Carillon était présentement à Louisbourg, Louisbourg ne serait plus en danger? Que n'étaient-elles à Louisbourg, pour aider à la défense, pour assurer la victoire!

guerre, après la disgrâce d'Argenson (1^{er} février 1757) et le ministère temporaire de Paulmy (du 1^{er} février 1757 à février 1758). Elle dénote chez Montcalm une clairvoyance magnifique. Elle montre comme le général a pénétré les pensées intimes et le jeu de Vaudreuil et de Bigot. Il se décide à écrire le 4 novembre 1757: "Je n'ai aucune confiance ni en M. de Vaudreuil ni en M. Bigot. M. de Vaudreuil n'est pas en état de faire un projet de guerre; il n'a aucune activité; il donne sa confiance à des empiriques. M. Bigot ne paraît occupé que de faire une grande fortune pour lui et ses adhérents et complaisants... Si les sauvages avaient le quart de ce que l'on suppose dépensé pour eux, le roi aurait tous ceux de l'Amérique, et les Anglais aucuns... Cet intérêt influe sur la guerre. M. de Vaudreuil, à qui les hommes sont égaux, confierait une grande opération à son frère ou à un officier de la colonie, comme à M. le chevalier de Lévis... Le choix regarde ceux qui partagent le gâteau; aussi on n'a jamais voulu envoyer M. Bourlamaque ou M. Senegues au fort Duquesne; je l'avais proposé; le roi y eût gagné. Mais quels surveillants dans un pays dont le moindre cadet, un sergent, un canonnier reviennent avec vingt ou trente mille livres en certificats pour marchandises livrées pour les sauvages... Il paraît que

tous se hâtent de faire leur fortune avant la perte de la colonie que plusieurs peut-être désirent comme un voile impénétrable de leur conduite.”

A la page 236, Garneau note que “la victoire de Montmorency fut due principalement aux judicieuses dispositions de Lévis, qui, avec moins de troupes immédiatement sous la main que n’en avait Wolfe, sut en réunir un plus grand nombre que lui au point d’attaque.”

Au commencement du mois d’août 1759, après la victoire de Montmorency, comme les choses avaient encore assez bonne apparence à Québec, et que les nouvelles du lac Champlain et du lac Ontario étaient moins rassurantes, on décide de faire partir Lévis pour le Haut de la province. Le chevalier était revenu à Montréal le 5 septembre, le 8 il était en route pour l’Ile-aux-noix pour inspecter le corps de Bourlamaque où ce général s’était retiré dès le 2 août; la visite faite, Lévis revenait à nouveau à Montréal, et c’est là, le 15 septembre, à 6 heures du matin, qu’il apprit le désastre du 13. En même temps il recevait le commandement de l’armée à la place de Montcalm grièvement blessé, disait le messenger d’urgence.

Garneau laisse faire de graves reproches à Montcalm pour la bataille qu'il livra sur les plaines d'Abraham, le 13 septembre.

“Certains blâmèrent Montcalm pour la précipitation de son attaque. Il pouvait attendre, disaient-ils, l'arrivée de Bougainville, appeler les troupes qu'il avait laissées dans la ville et le camp, et avec toutes ces forces réunies, attaquer les ennemis en tête et en queue, comme semblait l'avoir appréhendé le général Wolfe en disposant son armée en carré. Il pouvait aussi se retrancher sur les Buttes-à-Neveu; et, comme la saison était avancée, attendre les Anglais dans ses lignes, ce qui les aurait mis dans la nécessité de combattre avec désavantage, car le temps les pressait. Il aurait commis une faute presque aussi grave en rangeant son armée sur une seule ligne, sans se donner le temps de faire venir les pièces de campagne qu'il y avait dans la ville, afin de suppléer par des feux d'artillerie à l'infériorité de ses troupes sous le rapport de la discipline et du nombre. On lui reproche encore, son armée étant en partie composée de milices, d'avoir voulu combattre en bataille rangée.”

“Il devait attendre l'ennemi, *a dit un de ses officiers*, et profiter de la nature du terrain pour placer par pelotons, dans les bouquets de bois dont il était envi-

ronné, les Canadiens, qui, arrangés de la sorte, surpassaient, par l'adresse avec laquelle ils tiraient, toutes les troupes de l'univers." (P. 252.) (**Journal** tenu à l'armée de Montcalm. Archives des Colonies, Canada.)

Garneau, souvent indécis en ce qui regarde Montcalm, note que, quoi qu'il en soit, le général semble avoir suffisamment expié ses fautes par sa mort; "et, devant ses restes inanimés, on ne voulut se rappeler que ses triomphes et sa bravoure."

Puis notre historien national laisse échapper la phrase qui dit ses préférences: "On ne croyait que lui (Montcalm) capable de donner une bataille et de la gagner. On semblait ignorer qu'il restait un *officier général qui lui était supérieur à divers égards, le chevalier de Lévis*, celui-là même, qui devait, quelques mois plus tard venger la défaite qu'on venait d'éprouver."

Dans le profil de Montcalm, Garneau précise sa pensée. "Montcalm avait une très petite taille, et une figure agréable, qu'animait des yeux extrêmement vifs. Doué d'une imagination ardente, Montcalm était plus brillant par les avantages d'une mémoire ornée, que profond dans l'art de la guerre; il était fort brave mais peu entreprenant; il ne proposa jamais aucune entreprise importante. Ainsi ne voulait-il pas atta-

quer Oswégo; il y fut forcé, en quelque sorte, par les reproches que lui fit M. de Rigaud sur sa timidité, homme d'un esprit borné mais militaire plein de valeur et d'audace, accoutumé à la guerre de bois; et il aurait abandonné le siège de William Henry sans le chevalier de Lévis." (P. 253.)

Garneau est ici mal inspiré. Casgrain, dans l'ensemble, sera moins dur pour Montcalm. M. Chapais a mieux compris, parce qu'il a davantage fouillé les documents et extrait les preuves de la parfaite supériorité de Montcalm sur tous ses rivaux. Nous l'établirons au cours de ce travail. *Mais déjà nous savons, à n'en pouvoir douter, que Garneau n'est pas toujours juste pour le vainqueur de Carillon, et qu'il le traite parfois avec un manque d'intelligence qui surprend.*¹ Le général trouvera-t-il un juste juge dans le *Cours d'Histoire du Canada* rédigé par l'abbé Ferland?

¹ Nous apprenons, de source autorisée, que M. Hector Garneau prépare, pour cette année même (1936), une nouvelle édition entièrement revue de l'*Histoire du Canada* de son Grand-Père. On nous assure que tout y sera au point de la meilleure doctrine historique et critique. Le texte primitif lui-même — celui de la troisième édition de 1859 — sera retouché et amélioré selon les méthodes du jour. On fera effort pour donner satisfaction à toutes les critiques respectables faites contre l'édition de 1913-1920, celle dont nous nous sommes servi.



CHAPITRE DEUXIEME

L'opinion a-t-elle évolué en faveur de Montcalm, au temps de l'abbé Ferland?

L'abbé Jean-Baptiste-Antoine Ferland publiait le tome premier de son *Cours d'Histoire du Canada*, en 1861. Le 11 janvier 1865, le savant professeur de l'Université Laval, à Québec, décédait subitement. Mais son deuxième tome était prêt, si l'on en croit la notice sur l'auteur, signée C.-F. Légaré, prêtre, Québec, 13 janvier 1865. Il parut l'année même de la mort de l'auteur. Il n'est pas sans intérêt d'examiner par le menu quelle opinion on avait de Montcalm, à Québec, vingt ans après l'apparition de la première édition de l'*Histoire* de Garneau. L'opinion avait-elle évolué en faveur de Montcalm? Guère.

En vérité, il ne faut désespérer de rien. Tous les amis de l'histoire verront apparaître cette réédition avec la plus vive curiosité intellectuelle. Parmi les admirateurs du *geste*, au tout premier rang, on peut être sûr de voir l'auteur des *Etudes sur Garneau* de 1929.

Nous sommes surpris de trouver Ferland aussi mal renseigné, et, avouons-le, aussi pauvre écrivain. Cette observation se limite au sujet que nous traitons. Nous avons noté des phrases à construction embrouillée et équivoque, des archaïsmes prohibés depuis longtemps en 1865, des répétitions insupportables: enfin l'enchaînement logique fait souvent défaut.¹

Mgr Camille Roy est moins affirmatif que l'abbé Légaré. Il ne dit plus que le tome deuxième était prêt à recevoir l'impression, mais simplement que l'abbé Ferland ne put faire paraître qu'un volume de ses cours donnés à l'Université Laval de 1856 à 1862. "Ce sont ces cours de l'Université qu'il commença à

¹ Je trouve, p. 372: De suite, pour tout de suite; p. 373, il y a une *tautologie* de la pire espèce. A la même page, tout au bas, un *il* se présente extrêmement équivoque. On ne sait s'il désigne Washington ou Contrecoeur. Grammaticalement, le dit pronom *il* désigne Contrecoeur, sujet de la proposition principale, mais en fait ce pronom *il* désigne Washington dont on vient de parler. La répétition du verbe avertir — toujours à la même page — dénote de la négligence.

Nouvelle obscurité au haut de la page 378. On ne sait, à première lecture, si le *il* représente Vergor ou l'abbé Leloutre. P. 392, il est dit que Braddock perdit six canons, sept mortiers et cinq cents chevaux. Et à l'alinéa suivant, nous lisons: "Les ennemis perdirent six canons, sept mortiers et cinq cents chevaux." En vérité, si ce ne sont pas là de honteuses négligences... A la page 395, l'avant-dernier alinéa n'est pas du

publier en 1861. Il n'en put faire paraître qu'un volume; le deuxième fut édité par les soins de ses amis. La maladie et la mort l'empêchèrent de continuer son œuvre." (Roy, *Histoire de la Littérature canadienne*, p. 66, Québec, 1930.)

Le premier mot sur Montcalm n'est guère favorable. Ferland tout de suite semble prendre parti contre le nouveau général. "M. de Montcalm témoignait assez vivement le peu de cas qu'il faisait des Canadiens. Les milices canadiennes, écrivait-t-il, ne connaissent ni discipline, ni subordination; *j'en ferais dans six mois des grenadiers* et actuellement je me garderais bien d'en faire autant de cas que le malheureux M. Dieskau en a fait pour avoir trop écouté

tout à sa place. La suite des idées est brisée violemment. Mais je laisse aux lecteurs avertis à examiner les pages 400, 408, 417, 424.

Toutes ces fautes se trouvent dans la troisième édition, publiée chez Mame (Tours) et chez Granger Frères (Montréal), en 1930. Il aurait été si simple de faire corriger le texte par un homme compétent. La bonne réputation de Ferland et la nôtre sont en cause. Si on livre au public une quatrième édition, il faudrait absolument y voir. L'abbé Ferland n'a pas l'avantage de laisser des successeurs selon la chair, comme Carneau; mais sans doute les fils de son esprit sont encore vivants. Quelqu'un de sa lignée intellectuelle ne voudrait-il pas lui rendre ce service insigne?

les propos avantageux des Canadiens, qui se croient sur tous les points la première nation du monde.” (P. 401.)

Il nous paraît que l'abbé Ferland est bien sévère pour Montcalm dès le début. La lettre citée, après tout, n'est pas si méchante. L'auteur avoue lui-même qu'elle comporte une bonne part de vérité. Peut-on soutenir que nos Canadiens avaient beaucoup de discipline en 1756? Et comme par ailleurs le général leur trouve assez de qualités pour faire d'eux, en six mois, *des grenadiers*, il n'y a pas lieu de se formaliser de la vivacité du marquis nouvellement débarqué à Québec.

Mais le contexte va nous faire pénétrer plus avant dans la pensée de Ferland. Il y ajoute, marquant par là ses préférences pour Lévis: “Parmi les officiers supérieurs, M. de Lévis semble s'être mis au-dessus des préjugés et avoir cherché à utiliser les services des Français et des Canadiens sans s'arrêter à déprécier le mérite des uns et des autres.”

Et sans plus tarder, notre historien donne le beau rôle à Vaudreuil dans la campagne de 1756. Vaudreuil a tout disposé pour le succès. Montcalm n'a qu'“à se porter aux lieux que les ennemis paraîtraient menacer davantage.” (P. 403.)

Puis, la campagne finie, Ferland justifie volontiers notre gouverneur, en cherchant à établir que les Anglais, du poste de Chouaguen, entendaient enlever les forts de Frontenac et de Niagara; et il cite la lettre de Vaudreuil (1er septembre 1756) dans laquelle le marquis "parle des efforts qu'il a faits pour organiser l'expédition de Chouaguen. Il revendique pour les Canadiens la part qu'ils ont eue dans la prise de ce poste et se plaint de la partialité de Montcalm pour les troupes réglées." Pour renforcer son argumentation, notre auteur cite la lettre de Bigot au ministre (3 septembre 1756): "Les troupes de terre ne s'attendaient pas à prendre Chouaguen à si bon marché; on s'était fait de ce fort une idée tout autre, et si M. de Vaudreuil n'avait pas été ferme dans l'ordre qu'il avait donné d'en faire le siège, il serait encore aux Anglais. On a aussi obligation au Chevalier Le Mercier, qui levait toutes les objections qu'on lui faisait au fort Frontenac au moment de s'embarquer, objections qui ne tendaient qu'à ne pas entreprendre cette expédition. Ces messieurs de terre ne connaissent pas l'impression que la présence des Sauvages fait sur les Anglais. Ils ne furent pas moins étonnés de la vivacité avec laquelle M. le Marquis de Montcalm les avait attaqués et battus." (P. 407.)

Ainsi donc, Bigot se met de la partie. Il loue Vaudreuil pour sa fermeté. Le gouverneur, s'il eut connaissance de cette lettre, dut en admirer la teneur. Même la dernière phrase en faveur de Montcalm dut lui plaire. Car la grande part dans les éloges de Bigot allait à Vaudreuil. Et c'était habile d'en faire une petite part au général. Mais les honnêtes gens qui connaissent le jeu de Bigot et ses concessions seront aises de voir que l'intendant cherchait plutôt à ménager Vaudreuil. Et de fait, Vaudreuil ne se permit jamais de condamner Bigot tout à fait. Montcalm au contraire se décida un peu tard à écrire ces choses qu'il ne voulait pas écrire au début. Le témoignage de Bigot n'a donc pas toute la valeur que Ferland lui prête. Il est intéressé. La fin du chapitre 37 le prouverait amplement, alors que l'auteur nous met au courant du triste état des affaires civiles. La conclusion atteint Vaudreuil: "M. de Vaudreuil était trop honorable pour qu'on tentât de lui faire prendre quelque part dans ces malversations, mais il montra une grande faiblesse en ne punissant pas les coupables comme ils le méritaient." Ajoutons: et surtout en ne les dénonçant pas. Mais tout de suite vient l'excuse. "Son principal soin, à cette époque, était de tenir sans cesse sur pied des détachements de Canadiens et de Sauvages pour

être informé des préparatifs des Anglais et pour gagner les nations sauvages par les présents et les colliers qu'il leur envoyait."

L'attaque du fort George ou William-Henry en mars 1757 n'est pas à l'honneur du génie militaire de Vaudreuil. Ferland avoue que le poste était beaucoup plus fort qu'on ne l'avait jugé. On ne put pas le surprendre. On gaspilla une quantité considérable de vivres à cause du nombre trop élevé de soldats que l'on utilisa dans cette expédition, contre l'avis de Montcalm. Sans doute "on brûla trois cents bateaux, trois barques, des hangars pleins de vivres": ce résultat était insuffisant. Il reste que Vaudreuil voulait prendre William-Henry au printemps de 1757, et qu'il ne le prit pas, parce qu'il avait été imprévoyant des obstacles, que le résultat de l'expédition ne fut pas considérable; et que si l'on eût tenu compte de l'avis de Montcalm, au lieu d'utiliser 1.500 hommes environ à pareille entreprise, on en eût envoyé 500 qui auraient pu produire les mêmes effets.

En l'année 1758, la prise de Louisbourg par Amherst et Wolfe et la bataille de Carillon n'amènent Ferland à rien de bien saillant ni sur les hommes ni sur les faits. Les deux descriptions sont pâles et évidemment inférieures à celles que nous ont laissées Gar-

neau et surtout Casgrain, dont le "siège de Louisbourg" est un pur chef-d'œuvre. L'auteur termine le chapitre en constatant que "l'union était loin de régner entre les chefs: MM. de Vaudreuil et de Montcalm avaient des vues complètement différentes". L'historien ne semble pas apprécier l'immortelle victoire du 8 juillet 1758. Pas un mot d'éloge pour le général dont la victoire venait de faire passer à jamais *la gloire des armes du côté de la France*.

C'est au sujet de la bataille des Plaines d'Abraham que Ferland commet les plus fâcheuses inexactitudes et qu'il se montre fort mal renseigné. Par exemple, il écrit, p. 437:

"M. de Bougainville avait ordre de surveiller les mouvements de l'ennemi et on avait même pendant quelques jours mis à sa disposition sur les hauteurs le bataillon de Guyenne (environ 470 hommes); *mais M. de Montcalm qui ne pensait pas qu'il y eût danger de ce côté avait rappelé ses soldats au camp*".

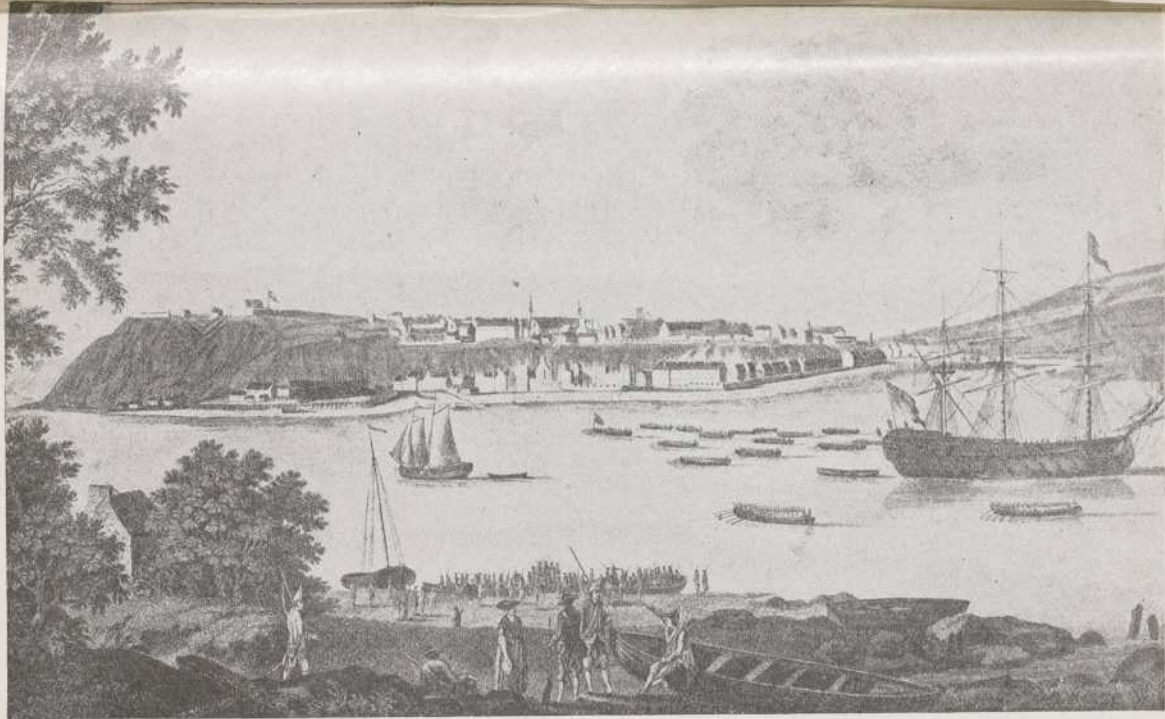
Or le contraire est aujourd'hui formellement établi. C'est un des points sur lesquels M. Chapais corrige le plus heureusement ses prédécesseurs. M. Hector Garneau a suivi, et la cinquième édition de *l'Histoire du Canada* de François-Xavier, porte les corrections

voulues. Il est capital d'établir, pour la gloire de Montcalm, que le général pensait que le danger était menaçant au-dessus de Québec, et que, en fait, si le bataillon de Guyenne ne s'est pas trouvé sur les hauteurs, aux mains de Bougainville, ce n'est pas Montcalm, mais Vaudreuil et Bougainville qui doivent en porter toute la responsabilité.

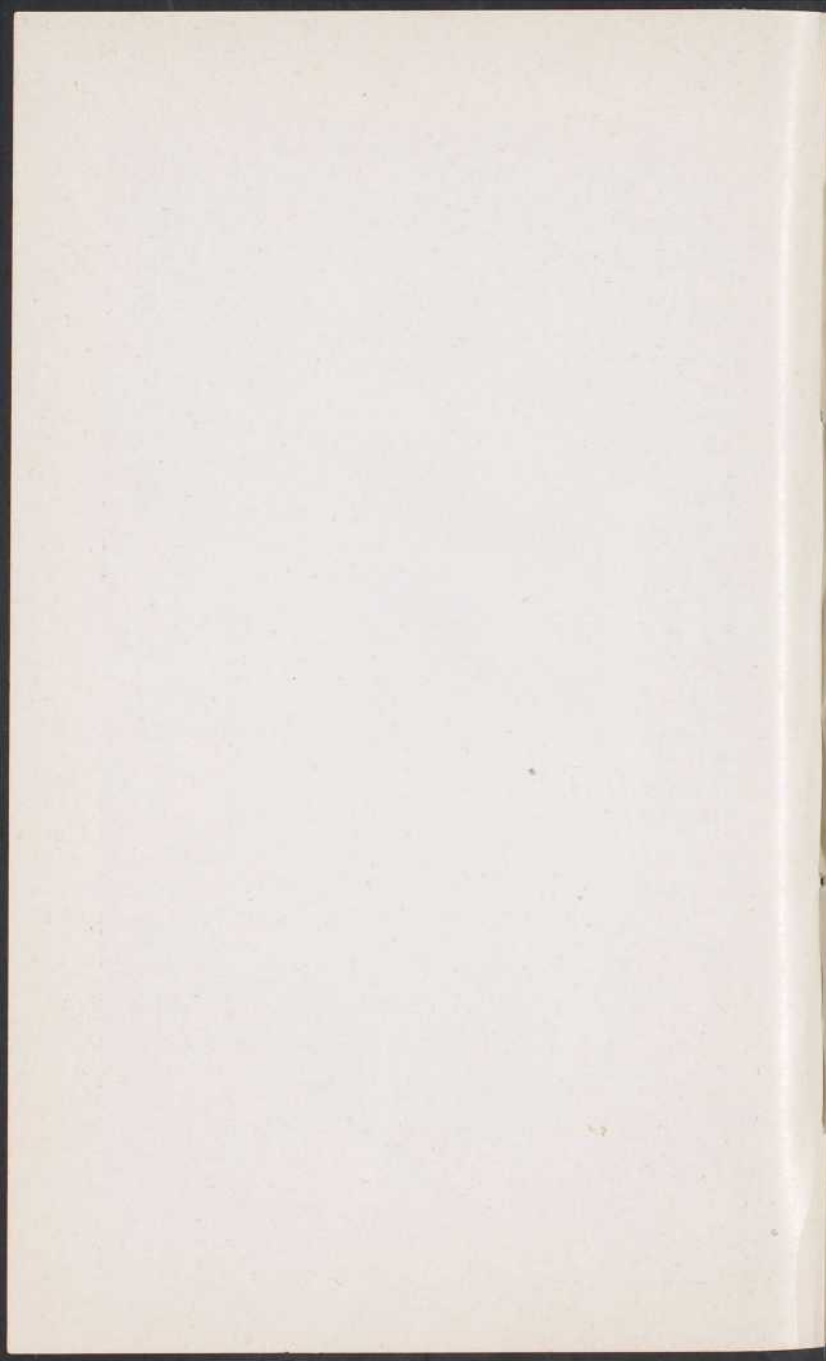
Autre inexactitude, Ferland écrit: "Averti de grand matin de ce succès des Anglais, le marquis de Montcalm ordonna au régiment de Guyenne de se porter sur les hauteurs où en arrivant il trouva l'ennemi débarqué *au nombre de plus de huit mille hommes* qui travaillaient déjà à se retrancher." Or tout le monde sait aujourd'hui qu'il n'y avait pas 5.000 Anglais — exactement 4.800, d'après Knox — sur le terrain et que Montcalm y réunit en fait 4.000 combattants. Après cela qu'on ne parle pas de la supériorité numérique, qui expliquerait la victoire de Wolfe.

Par ailleurs, la constatation suivante paraît tout à fait au point et combien précieuse. "La correspondance était si mal établie de l'un à l'autre des postes de M. de Bougainville et le camp de M. de Montcalm que les Anglais avaient, vers les cinq heures du matin, dissipé le détachement de M. de Vergor et étaient déjà en bataille sur les hauteurs de Québec que dans les

camps français l'on ignorait encore qu'ils étaient prêts à attaquer. M. de Bougainville qui n'en était éloigné que de deux lieues ne l'apprit qu'à huit heures du matin. M. de Vaudreuil qui n'était pas à la moitié de cette distance n'en fut exactement informé que vers six heures et demie. L'armée qui avait passé la nuit en bivouac, rentrait dans ses tentes lorsque l'on commença à battre la générale; toutes les troupes prirent les armes et suivirent successivement M. de Montcalm qui se portait sur les hauteurs de Québec où le bataillon de Guyenne prit poste entre la ville et l'ennemi que sa présence contenait. L'armée de Beauport depuis quelques jours était réduite à six mille hommes; pour la garde du camp il fallut laisser les deux bataillons de Montréal, composés d'environ quinze cents hommes qui s'avancèrent cependant jusqu'à la rivière Saint-Charles lorsque M. de Vaudreuil se rendit à l'armée. Suivant ce calcul, M. de Montcalm ne put rassembler qu'environ quatre mille cinq cents hommes. Sans donner le temps de reprendre haleine aux derniers détachements qui arrivaient de la gauche, le général, craignant que les ennemis ne fussent occupés à se fortifier, se détermina à attaquer l'ennemi dont les troupes légères depuis quelque temps fusillaient avec les Canadiens." (P. 438.)



Québec en 1759.
(Vue prise de la pointe de Lévis par un officier de l'armée anglaise.)



La cause initiale de la défaite retombe sur Vergor qui, au lieu d'être au poste, était au lit et avait licencié plusieurs de ses hommes, la veille. Mais Vaudreuil, par sa malencontreuse intervention au sujet du déplacement de Guyenne, quelques jours auparavant, doit être tenu responsable. Enfin peut-être que Bougainville, le lettré, en pourrait prendre sa part. Tous les témoins non intéressés n'hésitent pas à mettre en clair la brûlante activité de Montcalm et sa clairvoyance incomparable.

Dans ce même chapitre 40, l'abbé Ferland met en trop bonne posture les troupes canadiennes, au détriment même des troupes réglées. Car enfin il est inutile de cacher la vérité: si Montcalm eût eu à sa disposition autre chose qu'une armée de recrues inexpérimentées et indisciplinées, si la majorité de ses quatre mille soldats eussent fait partie des bataillons venus de France, nul doute que les Anglais auraient eu fort à faire pour n'être pas culbutés. Constaté ce fait, c'est voir clair, et cela ne suppose en aucune façon que l'on déprécie les services rendus par les Canadiens. Nous accorderions volontiers que, une fois les vieux troupiers européens emportés dans la déroute, il fut plus facile aux Canadiens de s'arrêter, de se poster

derrière des arbres et de faire le coup de feu. Mais il était déjà trop tard. Wolfe avait vaincu.

Notons, avant la fin du chapitre, ce passage de Ferland qui accueille avec bienveillance les accusations portées contre le général :

“On reproche à Montcalm plusieurs fautes commises dans la bataille des Plaines d’Abraham. En apprenant que l’ennemi était à terre, *dit un des officiers présents*, il devait faire passer des ordres à Bougainville, qui avait avec lui l’élite de l’armée. En combinant ses mouvements avec ceux de ce colonel, il lui était aisé de mettre l’ennemi entre deux feux. Le sort de Québec dépendant du succès de la bataille, il devait réunir toutes ses forces et ne point laisser dans l’inaction les quinze cents hommes de Montréal. Par la même raison, l’armée n’étant qu’à deux cents toises des glacis, il devait tirer de la ville les piquets qui y étaient de service; il y eût trouvé un secours de près de huit cents hommes; il pouvait aussi faire venir de l’artillerie. Au lieu de perdre l’avantage du poste où il se trouvait, il fallait attendre l’ennemi et profiter de la nature du terrain pour placer par pelotons dans les bouquets de bois les Canadiens qui, arrangés de la sorte, surpassent certainement par l’adresse avec laquelle ils tirent toutes les troupes de

l'univers. S'étant déterminé à attaquer, il aurait dû changer ses dispositions. Il ne songea point à former un corps de réserve." Et l'abbé de conclure:

"Cependant si les fautes de ce général furent funestes aux armes françaises, les mouvements de ses successeurs dans le commandement de l'armée ne furent pas glorieux." (P. 440.)

Nous avons déjà rencontré ce texte d'un des officiers présents dans Garneau; nous en montrerons l'injustice un peu plus loin.

Je sais bien que Ferland se couvre de la lettre que l'évêque de Québec, Mgr de Pontbriand, faisait tenir au ministre pour lui dire son avis sur M. de Vaudreuil. (9 novembre 1759, à Montréal.)

"On raisonne ici beaucoup sur les événements qui sont arrivés: on condamne facilement. Je les ai suivis de près, n'ayant jamais été éloigné de M. de Vaudreuil de plus d'une lieue; je ne puis m'empêcher de dire qu'on a eu un tort infini de lui attribuer nos malheurs. Quoique cette matière ne soit pas de mon ressort, je me flatte que vous ne désapprouverez pas un témoignage que la seule vérité me fait rendre." (P. 445.) Mais Mgr de Pontbriand n'était pas à même de tout savoir, précisément parce qu'il était trop près de Vaudreuil.

Nouvelle charge contre Montcalm par un des officiers généraux, p. 448. Ferland est bien hospitalier pour de tels documents qu'il livre sans explication. Il semble y croire.

“Plein d'esprit... mais plus brillant par les avantages d'une mémoire ornée que profond dans les sciences relatives à la guerre, *dont il n'avait même pas les premiers éléments*, ce général, était peu propre au commandement des armées; j'ajouterai que, quoique brave, il n'était nullement entreprenant. Il n'eut, par exemple, jamais attaqué le fort George, s'il n'y avait été comme forcé par les reproches que lui fit sur l'espece de timidité qu'il montrait, M. de Rigaud, homme borné à la vérité, mais plein de valeur et d'audace, accoutumé à courir les bois; et il eût abandonné le siège du fort George à peine commencé s'il n'eût été rassuré par la fermeté de M. le chevalier de Lévis. *Il joignit à cette médiocrité dans les talents nécessaires à un militaire de son rang*, un défaut bien grand pour un général, c'est l'indiscrétion. Plus occupé du soin de faire briller son éloquence que des devoirs qu'exigeait son état, il ne pouvait s'empêcher de publier ses desseins longtemps avant qu'ils pussent être mis à exécution. C'est par ces propos sans intention qu'il a fait perdre à M. de Vaudreuil la confiance du soldat, des

habitants et du sauvage même, auxquels ce gouverneur eût été certainement cher si ces gens avaient su pénétrer ses sentiments pour eux." (P. 448.)

En vérité, on ne peut charger Montcalm plus à fond. Garneau du moins estompait l'in vraisemblable. S'il plaît de lire en son intégrité le jugement porté par un des officiers généraux, il déplait d'avoir affaire à un officier qui se cache sous l'anonymat. Quel dommage que Ferland ait accueilli de pareils documents et leur ait donné créance. Et si l'on nous assure que lui-même n'aurait pas fait imprimer des critiques aussi injustes, il reste qu'elles cadrent avec l'ensemble de ses appréciations sur le marquis de Montcalm, et, en toute hypothèse, les historiens regretteront pour la gloire du professeur de Laval que cette partie de ses notes ait été si mal utilisée par ses éditeurs. Même si Ferland doit être tenu responsable de ces pages, ses éditeurs lui devaient de faire remarquer les injustices évidentes, tout en publiant le texte intégral. N'allons pas dire pour excuser, que seuls les hommes compétents en histoire lisent Ferland: plusieurs de ceux qui lisent auront oublié ou mettront en doute leurs connaissances antérieurement acquises et croiront découvrir le vrai Montcalm dans le *Cours d'Histoire du Canada* tant vanté de 1865.

Le *Montcalm et Lévis*, publié en 1891 par l'abbé Casgrain, mettra-t-il les choses au point?



CHAPITRE TROISIEME

Que vaut le *Montcalm et Lévis* de Casgrain, sur le général français de 1756-1759?

Le *Montcalm et Lévis* de l'abbé Casgrain est une œuvre imposante. C'est un livre qui mérite de retenir l'attention. Casgrain, qui livre au public son travail en 1891, a singulièrement profité du temps écoulé depuis Garneau (1845) et depuis Ferland (1865). S'il reste encore persuadé de la supériorité du chevalier de Lévis, s'il conclut contre Montcalm, il traite celui-ci avec des égards et avec une vérité dont nous avions déshabitués ses prédécesseurs. L'auteur utilise abondamment la correspondance du général, ainsi que son *Journal*. Ses premières impressions nous causent un extrême plaisir et dénotent une âme sincère et ouverte. Déjà il est évident que Casgrain apprécie son héros. Au lieu de se plaindre de l'apathie de Montcalm, il constate l'*activité brûlante* du général dès qu'il eût mis pied à terre sur le sol canadien, et il en profite pour nous décrire la ville de Québec d'une façon sobre et vraie. C'est sans doute une page d'excellente littérature:

“Avec son activité brûlante, le marquis eût bientôt parcouru la ville et les remparts. M. de Longueuil et l'intendant qui l'accompagnaient lui en avaient indiqué les principaux points: le Château Saint-Louis, dont la masse sévère et imposante dominait la crête du cap; au pied, la ville basse, centre principal des affaires avec le mouvement de la navigation. Du sein des rues étroites et tortueuses surgissaient les clochers des églises de Notre-Dame, des jésuites, des récollets, le séminaire, le palais de l'évêque, le monastère des Ursulines, les ruines de l'Hôtel-Dieu incendié l'année précédente, et, plus loin, dans la vallée du Saint-Charles, le monastère de l'Hôpital-Général; enfin, tout au pied de la falaise, le palais de l'intendant. Il n'était pas besoin d'en voir davantage pour reconnaître que c'était bien là le cœur de la Nouvelle-France. Les trois palais du gouverneur, de l'intendant et de l'évêque, c'était l'expression de la triple puissance qui rayonnait d'ici jusqu'aux extrémités de cet immense continent. Dans la seule enceinte des murs, cinq églises, trois monastères, un collège, un séminaire révélaient quelle était la part qu'avait le catholicisme dans cette impulsion.” (*Les Français au Canada*, p. 40, cf. supra, p. 24.)

Tout ne plaît pas autant dans l'ouvrage de Casgrain. Déjà, à la page 33, l'abbé s'était permis des

réflexions qui faisaient trop penser au théoricien. Il céda au plaisir de mettre les choses en contraste. "Au reste, chef et soldats sont animés du même esprit. L'avenir de la colonie qu'ils vont défendre les intéresse assez peu. C'est une contrée lointaine, affligée d'un climat rigoureux, peuplée d'une poignée de Français, dont on ne comprend plus guère l'importance, et que Voltaire, l'oracle du siècle, appelle "quelques arpents de neige", en attendant que le ministre Choiseul se félicite d'en être débarrassé. Si, pour les soldats de France ce n'est pas une terre étrangère, elle va le devenir, ils le sentent, ils le prévoient. D'ici là c'est pour eux un champ de bataille où ils vont cueillir des lauriers et gagner des grades. Il ne faut pas perdre cela de vue dans l'étude des dernières années du régime français au Canada. Les intérêts de la colonie seront souvent en conflit avec ceux de l'armée; il en résultera bien des erreurs et des fautes." (*Les Français au Canada*, p. 33.)

Comme vous, j'admire la brillante antinomie qui est une des idées maîtresses de l'ouvrage. Et si sa justesse apparaît au grand jour lorsqu'elle s'applique à la pensée d'Arouet — le patriarche — et de ses semblables, nombreux en France à cette époque, je la trouve cruelle et injuste pour les soldats de France

dont une bonne partie sans doute, comme par le passé, se seraient volontiers fixés dans la colonie. Combien plus cruelle cette réflexion de Casgrain lorsqu'elle s'applique au généreux Montcalm qui va exposer sa vie sans compter pour la défense de la colonie et qui ira jusqu'au suprême sacrifice le 13 septembre 1759.

Tout de même, dès le début du livre, et quelque modération qu'il y mette, l'auteur du *Montcalm et Lévis* prend position entre les trois rivaux et laisse prévoir de quel côté pencheront ses préférences.

Un mot sur Lévis en dit long: "Le chevalier de Lévis quoique né dans le midi comme Montcalm, n'avait rien de son impétuosité ni de sa loquacité. Il était calme, froid, sobre de paroles." Un mot sur Vaudreuil nous avertit des conclusions futures de l'auteur: "Malgré les reproches d'irrésolution et de lenteur répétés contre Vaudreuil, il avait fait preuve d'énergie et d'activité depuis l'ouverture de la campagne (1756). Avant l'arrivée des renforts de France, tous ses corps d'armée étaient en marche, et il n'était pas un point de la frontière, depuis la Virginie jusqu'à la Nouvelle-Ecosse, où ses partis de sauvages et de coureurs de bois n'eussent frappé coup et rapporté d'horribles trophées de chevelures, seul moyen qu'on

avait de s'assurer des exploits dont se vantaient continuellement les Indiens." (P. 63.)

L'abbé Casgrain nous livre à l'occasion d'admirables aperçus sur l'esprit de Montcalm, sur son bon sens, sur sa façon d'écrire pittoresque et prenante. Lisez plutôt cette note à Lévis du deux août 1756, écrite du fort Frontenac: "Je ne veux pas qu'il soit dit que j'ai marché à un siège pour le lever, que j'ai exposé l'artillerie. Je pars demain au soir ou le 5 au matin avec quatre pièces de canon de campagne, des munitions pour deux mille hommes, des vivres; et, moins roi que pirate, je vais reconnaître avec mes deux yeux ce qu'il y a à faire. Je tâcherai de tenir la campagne audacieusement, si je ne puis faire un siège." (P. 79.)

Expliquez tant qu'il vous plaira que Vaudreuil à son bureau avait tout réglé pour cette campagne de 1756; la prise de Chouaguen est due à Montcalm. C'est si vrai, que la conclusion de Casgrain est toute à l'honneur du général. Cette page, qui termine le chapitre deuxième du *Montcalm et Lévis*, à elle seule constitue le plus bel éloge du vainqueur. Ce serait sans doute assez pour établir la supériorité absolue du Marquis, peut-être même sa supériorité relative.

Pour l'écrire il a fallu que Casgrain crût à la brûlante activité de Montcalm.

“Voilà une jolie aventure, écrivait Montcalm à sa femme; je vous prie d'en remercier Dieu dans ma chapelle.” “Cette jolie aventure, commente Casgrain, menée avec autant d'audace que de promptitude et d'habileté, n'apportait pas seulement des lauriers à pleines mains, mais des fruits plus abondants encore. Par l'anéantissement de Chouaguen, la France devenue maîtresse du lac Ontario n'avait plus besoin que de faibles garnisons à Frontenac et à Niagara pour maintenir ses communications avec l'Ouest. L'ennemi était refoulé jusqu'à ses anciennes frontières, et il n'y avait plus rien à craindre de ce côté jusqu'à la fin de la campagne. Vaudreuil pouvait donc concentrer toutes ses forces sur Carillon, les masser à la tête du lac Saint-Sacrement, et refouler jusque sous les murs d'Albany les colonnes anglaises ébranlées par la défaite.

La chute de Chouaguen aussi prompt qu'inattendue avait été, en effet, un coup de foudre pour les colonies voisines. Le général Webb, qui marchait au secours de cette place, s'était même imaginé que Montcalm s'avancait de là contre lui. Dans sa frayeur il avait fait brûler les dépôts de munitions établis

sur la route et avait obstrué, à mesure qu'il retraitsait, la rivière qui servait de voie de communication, en y renversant une grande quantité d'arbres.

Lord Loudon ordonna à Winslow, qui commandait à la tête du lac Saint-Sacrement, d'abandonner tout projet d'offensive et de se retrancher fortement pour tenir les Français en échec. Le contre-coup de cet événement se fit sentir en Angleterre, où l'on comprit que la France avait au Canada un habile général." (Pp. 96 et 97.)

Le lecteur du *Montcalm et Lévis* ne sait pas encore d'une manière sûre si l'on doit préférer Montcalm à Lévis et à Vaudreuil; mais il est clair d'ores et déjà que Casgrain met en belle lumière les hauts faits accomplis par le général, qu'il traite avec intelligence et sans parti pris. A l'occasion, Casgrain laisse apercevoir d'une façon nette les méfaits du régime; Bigot est vertement fustigé. L'auteur n'hésite pas à citer tout au long les notes de Bougainville écrites avant son départ pour Paris (novembre 1758). "La concussion a levé le masque; elle ne connaît plus de bornes. N'y a-t-il donc aucun remède à ce mal qui est extrême? et faudra-t-il qu'un seul homme épuise les finances

de la France, insulte à nos dangers et à notre misère, et compromette la gloire de la nation?"

Et Casgrain a le courage d'ajouter que "Vaudreuil était compromis par certains membres de sa propre famille. Son frère Rigaud, propriétaire du poste de la Baie-Verte, avait présenté à lui seul à l'intendance (1758) pour cinq cent mille livres de certificats de dépenses. Vaudreuil n'avait voulu signer cette année que pour cent mille écus de certificats. Montcalm, en rendant ce témoignage au gouverneur, lui lâche à la fin la flèche de Parthe: "Il se laissera gagner".

"Quand Vaudreuil apprenait les accusations que portait contre lui Montcalm, parce qu'il n'extirpait pas ces abus, il répondait: "Que n'arrête-t-il lui-même le jeu effroyable auquel se livrent les officiers de son armée?" Si Vaudreuil ne fut pas enveloppé dans la condamnation qui frappa les plus coupables à leur retour en France, c'est que, comme Montcalm, il était resté pauvre au milieu de cette course à la fortune." (*Les Héros de Québec*, pp. 43 et 44.)

Ailleurs, l'abbé précise les relations entre Montcalm et Lévis. "Toute la correspondance de Montcalm avec Lévis témoigne d'une amitié extraordinaire: celle de Montcalm allait jusqu'à la tendresse." "Les réponses du chevalier ne renferment pas d'expressions

aussi chaleureuses — son amitié est peut-être aussi solide, mais moins expansive; esprit plus froid, plus réfléchi, qui s'observait davantage et ne se livrait pas avec autant d'abandon. Placé entre Vaudreuil et Montcalm, il savait ménager sa position avec une singulière habileté. Dès les premiers temps, il avait deviné que Montcalm jalousait le gouverneur, et il mettait un tact rare à ne pas blesser sa susceptibilité, sans toutefois se compromettre vis-à-vis de Vaudreuil, avec qui il fut toujours en bons termes." (T. I, p. 208.)

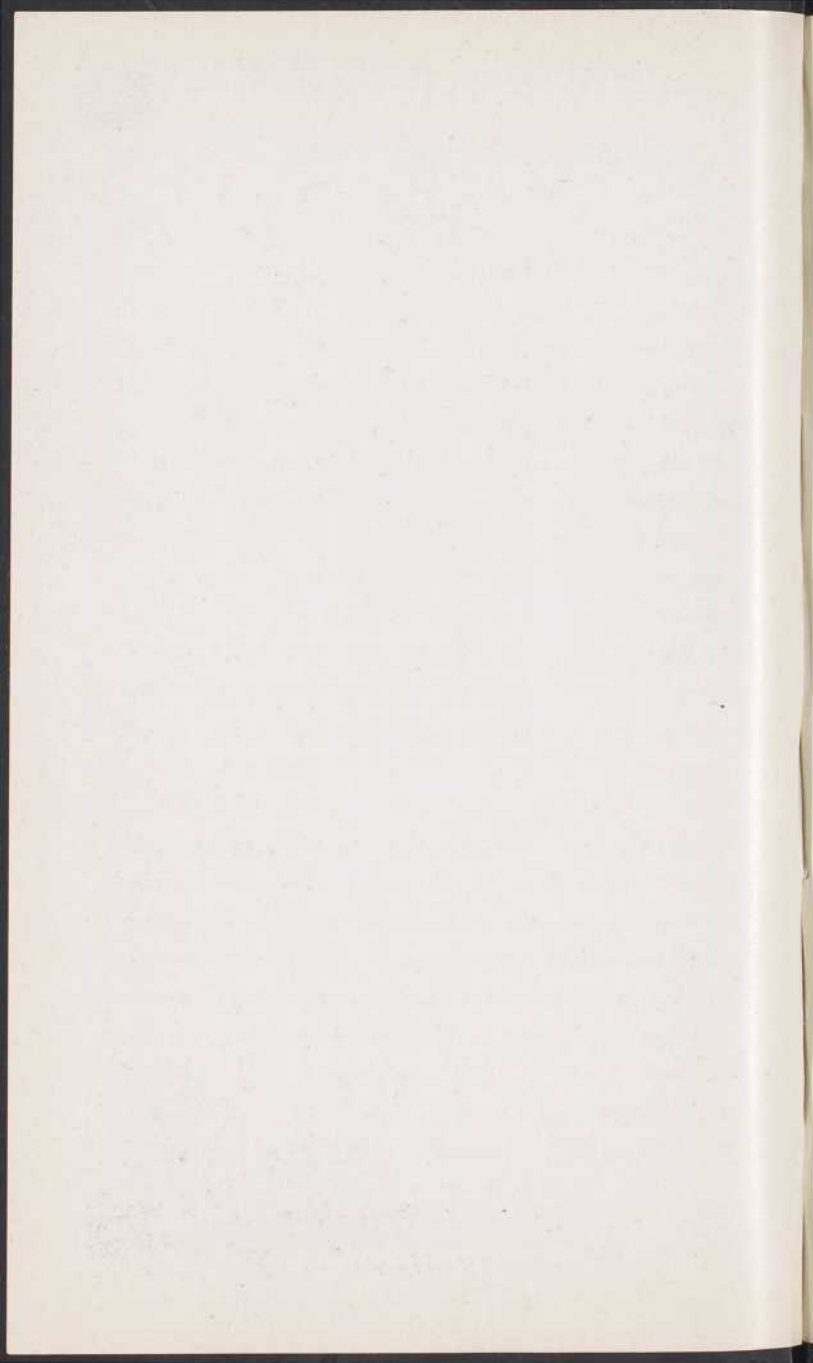
Rien de plus glorieux pour Montcalm que la bataille de Carillon, telle que racontée par Casgrain. Personne n'a mis en meilleure vue le coup d'œil du général et son activité débordante. Montcalm voit bien le danger, mais il ne peut reculer devant Abercromby. Il a du courage, de bonnes troupes et il voit que l'ennemi tâtonne. C'en est assez. Il battra Abercromby. Le temps n'a pas respecté la croix dressée par Montcalm sur le terrain de la bataille; "le fort lui-même a été démantelé; mais le nom de Carillon est resté à jamais inscrit dans nos fastes militaires." (P. 264.) Mais l'auteur n'explique pas l'arrivée des renforts quelques jours après la bataille; ou plutôt, l'explica-

tion ne répond guère à nos préoccupations. Lisez bien ce texte des **Français au Canada**, p. 271.

“Le 12 juillet et les trois jours suivants, les divers détachements de troupes coloniales expédiés par le marquis de Vaudreuil, sous le commandement de son frère Rigaud, vinrent grossir l’armée de Carillon, qui se trouva portée à six mille six cent soixante-neuf combattants, y compris quatre cent soixante-dix sauvages. Ce mouvement, nécessité par les circonstances, rendait inexpugnable pour cette campagne la frontière du lac Champlain, mais avait complètement dégarni celle du lac Ontario, sur laquelle marchait le général Forbes, qui allait bientôt être suivi d’une autre armée dirigée contre Frontenac. Telle était l’infériorité numérique de nos armes et la multitude toujours croissante des ennemis, qu’il n’y avait pas de talent militaire capable d’en arrêter le torrent. La tactique de Montcalm dut se borner à inquiéter Abercromby pour le retenir dans ses retranchements et à compléter les fortifications de Carillon. On fit creuser des fossés, dresser des palissades, poser des redoutes, construire des casemates, blinder des ouvrages; on établit plusieurs batteries; on fit de Carillon une position telle qu’on pût parfaitement s’y défendre en cas d’un retour offensif des Anglais.”



Les ruines du Palais épiscopal de Québec, 1759.
(Reproduction autorisée par le Musée McCord de Montréal. Photographie)



Casgrain n'a pas vu ou n'a pas voulu voir la manœuvre de Vaudreuil. Que n'a-t-il lu le *Journal* de Montcalm de manière à nous en faire profiter? Le danger est à Carillon; Vaudreuil en est parfaitement informé, il reçoit messenger sur messenger qui lui confirment l'évidence. Ce serait le cas d'appliquer le mot que Berryer, ministre de la marine, fera entendre à Bougainville: "Quand le feu est à la maison, on ne se préoccupe pas des écuries." Sans doute, une attaque pouvait se faire sur le lac Ontario, mais on n'en savait rien. Or la poussée des Anglais sur Carillon est foudroyante. Et le gouverneur s'entête à ménager les secours à Montcalm, il l'oblige à livrer une bataille extrêmement périlleuse avec une infériorité numérique désolante. Et après que le général a vaincu, Vaudreuil double son armée. Au 13 juillet, Montcalm dispose de près de 7.000 hommes qu'il ne peut pas utiliser, parce qu'il demeure en face de 25.000 Anglais qu'il a battus avec moins de 4.000 hommes, mais qu'il est hors d'état de poursuivre. La réflexion nous amène à croire que Montcalm avait parfaitement surpris Vaudreuil à découvert. Si le gouverneur avait médité sur cette pensée d'Amyot, sans doute il ne se serait pas exposé: "Ton ennemi veille continuellement à épier toutes tes actions et fait le guet à l'entour de

ta vie. Et c'est cela qui plus nous proufite en nous contraignant de vivre regleement, sans dire ni rien faire à l'estourdie, ni imprudemment, mais conserver toujours notre vie irrépréhensible." Comment comprendre que Vaudreuil n'ait pas soupçonné la clairvoyance de Montcalm, et qu'il n'en ait pas profité? La pensée que Goethe (1749-1832) devait plus tard exprimer aurait pu, elle aussi, influencer notre gouverneur:

"Tout ce qui berce débilite; la bienveillance continue du public, comme les fauteuils profonds." Le plus célèbre écrivain allemand allait sous peu se féliciter d'avoir des ennemis. Il ajoutait: "La malveillance est le sel amer et salubre de notre vie, elle nous sauve de la facilité."

Car Montcalm écrivait dans son *Journal*, à cette date, des paroles qui auraient fait rougir le gouverneur. Il se serait senti découvert. "Quel est donc le but du marquis de Vaudreuil? Pourquoi, manquant de vivres, s'obtient-il à envoyer, après coup, cette foule de passagers qui ne sauraient plus servir qu'à occasionner une affreuse consommation? Afin de pouvoir écrire à la Cour; "Le marquis de Montcalm avait battu les ennemis; ils s'étaient retirés au fond du lac Saint-Sacrement consternés et en désordre; sur-

le-champ, je lui ai envoyé toutes les forces de la colonie, afin qu'il les chassât de leur position et qu'il tirât parti de la victoire. Il le pouvait, il ne l'a pas fait." Voilà le but; telle est la botte secrète de cette année; celle de l'année précédente était de dire: "Il pouvait prendre le fort Edouard; je lui en avais donné les moyens; il ne l'a pas voulu."

A l'occasion de la bataille de Montmorency (31 juillet 1759), Casgrain nous livre d'admirables documents où l'on voit la droiture de Montcalm et l'intelligence évidente dont il fait preuve à l'endroit de Lévis. En vérité, qui n'admirerait la loyauté du généralissime à l'égard de son second? Qui n'aimerait servir sous un tel capitaine? Et pourquoi terminer le chapitre en laissant paraître des préférences injustifiées à date? Lisez bien que "Lévis emportait avec lui la fortune, ou pour mieux dire la sagesse de l'armée. Les deux antagonistes Vaudreuil et Montcalm, restés seuls en présence, n'eurent plus le contre-poids dont ils avaient besoin pour conserver leur calme et la rectitude de leur jugement aux heures critiques. Les derniers jours du siège furent marqués par une suite de fautes et de désastres qui amenèrent la catastrophe finale." (*Les Héros de Québec*, p. 128.)

Rien ne justifie ces réflexions, puisque Montcalm conserva son activité et sa clairvoyance jusqu'à la fin. La seule erreur qu'on peut lui attribuer, c'est d'avoir livré la bataille des Plaines d'Abraham à dix heures de l'avant-midi, le 13 septembre. Mais, encore là, une honnête discussion peut couvrir le grand vaincu.

Après tout, l'erreur fut plutôt d'affaiblir l'armée des huit cents hommes qui suivirent Lévis à Montréal, à l'Ile-aux-Noix même, "faible et dernier rempart sur le lac Champlain." Ne fut-ce pas une autre erreur — erreur attribuable à Lévis celle-là — que de licencier la moitié de ses hommes à Montréal "pour y être employés aux récoltes"? Vergor fit de même la veille du treize septembre. Revenu à Montréal le cinq septembre, pourquoi Lévis tardait-il à descendre à Québec? Lévis avait appris que Sir William Johnson, qui avait succédé à Prideaux tué instantanément par l'éclat d'une bombe, ne bougeait plus depuis la prise du fort Niagara. Le général français se contenta donc de faire commencer "sur une île située à la tête des rapides du Saint-Laurent, un petit fort auquel Vaudreuil donna le nom de Lévis". Et le chevalier pouvait s'en remettre à Bourlamaque pour la frontière du sud: aucun danger immédiat de ce côté, à l'Ile-aux-Noix. Comment expliquer que l'instinct si sûr de Lévis ne l'ait pas ramené en hâte

au cœur même de la lutte pour apporter à son général, comme Desaix le fera à Marengo (14 juin 1800), la victoire et la vie même? Montcalm, le 2 septembre, écrivait à Bourlamaque: "Je vous voudrais ici; car je ne puis être partout, quoique je me multiplie bien et que je ne me sois pas déshabillé depuis le 23 juin." Et le 7 septembre, à Lévis: "J'avoue que je vous voudrais ici et que je voulais que M. le marquis de Vaudreuil vous envoyât un ordre conditionnel, s'il n'y avait rien à craindre et que tout fût bien."

La page 168 semble concluante contre les prévisions que l'on prête à Montcalm. Malartic et d'autres expriment l'avis que Beauport est extrêmement protégé. "Vaudreuil était du même avis, particulièrement pour l'anse au Foulon, qui n'était gardé que par une centaine d'hommes; *mais Montcalm persistait à croire que la falaise y était inaccessible.*" Distinguons et n'accablons pas Montcalm sans bonne raison. Cent hommes *éveillés* pouvaient jeter à l'eau la tête de l'armée de Wolfe, mais deux cents hommes au lit ou que l'on aurait licenciés, n'auraient pas fait plus que cent. Et cette réflexion justifie Montcalm.

Mais il y a plus et qui contredit l'opinion de Casgrain. C'est que Montcalm a commandé au bataillon

de Guyenne de s'avancer au-dessus de Québec et qu'il a mis cette force à la disposition de Bougainville. Ce fait prouve absolument que le général voyait d'avance le danger précisément et pour de bon au-dessus de la ville. Les documents établissent que dès le cinq septembre, Montcalm donnait l'ordre au régiment de Guyenne d'aller camper sur le plateau d'Abraham, et le général annonçait sa décision en ces termes à Bougainville chargé d'empêcher toute surprise au-dessus de la ville: "Le mouvement de l'ennemi est si considérable que je crains qu'il ne cherche à nous couper la communication (entre vous et la ville) de sorte que je fais marcher le régiment de Guyenne en entier, sauf un capitaine, un lieutenant et 50 soldats. C'est à vous (Bougainville) de les amener avec vous ou de les laisser dans la communication du Cap-Rouge, à l'Anse-des-Mères, pour relever les postes, ce qui nous conviendrait le mieux, pour être à même de rappeler le régiment, s'il était besoin dans notre partie." (Montcalm à Bougainville, 5 septembre 1759.) Garneau ajoute (t. 2, p. 240): "Le lendemain 6 septembre, Vaudreuil, allant à l'encontre du général, faisait rentrer le bataillon de Guyenne dans son camp, sur la rivière Saint-Charles." (Vaudreuil à Bougainville, 6 sept. 1759.) (On trouve

tous ces documents dans Doughty, t. 4, p. 100; aussi dans Chapais, *Montcalm*, p. 632-633.)

A noter que dans cette lettre du 6 septembre, Vaudreuil laisse Bougainville libre de garder Guyenne, s'il croit en avoir un besoin absolu. Et si cela disculpe un peu Vaudreuil — c'est bien dans sa manière de ne pas prendre de responsabilité — et incrimine Bougainville, ce fait prouve que si Guyenne n'était pas au poste du Foulon ou tout près lors de la montée de Wolfe, la faute n'en est pas au général. Et M. Hector Garneau note à la page 246 de la 5^e édition de *l'Histoire du Canada* de son grand-père: "Le mercredi 12 septembre, ordre donné par M. de Montcalm — et ensuite révoqué par M. de Vaudreuil disant: "Nous verrons cela demain" — au bataillon de Guyenne, d'aller camper au Foulon." (*Journal* de M. Jean-Félix Récher, curé de Québec, cité par Mgr Têtu, *Bulletin des Recherches Historiques*, t. 9, 1903, p. 130.)

Vaudreuil a prétendu après coup que le rappel de Guyenne était dû à Montcalm. (Lettre au ministre, 5 oct. 1759.) Mais rien ne prouve que Montcalm ait changé ses ordres. Comme le général était mort le 14 septembre, à l'aube, des suites des deux blessures reçues à la bataille du 13, Vaudreuil a cru avoir le champ libre pour rejeter sur le général cette faute dont

l'importance ne peut échapper. Et sans doute Vaudreuil était-il capable de mentir. L'ensemble de ses lettres l'établirait facilement, et, à elle seule, l'incroyable lettre du 30 octobre 1759, au maréchal de Belle-Isle, que l'on trouve aux Archives nationales de Paris. M. Chapais, dans son *Montcalm*, en cite plusieurs passages, dont il montre l'iniquité et la bassesse. (P. 677.)

On a prétendu que le gouverneur prévoyait une attaque à l'Anse-au-Foulon. Mais la lettre de Vaudreuil datée du 8 septembre prouve le contraire, puisqu'on y lit que "l'ennemi voulait plutôt faire une diversion" en paraissant au-dessus de Québec, c'est-à-dire que Vaudreuil croyait que Wolfe voulait donner le change, détourner l'attention d'une dernière attaque contre Beauport, et c'est parce qu'il croyait cela que le gouverneur tenait absolument à y trouver Guyenne, à l'encontre des ordres formels et persévérants de Montcalm.

A moins que la vérité absolue ne se trouve dans une ligne échappée à la clairvoyance de Montcalm, dès 1756, à savoir que Vaudreuil s'arrangeait pour n'avoir jamais tort. Avouons que ce serait la conclusion la plus logique de l'enquête. Il serait vrai que Vaudreuil voulait Guyenne au Foulon. (Lettre du 4 ou 5 sept. à Bougainville, citée par Casgrain, *Les Héros de Québec*,

p. 170.) Seulement, le 6 septembre, Vaudreuil changeant d'avis, donne l'ordre à Guyenne de retourner à son camp de Beauport. (Lettre de Vaudreuil à Bougainville, citée par Garneau, t. 2, p. 250; Chapais, p. 632; Doughty, p. 100.) Confirmation de cette lettre est faite par le *Journal* de Jean-Félix Récher, cité par Mgr Têtu. (Bull. des Recherches Hist., t. 9, 1903, p. 130.) Ce *Journal* constate que Vaudreuil, le 12 septembre, barre la route à Montcalm en remettant au lendemain l'exécution de l'ordre de Montcalm portant de nouveau: *Guyenne au Foulon*. Enfin, après l'événement, Vaudreuil affirme emphatiquement qu'il voulait Guyenne au Foulon. Est-ce que cette explication que nous proposons ne serait pas la vraie? A force de méditer sur les faits, on finit quelquefois par comprendre. Et quand on examine une âme tortueuse comme celle de Vaudreuil, il faut pousser sa méditation en profondeur.

Et le billet de Vaudreuil à Montcalm lui demandant d'attendre, pour livrer la bataille du 13, que toutes les forces eussent été réunies? "Rien n'indique dans les relations de Johnstone, de Montbeillard, de l'aide de camp, que Montcalm ait reçu une telle communication." (Chapais, p. 656.)

D'après Johnstone — un bon témoin — tout l'entourage de Montcalm fut pour le combat immédiat, parce que l'on craignait que les forces anglaises ne devinssent de plus en plus considérables. Fut-ce l'erreur capitale de Montcalm? M. Chapais y a répondu avec beaucoup de modération. "Les hommes du métier ne sont point d'avis unanime. On nous affirme que le feld-maréchal Roberts, après avoir examiné le champ de bataille, en 1908, déclarait que Montcalm ne pouvait guère agir autrement qu'il a fait le 13 septembre 1759. Le colonel Beatson, un militaire distingué, a justifié Montcalm des attaques dirigées contre lui. M. de Montreuil, le major général de l'armée française, écrivait après la bataille perdue: "Si M. le Marquis de Montcalm avait tardé d'un instant à marcher aux ennemis, ils eussent été *inattaquables* par la position favorable dont ils allaient s'emparer, ayant même commencé des retranchements sur leurs derrières . . . On ne manquera pas de rendre compte verbalement ou par écrit qu'il s'est trop précipité pour attaquer, qu'il devait attendre le secours de M. de Bougainville, et disputer le terrain par des fusillades. Tous ces moyens n'auraient pas empêché l'ennemi de s'établir sur la côte d'Abraham dès qu'on lui donnait le temps." D'autre part, l'auteur du *Journal tenu à l'armée* attaque vio-

lemment Montcalm et lui reproche une série de fautes. M. de la Pause exprime, de son côté, l'opinion que le général commit une lourde méprise en se mettant entre la ville et l'armée anglaise. Malartic, dans une note écrite après les événements, critique ses dispositions. Il serait fastidieux d'énumérer tous ceux qui se sont prononcés pour ou contre. Nous n'entendons point trancher ce débat, reconnaissant volontiers notre incompetence dans une matière aussi épineuse, où se produisent tant de témoignages et d'appréciations contradictoires. Mais nous savons une chose, c'est que le succès et l'insuccès exercent une extraordinaire influence sur les jugements humains, que la victoire dissimule les fautes malgré lesquelles on la remporte, tandis que la défaite transforme en erreurs des plans et des manœuvres pourtant judicieux et bien conçus". (P. 657-658.)

Le Montcalm et Lévis de l'abbé Henri-Raymond Casgrain vaut beaucoup; mais il y a maint endroit à corriger, et il n'est guère scientifique de se fier à l'auteur absolument. On s'expose à y puiser une fausse conception de l'histoire des deux héros du livre. Il fallut attendre l'année 1911 pour apercevoir le vrai visage du vainqueur de Carillon. C'est M. Thomas

Chapais qui nous l'apporta dans son beau livre *Le Marquis de Montcalm*, publié chez J.-P. Garneau, à Québec même.



CHAPITRE QUATRIEME

La doctrine de M. Chapais sur Montcalm

Par l'ensemble de ce que nous avons écrit, tout le cas que nous faisons de Sir Thomas Chapais apparaît clairement. Celui qui livrait au public, en 1904, *Jean Talon* — la plus belle étude biographique canadienne, selon l'abbé Adélarde Desrosiers (à moins que ce ne soit *le Marquis de Montcalm?*) — avait le courage d'entreprendre et de parfaire l'étude approfondie de Louis-Joseph de Montcalm, seigneur de Saint-Véran et de Candiac. La difficulté du travail consistait en ceci que l'abbé Casgrain avait déjà sur le sujet une œuvre vraiment imposante et étoffée. Les documents nouveaux ou non utilisés étaient rares en la matière. Les *Mémoires* et *Observations* de M. le chevalier de la Pause, inédits ou inutilisés jusqu'à 1911, n'ont peut-être pas donné autant qu'on était en droit de l'espérer à une première lecture. (On peut examiner à cet effet les pages 245, 247, 248, 403, 417, 658, où M. de la Pause est plus particulièrement cité.)

Le grand mérite de M. Chapais est sans doute de nous avoir livré le vrai visage de Montcalm. Il a su démêler le vrai du faux à travers la littérature infinie du sujet, et il a fait apparaître un Montcalm dont la vérité ne sera plus mise en doute, dont l'immortelle beauté honorera à jamais la nation dont nous faisons partie. Et il y a là un service magnifique rendu à notre race, surtout à la jeunesse qui trouve tout de suite dans le *Montcalm* de M. Chapais, la vérité intégrale et la sympathie dont le marquis de Saint-Véran a été trop souvent privé.

Sans compter les aperçus tout à fait nouveaux sur plus d'un sujet passionnant, les questions capitales auxquelles notre sénateur répond avec une rare compétence. La France a-t-elle abandonné sa colonie en 1759? M. Chapais répond absolument non. Et il établit que la mère patrie, à quelque abaissement que fût descendue la société française au milieu du XVIII^e siècle, a voulu sauver le Canada; que pour ce faire, elle a préparé à grands frais une descente dans les Iles Britanniques — près de cinquante ans avant Napoléon et son camp de Boulogne — et que seule la destruction de ses flottes a empêché que 65.000 soldats français ne fussent jetés en Angleterre et en Ecosse. Les faits sont là. Ils contredisent les envolées de plus d'un ora-

teur canadien; nos historiens les plus réputés en peuvent être inconsolables: mais il est tout de même difficile de ne pas se rendre en présence des documents présentés par M. le sénateur Chapais. Nous y reviendrons dans un chapitre spécial.

Une des discussions les mieux réussies du livre, c'est sans doute celle dans laquelle M. Chapais prend à partie Parkman, qui, s'appuyant sur Pouchot, prétend que Montcalm a hésité sur l'endroit où il devait rencontrer Abercromby le 8 juillet 1758. Mettant sur la table tous les documents connus, l'auteur nous fait constater que Pouchot est seul à tenir cette opinion infiniment dommageable à la gloire de Montcalm (seul parmi les témoins auxquels on peut se fier). Les autres sources disent que dès le 1^{er} juillet, Montcalm avait déterminé l'endroit où il tenterait de vaincre. (*Relation de la victoire*, 8 juillet 1758, aux Arch. du ministère de la guerre.) ¹

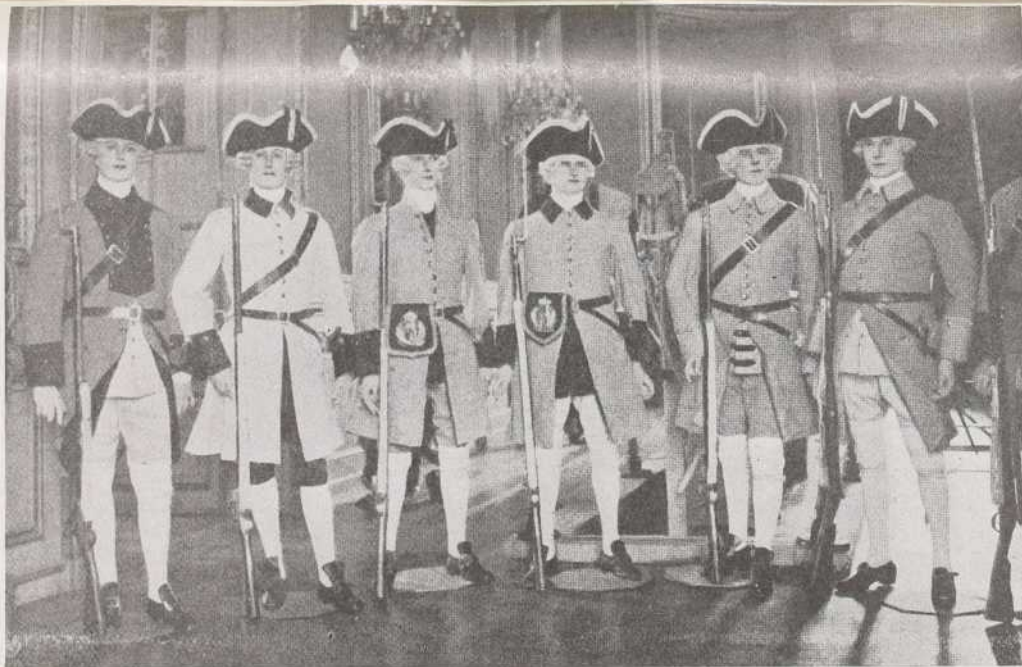
¹ Le capitaine Maurice Santai, dans sa belle étude *Montcalm au combat de Carillon* (Paris, Chapelot, 1909,) introduit à la page 56, la note suivante au sujet de la *Relation de la victoire*... Cette notule nous initie aux recherches des vrais historiens. Nous la citons en entier. "Pour le récit des événements du 1^{er} au 8 juillet, nous avons suivi de près l'excellente *Relation de la victoire* remportée sur les Anglais le 8 juillet 1758, par l'armée du Roi commandée par le marquis de Montcalm.

Le général le dit à Doreil dans un billet écrit le 6 juillet 1758: "A la contenance de l'ennemi, je vois qu'il tâtonne; si, par sa lenteur il me donne le temps de gagner la position que j'ai choisie sur les hauteurs de Carillon et de m'y retrancher, je le battrai." (Chapais, p. 415.)

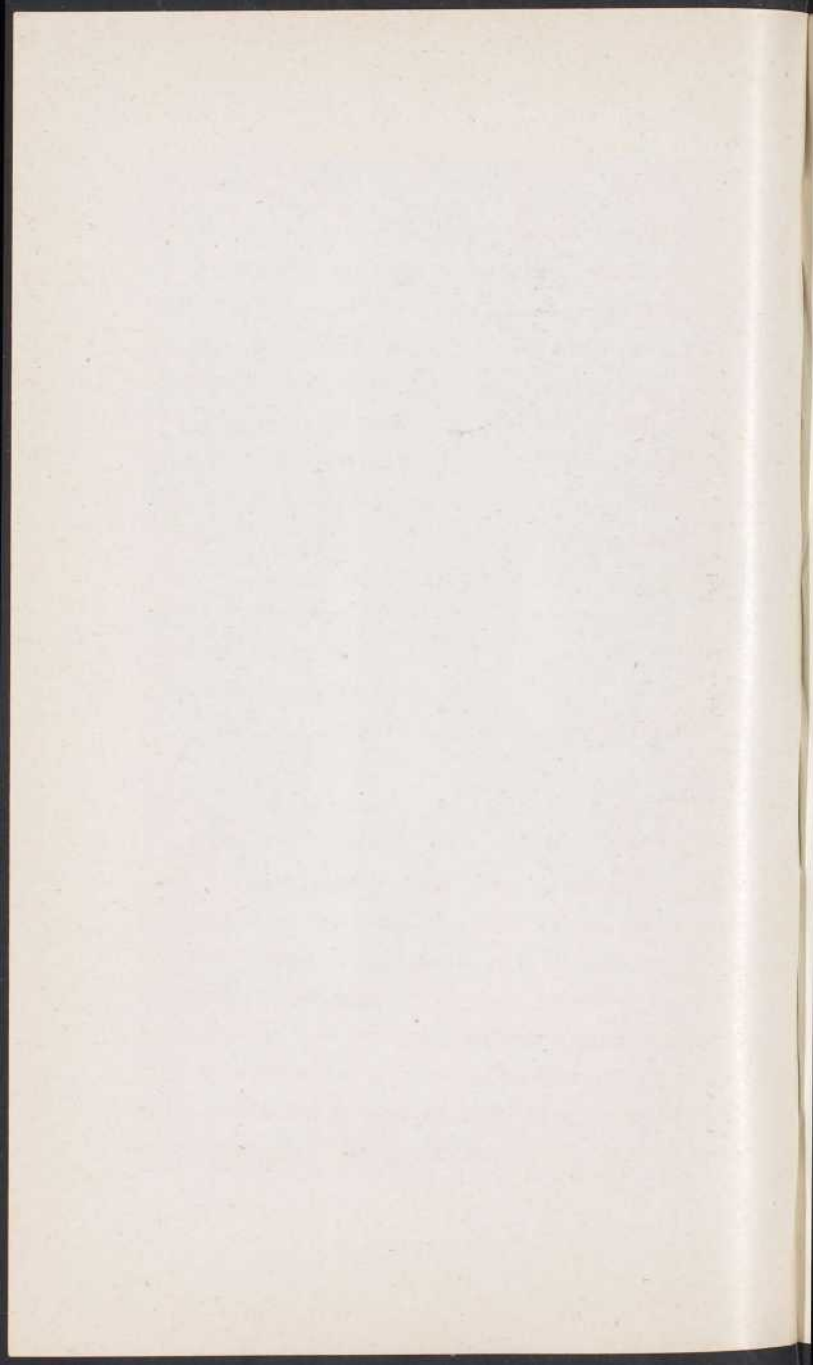
Alors comment expliquer le document Ponchot? c'est que Montcalm a donné l'occasion à ses officiers de dire leur avis sans les gêner. "Mais Montcalm n'était ni irrésolu, ni hésitant; il faisait preuve au contraire d'une résolution et d'une clairvoyance admirables, dans la situation presque désespérante où il se trouvait placé."

Un historien français de grande compétence, M. Joannès Tramond, a soutenu dans l'imposante *Histoire*

Cette relation, rédigée sans doute par Bougainville sous les yeux du général français, se trouve dans le volume 3498, pièce 138, des Archives historiques du Ministère de la Guerre. On la rencontre encore aux Archives du Ministère des Colonies dans la série CII, vol. 103, au folio 367, avec la mention: "Joint à la lettre de M. de Montcalm, du 20 juillet 1758"; au folio 331 du même volume; enfin au folio 164 du volume 13 de la collection Moreau de Saint-Méry avec l'indication: "Joint à la lettre de M. de Vaudreuil, gouverneur général du Canada, du 4 août 1758". Ces deux dernières copies sont accompagnées du commentaire, aussi malveillant que maladroit, par lequel M. de Vaudreuil s'est efforcé de diminuer, aux yeux du Ministre de la Marine, le mérite de Montcalm.



Soldats des régiments que commandait Montcalm.
La Sarre, la Reine, Béarn, Languedoc, Carignan, Berry.



des Colonies Françaises, publiée en 1929, que Abercromby, ayant donné le temps aux Français de se retrancher, ne pouvait plus faire une attaque fructueuse le 8 juillet 1758. La page 417 de M. Chapais montre qu'il n'était pas trop tard, que le général anglais pouvait "prendre le temps de transporter son artillerie devant les positions françaises, et faire voler en éclats les retranchements", ou bien ériger une batterie sur la montagne du Serpent et forcer nos troupes à déloger, ou bien entourer Montcalm. On est bien obligé d'admettre que l'auteur de *Montcalm* a raison contre M. Tramond. Du reste le plaidoyer de notre sénateur est calqué sur la démonstration déjà faite par Casgrain, *Les Français au Canada*, p. 242.

Un autre point que M. Chapais a mis en belle lumière, c'est l'esprit profondément chrétien du Marquis. On savait qu'il était mort en croyant. Pendant sa vie on lui avait reproché certaines critiques peu respectueuses à l'endroit de l'autorité religieuse. Mais ces critiques sont rares. Elles s'expliquent. Le général pouvait très bien demeurer le fils soumis de l'Eglise, sans pour cela goûter la propension de Mgr de Pontbriand pour le gouverneur et les soldats canadiens. Quand il écrivait son célèbre mandement du

20 août 1756, sur la victoire de Chouaguen, sans publier le modèle du genre, comme a dit l'abbé Casgrain (p. 99), le très digne évêque de Québec ne faisait que remplir un religieux devoir d'action de grâce, et il le faisait de façon convenable.

Une seule phrase pouvait blesser Montcalm, celle qui faisait allusion aux *esprits timides* qui avaient regardé l'entreprise comme au-dessus de nos forces. (Cf. *Mandements des évêques de Québec*, t. 2, p. 111, éd. de 1888.) Nul doute que le général — à tort pour tant — se sentit visé. Et sous le coup de l'indignation, le marquis de Montcalm-Saint-Véran articula une phrase malheureuse et injuste. "Votre ami l'évêque, mande-t-il à Lévis, le 27 août 1756, vient de donner le plus ridicule mandement du monde; mais gardez-vous bien de le dire, car c'est l'admiration du Canada." Il est vrai que, en 1759, fin d'avril, il y a récidive. Aigri par cette *vie désagréable* dont il a parlé il y a à peine quelques jours, il reçoit en maugréant le mandement du 18 avril. L'évêque, selon Montcalm, "aurait dû entrer en moins de détails sur le danger où est la colonie. Il est inutile d'apprendre aux simples habitants que les Anglais ont au moins six fois plus de troupes que nous et qu'ils peuvent envahir le Canada par quatre côtés." C'est presque une

petite querelle d'allemand que le général fait à l'évêque, et M. André Lichtenberger écrit assez pertinemment que Montcalm nourrit une vieille rancune contre le prélat. "Peut-être ici le général se trompe, méconnaît le fond d'énergie indomptable de la race." (*Montcalm*, p. 196, 1934.)

Mais une vivacité par ci par là ne détruit pas toute une vie de foi et de respect pour les choses saintes. A tout moment dans ses lettres à sa femme ou à sa mère, le général demande une Messe en action de grâces dans sa chapelle ou dans sa paroisse.¹

Avant même son départ pour le Canada, Montcalm note que "le curé avait dit la Messe" à ses intentions, et "il en doit dire une par semaine." (A Lyon, ce 8 mars au soir, 1756.) Le 11 mai, à dix lieues de Québec, avant d'y débarquer, le général écrit qu'il

¹ Consultez le *Rapport sur les Archives Publiques* pour 1929, par A.-G. Doughty, Ottawa, 1930: Appendice A: La correspondance de Montcalm à sa famille et à ses amis. "La famille de Montcalm possède les originaux, mais les Archives du Canada se sont procuré une copie de ces manuscrits." M. Doughty fait suivre cette note capitale d'une autre qui n'a pas moins d'importance pour ceux qui aiment aller aux sources, qui tout au moins veulent savoir où se trouvent les originaux et les copies authentiques.

"Les lettres officielles de Montcalm se trouvent dans les *Archives des Colonies*, série C11 A, vol. 102-104 (Voir rapport

avait entendu la Messe de bon cœur le jour de Pâques: "de toute la semaine sainte il n'avait pas été possible de la dire, à cause d'un roulis qui faisait que je ne savais pas dans quelle assiette me tenir. Je n'oublierai pas de sitôt cette semaine sainte." Arrivé à Québec le 13 mai, le 20 il écrit à sa femme: "Je vous prie de faire dire à Montpellier, au couvent, une Grand'Messe pour remercier Dieu de notre bonne navigation et demander continuation du bon succès." Reconnaisance et impétration. Après Chouaguen, à sa femme, dans la lettre datée du 30 août 1756, on se souvient d'avoir lu: "Voilà une assez jolie aventure, ma très chère, je vous prie d'en faire remercier Dieu dans ma chapelle." De Carillon, à sa mère, Montcalm mande

sur les *Archives canadiennes*, 1887, pp. ccvi-ccxxl), et aussi dans les Archives historiques du ministère de la guerre, vol. 3417, 3498, 3499, 3540, (voir J.-E. Roy: *Rapport sur les Archives de France* relatives à l'histoire du Canada, 1911, p. 386-416.) Les *Archives du Canada* possèdent une copie de ces deux séries de lettres: celles de Montcalm à Bourlamaque constituent le premier volume de la Collection Bourlamaque qui se trouve aux archives du Canada. Ces dernières lettres sont des originaux. (Voir le *Rapport sur les Archives Publiques* pour l'année 1923, Appendice C, pp. 3-70.) La page 240 du livre intitulé: *Lettres du Marquis de Montcalm au Chevalier de Lévis*, Québec, Demers, 1894, donne la table des matières des lettres de Montcalm à Lévis.

le 21 juillet 1758: "Je ne crois pas que jamais général n'ait été dans des circonstances aussi critiques; Dieu m'en a tiré, rendez-lui-en grâce. Il me donne de la santé quoique excédé de fatigue, de tracasseries et de misère qui m'ont déterminé à demander mon rappel; plaise à Dieu qu'on me l'accorde, quand je devrais rester le reste de mes jours dans mon château."

Citons enfin le passage célèbre à Madame la Marquise de Montcalm, écrit à Montréal le 12 avril 1759: "Je voudrais avoir un grain de foi pour multiplier les hommes et les vivres. Cependant j'espère en Dieu, *il a combattu pour moi le 8 juillet*. Au reste, sa volonté soit faite. Je mène une vie désagréable, je me ruine et, incertain toujours si les nouvelles de France me consoleront, je les attends avec autant d'effroi que d'impatience." Sans oublier ce que le fils écrivait à sa mère, Madame de Saint-Véran, du camp de Carillon où il se trouvait encore le 16 octobre 1758: "Notre situation est critique et plus nous irons plus elle le doit devenir, mais nulle inquiétude. *Dieu surtout et l'honneur seront toujours conservés de ma part en tout événement.*"

Ces textes ne font que constituer un tout avec ceux cités par M. Chapais au début de son *Montcalm*. "J'ai eu dix enfants, il ne m'en reste que six, écrivait le

Marquis en 1752. Dieu veuille les conserver tous et les faire prospérer pour ce monde et pour l'autre. On trouvera peut-être que c'est beaucoup, et surtout quatre filles, pour une fortune médiocre; mais Dieu laisse-t-il jamais ses enfants au besoin? Aux petits des oiseaux..." Montcalm croit en Dieu et dans sa Providence divine de façon évidente et bien personnelle. Sa correspondance l'atteste à tout instant, et M. Chapais se plaît à en étaler les preuves. Il souligne l'inspiration chrétienne de cette belle lettre écrite par le Marquis à sa femme, lors du décès d'un de leurs fils. "Nous avons besoin, ma très chère et bien-aimée, de nous résigner à la volonté de la Providence, dans une aussi triste occasion que celle de la perte de mon fils. Je suis vivement pénétré, et comme je connais toute votre tendresse pour nos enfants, je crains que cela ne prenne sur votre santé. Ménagez-la... Dieu n'a pas voulu que cette âme se souillât sur la terre: ce sera un ange de plus devant lui qui priera pour les siens." Sainte-Beuve dirait que Montcalm exprime ici des idées bourgeoises et que M. Chapais s'y complaît. Disons plutôt que cette abondance de textes surpris sous la plume du marquis établit à perfection que la formation chrétienne était très avancée chez notre général. Il était tout bonnement chrétien comme nous

le devons être au XX^e siècle. Il sentait comme Pascal que "nul n'est heureux comme un vrai chrétien, ni raisonnable, ni vertueux, ni aimable."

Il est bien vrai que sa correspondance nous le montre lisant les énormes in-folio de l'*Encyclopédie* dont le septième volume paraissait en 1757. Commencée en 1751, poursuivie malgré la censure jusqu'en 1758, cette publication effrontément anti-religieuse par endroits se terminait en 1772. "Tout cela est un chaos. Il y a de l'excellent; il y a du fatras méprisable." Parmi les collaborateurs, "il y a beaucoup d'ouvriers utiles." (Calvet, 510.) Aujourd'hui il apparaît clairement que tout ce mouvement aboutit à l'athéisme matérialiste tamisé par un vague déisme. "Le jour où Rousseau s'en aperçut, il sortit de la maison et combattit l'œuvre néfaste de démolition à laquelle il avait, en aveugle, collaboré."

M. Chapais n'a pas craint de toucher à ce fait apparemment compromettant pour la pureté de la foi de Montcalm. Seulement en examinant avec intelligence toutes les lettres du général, l'auteur du *Montcalm* s'est vite aperçu que le Marquis sautait certains articles qu'il ne voulait pas lire, c'est-à-dire, si nous comprenons bien, qu'il tenait compte des précautions utilisées de tout temps chez les catholiques placés en

face de l'erreur. "J'ai entrepris, écrivait-il à Bourlamaque, la lecture de suite du *Dictionnaire Encyclopédique*, en sautant les articles que je ne veux pas lire, ceux que je ne puis comprendre." Ce bout de lettre fait réfléchir. Pourquoi le Marquis ne voulait-il pas lire certains articles qu'il pouvait comprendre? Ne serait-ce pas parce que cette publication était violemment combattue dans un grand nombre de ses parties à cause de son esprit matérialiste et de son sectarisme anti-catholique? La vie de Montcalm et la logique de son esprit de même que plusieurs de ses lettres nous permettent de le croire. Et si cette page n'est pas à elle seule absolument concluante, du moins elle intéresse vivement, et montre la variété des choses contenues dans le *Montcalm* de 1911.

N'allons pas croire après cela que le livre est un panégyrique. Non, puisque l'on y a mis à nu les faiblesses bien humaines du Marquis. Examinez là-dessus les hivers de Montcalm à Montréal ou à Québec. Il n'est pas à l'abri de tout reproche. Mais en comparaison de son entourage — exceptons à ce point de vue Vaudreuil et sa pieuse épouse — quelle dignité! M. Chapais tout de même nous montre le général faisant mystère, dès septembre 1757, de son secret des-

sein de demeurer dans la capitale plus longtemps que l'année précédente. Il s'y installe fort à son gré. C'est que, à Québec, il y avait une société qui lui plaisait. "Plusieurs maisons se partageaient ses attentions." De la rue des Remparts, où il habite, "il prenait souvent le chemin de la rue du Parloir, impasse située en haut de la côte la Montagne, qui contenait deux résidences seulement, celle de M. de la Naudière, et celle de M. Marin... Montcalm passa bien des soirées agréables dans ce salon hospitalier de Madame de la Naudière où on lui faisait fête. Il y rencontrait Madame de Beaubassin, cousine germaine (par alliance) de Madame de la Naudière, dont il appréciait vivement les charmes et la conversation."

Jusqu'ici, en vérité, rien à redire. Même chez Madame Marin, l'honneur de notre général n'était pas en péril. Mais nous devons ajouter à cette liste la fameuse Madame Péan, dont la liaison avec Bigot était chose publique. "Péan étant aide-major de Québec, on conçoit que le général ne pouvait se dispenser de paraître chez lui quelquefois. Mais l'assiduité n'était pas requise, et cependant il paraît bien qu'elle existait. "J'alterne entre elle (Madame de la Naudière) et Madame Péan," écrivait Montcalm à Lévis, le 24 septembre 1757... En 1759, la note s'accroîtra: "Je

suis beaucoup plus cette année de la cour de Madame Péan; cela prouve le désœuvrement.”

M. Chapais se garde bien tout de même d'incriminer Montcalm plus qu'il ne faut. Il ne se gêne pas pour ajouter que le galant chevalier de Lévis, à qui le général confiait *ses faiblesses et les replis de son cœur*, ne pouvait être qu'indulgent, “lui qui passait sa vie chez Madame Pénissault (à Montréal), et qui rencontrait fréquemment chez elle des compagnies fort mélangées.”

Chez Montcalm, ces amusements étaient plutôt accidentels, c'étaient des oublis passagers. De retour chez lui, il se fustigeait loyalement. On le surprend à écrire: “On se divertit, on ne songe à rien, tout va et ira au diable.” Et toute la correspondance à sa femme se dresse pour établir qu'il lui a conservé un amour très sincère, et, disons-le sans crainte d'erreur, d'une fidélité substantielle. La dernière lettre de Montcalm à la *très chère*, parmi celles qui sont citées dans le *Rapport* des Arch. Publ. pour 1929, p. 80 — elle est datée du 16 mai 1759, à Montréal — porte trace de cette préoccupation de fidélité conjugale. “Je crois que j'aurais renoncé à tous les honneurs pour *vous* rejoindre, mais il faut obéir au Roi; le moment où je vous reverrai sera le plus beau de ma vie. Adieu, mon cœur.

Je crois que je vous aime encore plus que je n'ai jamais fait."

Parce qu'il n'était pris ni par les plaisirs de la chair ni par les vulgaires attraites de l'argent, Montcalm se sentait des indignations vengeresses et irréductibles contre le régime Bigot-Péan, toléré par le faible Vaudreuil. Au contact de la correspondance du général, impossible de n'être pas fier de sa pénétration scrutatrice. Certaines de ses lettres l'apparenteraient au prophète Sophonie, c'est-à-dire que, comme le voyant, il semble apercevoir dans l'avenir le Seigneur scrutant Jérusalem avec des flambeaux allumés et *châtiant les hommes jigés sur leur lie*. Et c'est ainsi que par plus d'un aspect la vie de Montcalm offre au chercheur l'attrait le plus vif, en somme, que puissent avoir les choses passées: celui de nous faire penser aux choses présentes.

Si nous prenons la peine de comparer la doctrine de M. Chapais sur Montcalm, doctrine qui ressort d'un ensemble d'observations et de conclusions au sujet du général, force nous est de reconnaître la pénétration scrutatrice du Sénateur. Il se garde bien de suivre aveuglément ses prédécesseurs, ce qui ne l'empêche aucunement de les utiliser. Comparons pour un ins-

tant Thomas Chapais et André Lichtenberger. Deux hommes. Deux hommes différemment préparés pour aborder Montcalm, mais tout de même préparés. Deux maîtres, maîtres de la langue, maîtres du sujet dont ils parlent. Et cependant à y regarder de près, il nous faut bien préférer le Sénateur canadien au Romancier français. Non pas tant à cause de certains passages où l'écrivain de France s'est laissé surprendre. Il ne faut pas sans doute trop lui tenir compte d'avoir parlé du "Saint-Laurent qui se déverse dans le lac Champlain," ni de "Montréal, la capitale". Je songe plutôt aux endroits où M. Lichtenberger se fait l'écho de Casgrain, dans lesquels il développe la thèse favorite de l'abbé qui oppose de façon violente — exagérée même — le Canadien et le Français de 1756-1759. Par exemple la page 197 ne me paraît pas juste, c'est-à-dire que les documents historiques de première main contredisent l'idée-mère de ce passage que je cite en entier afin que le lecteur en juge. Je comprends du reste l'attrait d'un pareil dyptique. Une semblable antinomie était faite pour plaire à un homme dont le métier est de tout mettre en drame, qui a Casgrain sous les yeux, et qui n'est pas du pays.

Voici la citation intégrale. "Ici encore, plus aigu que jamais, notons le divorce qui se marque entre

les soldats de France et l'instinct national canadien. A la défense d'une colonie sacrifiée, les premiers apportent certes toute leur bravoure, mais rien de leur cœur. Cette lutte suprême n'est pour eux qu'une manière de joute professionnelle, dont la difficulté rehausse le mérite. Beau joueur, Montcalm, sans se leurrer sur le résultat final, n'ambitionne que d'y gagner, à force d'héroïsme et d'ingéniosité, de nouveaux titres aux grâces du roi et à l'admiration de la France. Oubliée cette région glaciale et barbare, pourvu que jusqu'au bout il s'y illustre, quels magnifiques horizons s'offrent à la continuation de sa carrière. "Ne perdez pas tout et vous serez tout," lui a écrit Bougainville.

Au contraire, en cette lutte tragique, le Canadien éprouve au plus profond de ses moelles qu'il s'agit de son tout : c'est son terroir, sa liberté, tout ce qui nourrit son âme, qui est en cause. Imaginer possible l'anéantissement de tout ce qu'il aime ? L'idée est monstrueuse . . . De là sa réprobation pour le général sceptique et lucide qui ose, d'un œil froid, envisager l'hypothèse impie de la défaite. De là sa partialité passionnée pour M. de Vaudreuil qui a le mérite de partager l'illusion de ses gars. Mais cette ignorance est chez eux foi sublime et chez lui, hélas ! seulement incapacité."

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-GEORGES

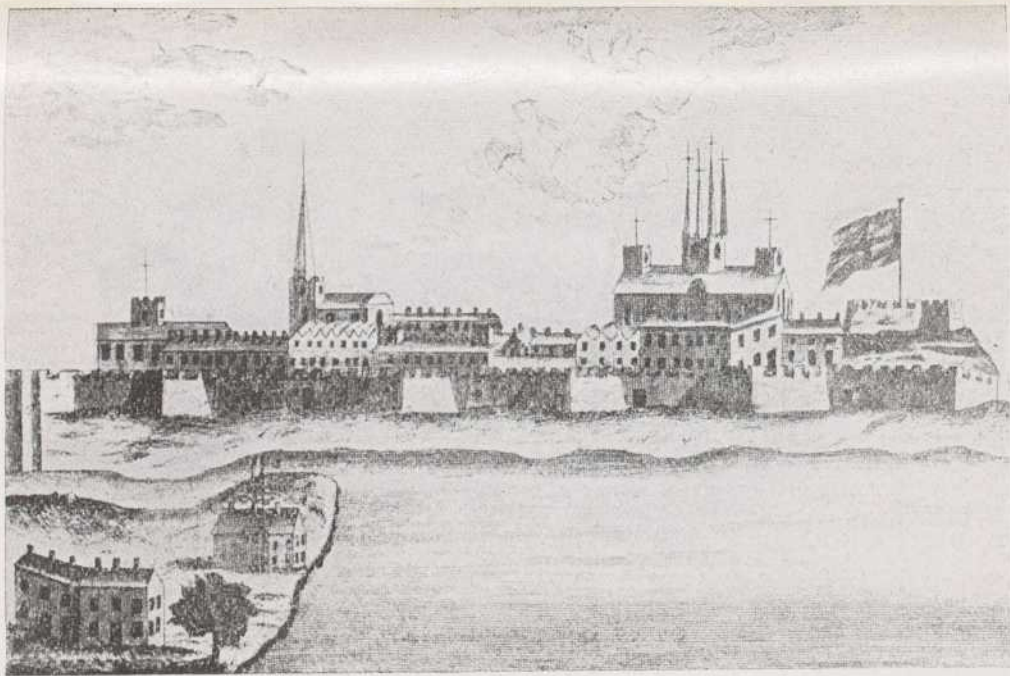
Ceux qui soutiennent cette thèse oublient que Montcalm, qui pourtant avait l'œil pénétrant et distinguait très tôt ses ennemis, a toujours écrit son amour pour les Canadiens et combien il se croyait payé de retour. "J'ai jusqu'à présent réussi chez le Canadien et le Sauvage; ils m'adorent." A sa femme, 20 juillet 1756. A sa mère, 2 juin 1758: "Je vis cependant très bien ici avec tout le monde et sers de mon mieux le Roi." Le 12 avril 1759, à sa femme: "Le peuple et les sauvages ont confiance en moi." Ces textes et plusieurs autres — dont quelques-uns ont été cités dans ce volume — nous font croire que l'antithèse imaginée par Casgrain n'est pas une réalité, qu'elle ne repose que sur certaines apparences mal interprétées. D'autant que Lévis se flatte également d'être très bien avec tout le monde. Et certes on le croit. Pourquoi n'en pas croire Montcalm? Parce que Vaudreuil ne pouvait s'entendre avec Montcalm, ceux qui ont pris parti pour le gouverneur ont pensé renforcer leur cause en la faisant épouser par tout le peuple habitant le pays au temps de Montcalm. Et on a poussé si loin cette conception que le dernier historien de Montcalm, M. Lichtenberger, en est arrivé à parler — en croyant écrire la vérité — de la *réprobation* du peuple canadien pour Montcalm. C'est une abomination.

Avec quelle intelligence M. Chapais n'a-t-il pas évité cet écueil capital pour l'historien de Montcalm ! Savoir si Montcalm a vraiment aimé le peuple qu'il défendait, et savoir s'il a été aimé par ce peuple : thèse centrale, trèse capitale de l'œuvre. Si vous optez pour l'affirmative, Montcalm est le héros de la race, c'est l'homme qui a communiqué avec son peuple, qui a vécu de sa pensée, qui a fait corps avec ce qu'il avait de plus cher, de plus sacré, de plus intime ; et du coup vous attachez le général à la nation par des liens insolubles, que ni la mort ni les vicissitudes de la vie d'un peuple ne sauraient rompre. Et c'est ce que M. Chapais a parfaitement vu, ce qui se rencontre un peu partout dans son ouvrage, c'est la pensée maîtresse de l'œuvre, évidente pour tout lecteur attentif aux courants profonds qui circulent nécessairement dans les livres faits pour durer et pour consacrer la vie des héros.

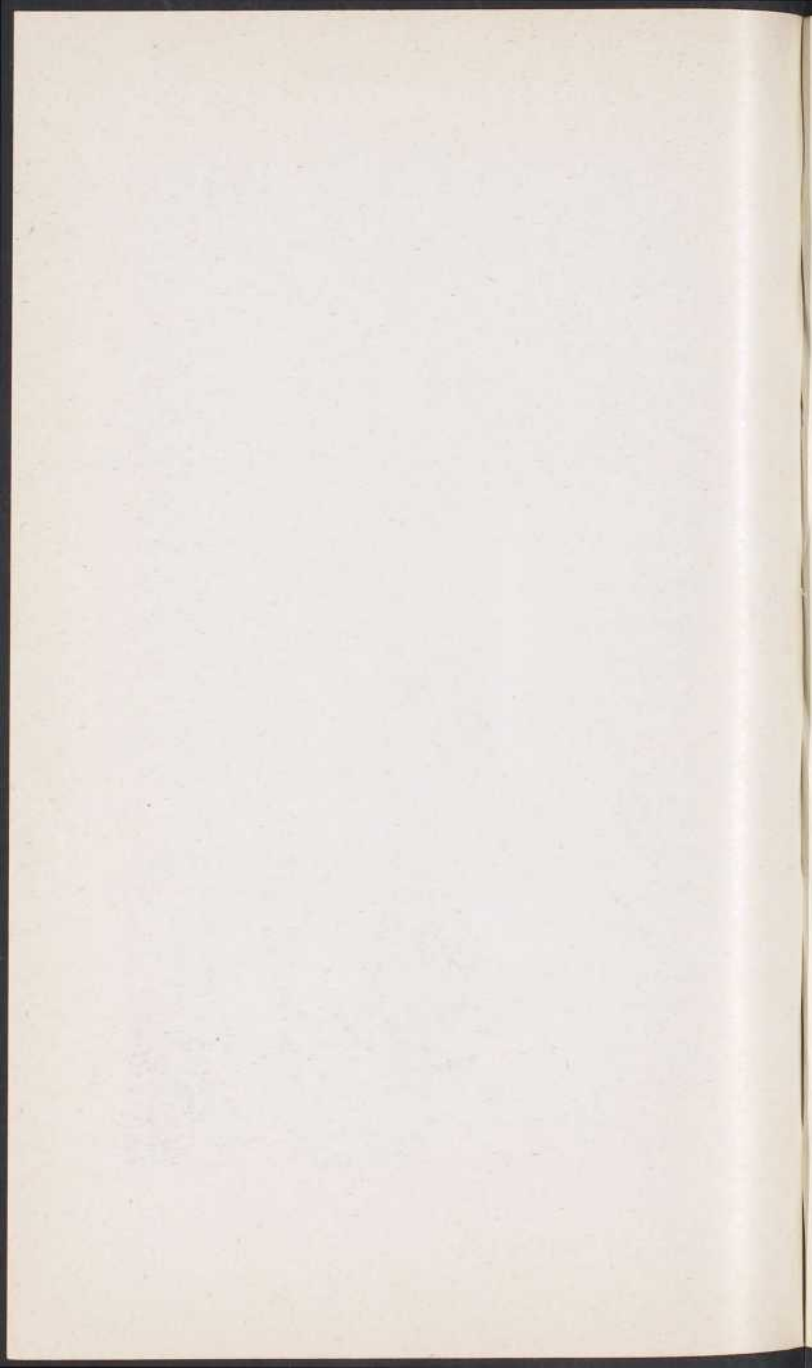
Je veux bien que d'autres auteurs, avant même M. Chapais, aient aperçu que sans cette idée centrale, toute histoire de Montcalm était amputée de sa plus belle gloire ; mais personne n'avait mis à développer cette idée la compétence et l'ardeur patriotique qui permet de faire de Montcalm et de façon définitive le héros unique de la lutte suprême.

Il est juste cependant de signaler les précisions apportées par le capitaine Maurice Sautai, dans cet excellent petit volume qui mériterait de circuler dans la province: *Montcalm au combat de Carillon* (1909). Ce capitaine avait bien saisi dès 1909 la cordialité des relations entre soldats de France et Canadiens. Il note fermement que 80 soldats français s'étaient mariés dans l'hiver de 1756-1757, et que ce nombre s'était encore accru de 1757 à 1758. Et il a le flair de mettre en valeur la forte lettre que Montcalm écrivait à Paulmy — qu'il croyait encore ministre de la Guerre — le 18 avril 1758: "Ils (nos soldats) paraissent prendre goût au séjour de cette colonie. Il continue à s'y faire beaucoup de mariages. Plusieurs, sans s'y marier, ont pris cet hiver des terres à défricher, et, sans les dispenser du service militaire, je me prête volontiers à tous les arrangements que l'intérêt de la politique exige. Nous ne saurions y laisser trop de soldats de nos bataillons. Nous les ramènerions mauvais pour l'Europe, et nous les laisserions très bons pour l'Amérique." (Maurice Sautai, pages 22 et 23.)

Cette lettre se rattacherait plutôt à la catégorie des lettres contenant des idées de haute politique sociale. Il y en a d'autres qui sont plutôt psychologiques.



Montréal en 1760.
(D'après une estampe ancienne.)



M. Chapais n'a pas manqué de les découvrir et de les utiliser pour mettre en pied son héros.

Et les *petits traits*, qui, selon Rousseau, peignent si bien leur homme et son entourage, abondent dans la correspondance du général. Voici un *incident corsé* que M. Chapais a refait avec un évident plaisir.

C'était encore chez M. de Vaudreuil. Un officier de milice, sans trop songer peut-être qu'il s'engageait sur un terrain brûlant, s'avisa de dire *en présence de Montcalm et de Vaudreuil*, que, pendant le siège de William-Henry, Webb avait grand'peur à Lydius, qu'Orange et New-York étaient sans troupes, et que l'on aurait pris ce fort très facilement. Le gouverneur, dont c'était l'un des thèmes favoris, se mit aussitôt à le commenter avec insistance. Montcalm, on le sait, avait été blessé au vif par les critiques antérieures de Vaudreuil à ce sujet. Prenant la parole, il exposa de nouveau les raisons qui l'avaient empêché de faire un second siège, en 1757, ajoutant qu'il ne fallait pas se repaître de chimères. "J'interpellai — *raconte-t-il à Bourslamaque* — M. Le Mercier qui fut de mon avis et défila, et n'osa pas rester davantage, et je conclus par lui dire modestement que je faisais de mon mieux à la guerre, suivant mes faibles lumières; que, quand on n'était pas content de ses seconds, il fallait faire

campagne en personne pour exécuter ses propres idées. Les larmes lui en vinrent aux yeux, et il mâcha entre ses dents que cela pourrait être. La conversation finit de ma part : "J'en serai comblé, et je servirai volontiers." Madame de Vaudreuil voulut s'y mêler : Madame, permettez que sans sortir du respect qui vous est dû, j'aie l'honneur de vous dire que les dames ne doivent pas parler guerre. Elle voulut continuer ; — Madame, sans sortir du respect qui vous est dû, permettez que j'aie l'honneur de vous dire que si madame de Montcalm était ici et qu'elle nous entendît parler guerre avec M. le marquis de Vaudreuil, elle garderait le silence. Cette scène, devant huit officiers, dont trois de la colonie, sera brodée, rebrodée ; la voilà telle . . . Le chevalier de Lévis qui entra ne se serait pas douté de la conversation, vu mon air tranquille. Ce matin je porte un bel œillet à madame de Vaudreuil ; mais c'est odieux."

* * *

Nous ne voulons tout de même pas terminer cet important chapitre sur la doctrine de M. le sénateur Chapais, sans signaler une reconstruction contenue dans *le Marquis de Montcalm* très capable de nous

faire voir dans ses moindres nuances la méthode historique de l'auteur. On touchera du doigt une fois de plus et pour de bon que ce *Montcalm* de 1911 est une œuvre de recherche critique et d'érudition approfondie et qu'elle est faite d'après les textes. Il ressort de l'examen de l'ouvrage que M. Chapais recourt toujours aux sources, lorsqu'il y a lieu, et qu'il a appris à se méfier des historiens qui n'appuient pas leurs dires sur les documents originaux. Sans doute pour établir la suite des événements et la trame fondamentale de la narration, M. Chapais a utilisé ses prédécesseurs. Mais il n'a pas hésité à aller chercher les moindres détails dans les *Mémoires* du temps, chez les authentiques contemporains et dans la correspondance si abondante des acteurs mêmes du drame. Il profite, il va sans dire, de tous les documents nouveaux qui s'offrent à lui et de tous les imprimés; bien peu lui échappent.

A notre avis, M. Chapais, en utilisant l'appareil scientifique, a évité les excès du début du siècle (1900 à 1914); son érudition tout en étant discrète, n'étalant pas ses matériaux sans raisons plausibles, se montre assez pour être utile aux chercheurs, à ceux qui veulent se rendre compte, et elle ne semble pas devoir dérouter les profanes. Sa phrase est souvent "pleine

et pesante d'idées, avec, de temps à autre, le mot original et profond qui fait réfléchir sur les faits," et ainsi on est amené à la philosophie de l'histoire. Par endroits, l'on voit apparaître la bonne vieille thèse de Bossuet qui s'exprime dans le mot célèbre: *L'homme s'agite et Dieu le mène*; mais les secrets jugements de Dieu ne sont pas invoqués plus que de raison, et, comme l'auteur de *l'Histoire des Variations des Eglises protestantes*, M. Chapais explique les faits humains par des causes humaines. (Cf. Alfred Rébelliau, *Bossuet, historien du Protestantisme*, 3^e éd., 1909.) Volontiers notre sénateur signerait la page du maître. "Dieu a voulu que le cours des choses humaines eût sa suite et ses proportions; je veux dire que les hommes et les nations ont eu des qualités proportionnées à l'élévation à laquelle ils étaient destinés, et qu'à la réserve de certains coups extraordinaires, où Dieu voulait que sa main parût toute seule, il n'est point arrivé de grand changement qui n'ait eu ses causes dans les siècles précédents. *Et la vraie science de l'histoire est de remarquer, dans chaque temps, ces secrètes dispositions qui ont préparé les grands changements, et les conjectures importantes qui les ont fait arriver.*"¹

¹ *Discours sur l'Histoire universelle*, 3^e partie, ch. 2^e. Sur les fondements de la critique historique, on lira avec

L'esprit scientifique chez M. Chapais, son amour de la vérité, apparaît à plein dans *la tuerie* que tentèrent les sauvages après la reddition de William-Henry, (p. 281 ss.), et dans laquelle environ cinquante Anglais périrent. C'est peut-être la partie supérieure du livre au point de vue vérité et art. On pourrait sans doute reconnaître dans ces quelques pages un *exemplaire achevé, classique, de la discussion d'un problème d'histoire*. Quoi qu'en dise Maistre — c'est dans son *Examen sur la philosophie de Bacon*, je crois, qu'il a soutenu que les chefs-d'œuvre s'écrivaient à l'insu des auteurs — M. Chapais semble avoir bien vu la beauté de ces pages, puisqu'il détachait de son *Montcalm* en préparation toute la scène et l'explication du massacre du 10 août 1757 et qu'il les livrait à la *Nouvelle-France* de Québec, aux environs de 1910. Pour ne pas être dans l'obligation de condamner Maistre, on pourrait peut-être expliquer que M. Chapais a vraiment fait un chef-d'œuvre, mais qu'il n'en a été certain que le travail une fois accompli. L'auteur n'hésite pas à citer le trop célèbre Père Roubaud, dans ses *Lettres édifiantes*, qui raconte

grand profit le livre cité de M. A. Rébelliau que nous suivons ici de très près.

crûment que quelques malades oubliés dans le fort William-Henry même furent tués par les sauvages, en sa présence, dans les casemates "d'où une infection insupportable s'exhalait."

Ce commencement malheureux eut lieu le jour même de la capitulation, le 9 août. Le soir de ce même jour, le sauvage rôdait tout autour du camp retranché où se trouvaient les Anglais, dont le départ pour le fort Edouard était fixé au 10 août au matin. Les Indiens flairaient le butin et le sang, ils s'essayaient sur les valises et les coffres des officiers et des soldats anglais. Malgré la résistance des vaincus, dès le 9, Montcalm dut intervenir. "M. de Montcalm accourut au camp retranché, et n'épargna rien pour faire cesser ce dangereux conflit. Tour à tour persuasif, menaçant, insinuant et sévère, il épuisa toutes les ressources de sa dialectique et tout le prestige de son autorité." Malgré le succès immédiat qui couronna ses efforts, Montcalm jette cette note dans son *Journal*, à dix heures du soir: "Nous serons trop heureux si nous obtenons qu'il n'y ait point de massacre; détestable situation dont on ne peut donner une idée à ceux qui ne s'y sont pas trouvés, et qui rend la victoire même douloureuse aux vainqueurs."

Les Anglais, mal inspirés, s'entêtèrent à ne partir que le lendemain. Deux cent soldats des bataillons de la Reine et de Languedoc, commandés par le capitaine de Laos, composent l'escorte. "Mais déjà les sauvages étaient rendus au camp. Malgré toutes leurs promesses, ils ne pouvaient prendre leur parti de voir échapper le butin et les chevelures convoités." Et voici l'exploit du début de cette journée, au dire du chirurgien Miles Whitworth.

"Dix-sept blessés du régiment de Massachusetts avaient été installés dans les huttes à l'intérieur du camp. Le chirurgien français, à qui Whitworth avait confié ses malades, était absent à ce moment, et les sentinelles, placées à sa demande pour garder les huttes, venaient d'être retirées, on ne sait pour quel motif. Les sauvages s'y précipitèrent, traînèrent dehors les malheureux blessés, les tuèrent à coup de tomahawk, et les scalpèrent sous les yeux du chirurgien anglais et de plusieurs officiers qui étaient tout près de là. La déposition assermentée de Miles Whitworth n'est ni confirmée, ni infirmée par aucune des nombreuses pièces que nous avons sous les yeux." (Déposition citée par Parkman. *Montcalm and Wolfe*, t. 2, p. 430.)

Pendant ce temps, la colonne anglaise filait sur le chemin militaire qui conduisait de William Henry au fort Edouard, à la tête de la rivière Hudson. Dix-huit milles de marche. Ce n'était rien que de faire ce trajet pour des soldats. Mais il y avait que les sauvages s'étaient levés de bonne heure ce matin-là. Qu'ils entouraient les 2,000 vaincus. Que ceux-ci étaient démoralisés, qu'ils n'osèrent, dès le début, tuer ceux qui les attaquaient. Ils firent des concessions, livrèrent des effets, et bientôt du *rhum*. Il n'en fallut pas davantage pour que toutes les tribus fussent à la fête. Les plus osés "commencèrent par arracher des rangs les mulâtres au service des Anglais. Ils s'emparèrent des fusils. Et, sous l'influence du rhum et des autres spiritueux, tous leurs instincts féroces se déchaînèrent." Les Abénaquis de Panaouské, prétendant venger une récente trahison des Anglais à leur endroit, commencèrent l'attaque, et firent retentir le cri de guerre. "A ce signal, commença une scène d'horreur dont le sinistre écho s'est répercuté à travers les pages de l'histoire américaine. La horde indienne, devenue sans frein, se précipita sur la colonne anglaise, qui semblait glacée d'épouvante, massacra un grand nombre de soldats et d'officiers, et ne respecta même, dans sa rage meurtrière, ni les femmes, ni les enfants.

Le spectacle était terrifiant. De tous côtés on voyait fuir les malheureux Anglais, poursuivis par les sauvages qui brandissaient leurs tomahawks, en poussant des hurlements effroyables. Les cadavres jonchaient le sol; les chevelures sanglantes, hideux étendards de la barbarie, étaient agités dans les airs avec des cris de triomphe. Ceux des sauvages qui ne massacraient pas les Anglais les dépouillaient de tous leurs vêtements en les entraînant comme prisonniers." (Cf. *Le maréchal de camp Desandrouins*, p. 108.)

Mais M. Chapais ne se contente pas de transcrire les faits; il en cherche l'explication et nous la livre telle qu'il l'a trouvée. Le massacre *peut-être* aurait été empêché si les interprètes et les officiers canadiens s'étaient trouvés au poste au départ de l'armée anglaise. Mais pourquoi les Anglais étaient-ils partis avant l'arrivée des Canadiens? Sans doute, ils imaginaient être à l'abri, sous la protection des soldats de la Reine et de Languedoc.

L'auteur du *Montcalm* cite à nouveau Desandrouins:

"On délibéra (dans la nuit du 9 au 10 août) avec les officiers canadiens et les interprètes: ils s'accordèrent à conseiller d'attendre le jour, promettant d'aller engager les barbares à se retirer et s'obli-

geant à les contenir. En conséquence, ils quittèrent le camp anglais pour les aller joindre; mais ils les trouvèrent tranquilles, ne songeant qu'à dormir. Dès lors, ils crurent pouvoir eux-mêmes se livrer au repos."

Et M. Chapais de nous livrer tout le secret du massacre, de soumettre à notre investigation toutes les pièces, même celles qui n'honorent pas nos Canadiens de l'armée de 1757.

"Nous ne saurions taire que l'attitude des officiers canadiens et des interprètes ne fut pas à l'abri de certaines critiques et de certains soupçons. On se demanda si certains d'entre eux n'avaient pas en sous-main encouragé les sauvages à piller les bagages de l'ennemi. Pouchot et Bougainville ont tous deux exprimé ce doute. Cependant, nous devons reconnaître que ni l'un ni l'autre n'était présent, et ils ne pouvaient que répéter ce qu'ils avaient entendu dire. Quoi qu'il en soit, même si des interprètes avaient eu l'âme assez mercenaire pour provoquer quelque pillage, il ne nous paraît guère possible qu'ils eussent poussé la témérité jusqu'à conseiller un massacre, en violation d'une capitulation solennelle et de la parole des généraux."

Suivent ensuite les appréciations de source anglaise ou américaine. C'est le capitaine Frye qui

accuse nos officiers de n'avoir pas voulu protéger les Anglais. C'est Carver qui affirme avoir vu des officiers français causant tranquillement au beau milieu du massacre. M. Chapais note tout de même que le témoignage de Carver est discrédité par d'évidentes faussetés. Par exemple, Carver porte à 1.500 le nombre des victimes, alors que d'après les meilleures autorités, il y en eut cinquante.

“Mais, ajoute notre auteur, dans la confusion de cette terrible mêlée, les Anglais pouvaient difficilement se rendre compte de la situation réelle. La vérité, c'est que l'escorte se trouvait impuissante à maîtriser la bande furieuse.” Desandrouins et le Père Roubaud, deux témoins bien placés pour connaître la vérité, n'hésitent pas à rendre témoignage à la dignité de l'escorte française et de leurs chefs.

“Tout à coup, au milieu du tumulte de cette effroyable scène, on voit apparaître le général en chef. A neuf heures du soir, il s'en était retourné, rassuré, à son camp, de l'autre côté de William Henry. Que l'on juge de sa consternation et de son courroux à la nouvelle de cet attentat! Il accourt, avec l'impétuosité de sa nature généreuse, et il se précipite au plus fort de la mêlée. De ses propres mains, il arrache à un sauvage le neveu du colonel Young. Il se mul-

tiplie, il vole de groupe en groupe. Il ordonne d'opposer la violence à la violence. Lévis et Bourlamaque secondent ses efforts. Mais l'ivresse du sang semble posséder ces monstres. Plusieurs assomment leurs prisonniers plutôt que de les abandonner; un grand nombre les entraînent dans leurs canots et s'échappent. Enfin Montcalm, désespéré, se jette au milieu d'eux, et, découvrant sa poitrine: "Puisque vous êtes des enfants rebelles qui manquez à la promesse que vous avez faite à votre père, et qui ne voulez plus écouter sa voix, s'écrie-t-il, tuez-le le premier." La véhémence, le geste émouvant, l'accent passionné du général, semblent finir par les impressionner. "Notre Père est fâché", se dirent-ils."

A ce moment, les Anglais se ressaisissent. Ils doublent le pas. Les sauvages, lassés et repus, abandonnent leur proie. Cinquante chevelures leur suffisaient. Mais Montcalm dut leur arracher plus de quatre cents prisonniers. Sur les 2.241 Anglais de Monro qui s'étaient rendus à Montcalm le 9 août 1757, 1.400 seulement rejoignirent le fort Edouard dans la journée du 10. Deux cents prisonniers furent rachetés à Montréal, au nom du roi.

Et M. Chapais de conclure fermement et non sans fierté, à ciel ouvert: "Nous avons raconté avec

toute l'exactitude, toute la précision, tout le détail, comme aussi avec toute la sincérité et toute la loyauté possibles, ce que l'histoire a appelé *le massacre de William-Henry*."

Nous avons voulu terminer ce chapitre sur M. Chapais, historien de Montcalm, par la narration qu'il nous fait du massacre de William-Henry. Rien ne montre mieux les ressources de notre sénateur, et comme, au besoin, il sait tout mettre en œuvre pour gagner sa cause, celle de la vérité historique. *Ce triste accident* du 10 août 1757 en valait la peine. Il s'agissait de savoir si l'on permettrait à un Fenimore Cooper d'écrire que cette journée de malheur est *une tache* sur la vie glorieuse de Montcalm, qu'elle n'a pu être effacée par sa mort prématurée.

"Le temps l'a maintenant voilée (cette tache), et des milliers d'hommes qui connaissent la mort héroïque de Montcalm, ont encore à apprendre combien lui faisait défaut ce courage moral sans lequel aucun homme n'est vraiment grand."

M. Chapais a vengé le général de cette capitale accusation; depuis son *Montcalm* écrit en 1911, l'accusation ne tient plus debout; force est aux accusateurs de reconnaître leur erreur ou d'être confondus par leur ignorance. Le vainqueur de William-Henry sort

de cette scène lamentable, auréolé de cette humanité que Bossuet voulait chez les héros, sans laquelle les grands hommes ne conquièrent pas les cœurs. Après avoir lu M. Chapais, on est bien sûr que rien de ce qui fait la grandeur d'un homme n'a été étranger au seigneur de Saint-Véran, qu'il y avait en lui une vigueur morale assez efficace pour le hausser pendant toute sa vie au niveau de tous ses devoirs. Cette tendre et chaude fraternité, ce désintéressement absolu qui apparaissent en Montcalm au jour du 10 août 1757, c'est le triomphe de la vertu chez un homme habituellement chrétien. Voilà le secret de sa grandeur. Et personne, à l'égal de Sir Thomas Chapais, n'avait nimbé le nom de Montcalm d'une aussi pure gloire.

effacée par sa mort prématurée.

"Les temps l'ont maintenant voilée (cette tâche), et des milliers d'hommes qui connaissent la mort héroïque de Montcalm ont encore à apprendre comment lui faisait défaut ce courage moral sans lequel aucun homme n'est vraiment grand."

M. Chapais a vengé le général de cette capitale accusée; depuis son Montcalm écrit en 1911, l'accusation ne tient plus debout; force est aux accusateurs de reconnaître leur erreur ou d'être confondus par leur ignorance. Le vainqueur de William-Henry sort



CHAPITRE CINQUIEME

Les Réserves de Richard Waddington sur le vainqueur de Carillon

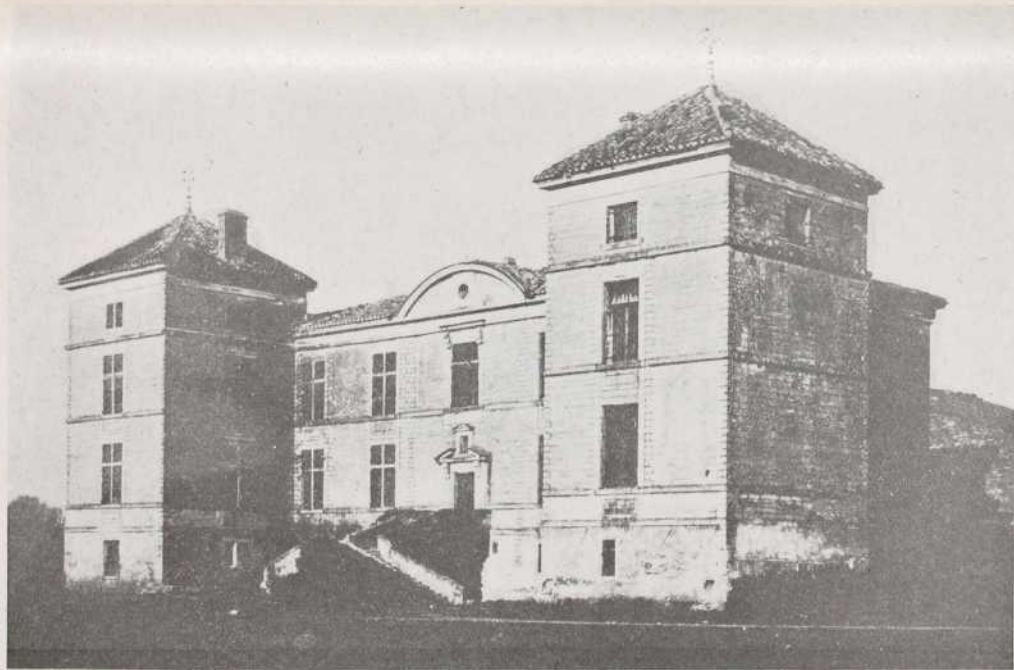
Le travail de M. Chapais sur Montcalm est un de ces livres dont on peut dire qu'ils épuisent presque le sujet dont ils traitent, et il semblerait que notre étude devrait être sur le point de se terminer. Mais notre historien-sénateur serait sans doute le premier à nous encourager à continuer. Son œuvre est de celles qui y gagnent à être discutées à fond, et en pleine sincérité. Pour notre part, nos recherches nous amènent à la conviction intime que toutes les *trouvailles* que l'on pourra faire sur le sujet confirmeront plutôt la thèse de M. Chapais dans son ensemble. Les alentours du sujet seuls peuvent être renouvelés, remis à neuf, examinés en profondeur. Et c'est à cet examen que tendent les derniers chapitres de notre travail. Les documents nouveaux qui ne peuvent manquer de temps à autre de surgir tout palpi-

tants de vie et d'authentique vérité du fond des bibliothèques, ne paraissent pas devoir rien changer à nos conclusions. Ils ne feront que consolider ce qui a été examiné de très près déjà par des auteurs nombreux et libres.

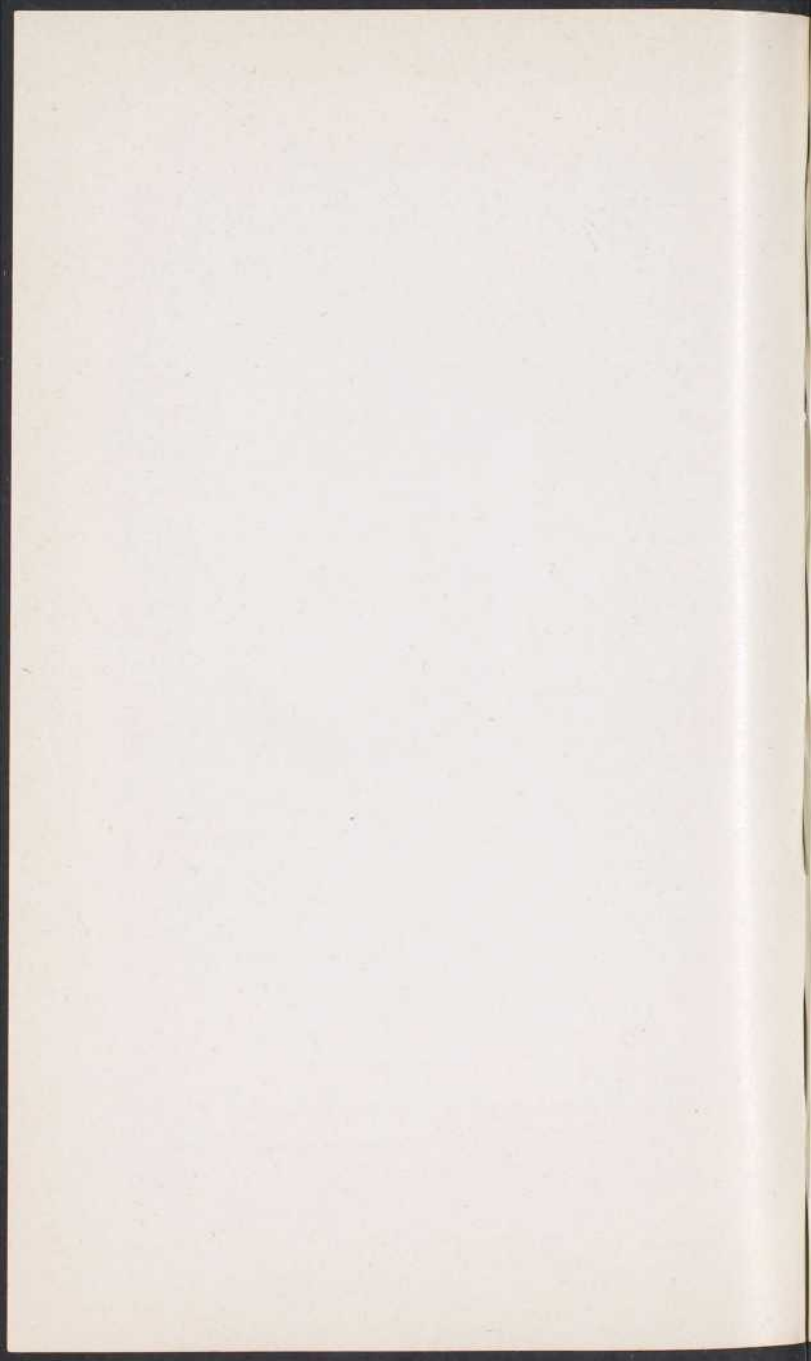
Je signale le dernier paru, que M. Chapais ne semble pas avoir connu, dont le titre porte: *Journal du Siège de Québec, du 10 mai au 18 septembre (1759)*, annoté par M. AEGIDIUS Fauteux, bibliothécaire à la bibliothèque municipale de Montréal. Voici un document inédit, publié pour la première fois dans le *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, en 1921. Pièce extrêmement importante, d'un intérêt souverain en lui-même et par les notes critiques de rare qualité qui l'accompagnent.

Voici les commentaires sobres et pénétrants que M. Fauteux écrit en marge du récit que l'auteur anonyme nous fait de la bataille des Plaines. Personne ne s'avisera d'utiliser cette note ni le texte qu'elle commente en faveur de Vaudreuil.

"Le récit que l'auteur nous fait de la bataille des Plaines d'Abraham est nécessairement sommaire; c'est le récit d'un bourgeois qui n'a pu entendre que de loin le bruit de la fusillade et qui a recueilli les bribes d'information qu'il a pu dans le brouhaha de



Manoir de Candiac, Gard, France.
(Archives du Canada, Ottawa.)



l'heure. Le témoignage n'a donc pas la même autorité que s'il provenait d'un participant à l'action, et il ne saurait suffire à départager les historiens qui continuent à se battre sur le dos de MM. de Vaudreuil et de Montcalm pour savoir qui est responsable de la défaite du 13 septembre. Cependant le témoignage n'en est pas moins contemporain, et à ce point de vue il a sa valeur. L'explication que donne notre *Journal* du retard des troupes n'est certes pas favorable à M. de Vaudreuil. Est-il vrai que le gouverneur faisait arrêter les soldats au pont de la Petite Rivière? L'auteur a dû l'entendre dire, et ne l'a pas inventé. Quoiqu'il ne se soit pas montré trop sympathique au gouverneur tout le long de son *Journal*, il ne paraît pas d'un autre côté, flatter M. de Montcalm plus qu'il ne convient. Notons aussi comme l'accusation contre Vaudreuil est fortement aggravée quelques lignes plus bas. Après avoir paru sur la côte, étant en calèche, M. de Vaudreuil aurait repassé le pont de la Petite Rivière où au moins 3.000 à 4.000 hommes auraient été arrêtés. Il peut arriver d'ailleurs que l'auteur ait été de l'événement un témoin plus proche qu'on ne croit. Il était de ceux campés non loin de chez Giroux, sous la côte d'Abraham; aux premières approches de l'ennemi, il a dû fuir avec ses compagnons et tout

naturellement dans la direction du pont de la Petite Rivière qui leur eût permis de traverser du côté le plus sûr, vers le Camp de Beauport.”

Vous voulez que je vous apporte ici même le texte du *Journal du Siège de Québec*? Le voici:

“1759, 13 septembre... Enfin sur les huit ou neuf heures M. de Montcalm ayant été averti y est accouru avec quelques troupes de terre et de marine et s'est allé poster au-dessus de la porte Saint-Louis, ayant disposé son monde de façon à en imposer aux ennemis en attendant le reste des troupes et Canadiens, les ennemis se sont aussi arrêtés ne doutant pas qu'il allait leur livrer bataille; M. de Montcalm impatient de ce que son monde ne venait pas, ignorant que M. de Vaudreuil les faisait arrêter au pont de la Petite Rivière, quoiqu'il n'eût tout au plus que 2.500 à 3.000 hommes, il prit la résolution d'aller attaquer les ennemis... Pendant l'action M. de Vaudreuil a paru sur la côte étant en calèche, sa vue n'a fait qu'augmenter la déroute, et lui-même a décampé aussitôt et a repassé le pont de la Petite Rivière où il y avait au moins 3.000 à 4.000 hommes qui y avaient été arrêtés.”¹

¹ “Déjà, le 29 juin, notre auteur (l'auteur du *Journal du Siège de Québec*) qui n'y voyait pas de mal puisqu'il n'écrivait

Nous ne voulons évidemment pas examiner tous les auteurs qui se sont occupés de Montcalm. Ce serait un ouvrage impossible, mais on remarquera que tous les auteurs d'importance sont utilisés par nos grands historiens, tel par exemple, l'ouvrage si remarquable de Francis Parkman, *Montcalm and Wolfe* (1884) en deux tomes. Et, sur les choses canadiennes, l'examen prouve que nos auteurs sont mieux instruits que les Européens; ils en connaissent mieux les détails. Ils ont d'avantage les préoccupations qui se rencontrent au Canada.

Consultez tout de même l'énorme bouquin *Histoire des Colonies Françaises et de l'Expansion de*

que pour lui-même, avait enregistré ses réflexions sur la possibilité et même la probabilité d'une descente anglaise ailleurs qu'à côté de Beauport. Aujourd'hui (1er juillet 1759), il y revient avec plus de précision, en mentionnant l'Anse des Mères, l'endroit même où devait atterrir l'armée de Wolfe le jour fatal du 13 septembre. Quelque partialité que nous éprouvions dans nos entrailles d'éditeur à l'endroit du judicieux citoyen qui nous a laissé ce journal anonyme du Siège de Québec, nous ne voulons pas lui faire trop d'honneur de ses pressentiments qui étaient peut-être partagés par d'autres. Cependant nous croyons intéressant de rapprocher de ses observations la phrase suivante d'un mémoire du chevalier de Lévis lui-même préparé en 1759 et intitulé: "Dispositions

la France dans le monde, tome 3, *l'Amérique*. (Chez Plon, 1929.) L'ouvrage est composé sous la haute direction de M. Gabriel Hanotaux. Trois auteurs se partagent la besogne, et même quatre si l'on tient compte de l'*Introduction* de M. Hanotaux. Charles de la Roncière est l'auteur de la première partie: Colonies éphémères et colonies perdues. Le Canada après le traité d'Utrecht échoit, à M. Joannès Tramond; L'Acadie et la Louisiane à M. Emile Lauvrière.

Nous nous plaisons à dire que *le Canada après le traité d'Utrecht* de M. Joannès Tramond est une reconstitution historique d'une belle sobriété. Malgré cer-

générales pour s'opposer à la descente depuis la rivière Saint-Charles jusqu'au Sault Montmorency." M. de Lévis écrit: "Il n'y a pas lieu de croire que les ennemis tentent à passer devant la ville et à faire leur débarquement à l'Anse des Mères, et tant que les frégates subsisteront nous n'avons du moins rien à craindre pour cette partie." Or, les frégates ont subsisté jusqu'après le débarquement à l'Anse du Foulon. Le passage que nous venons de citer est tiré du *Livre d'ordre des campagnes de 1758-59* dont la Société Historique de Montréal possède le manuscrit encore inédit. Ce livre d'ordre contient en entier le mémoire plus haut cité de M. de Lévis. C'est le même qui est reproduit à la page 162 des *Lettres et Pièces militaires* dans la *Collection des Manuscrits de Lévis*, mais pour une infime partie seulement. M. l'abbé Casgrain nous déclare que le mémoire qu'il a eu sous les yeux était incomplet et nous voulons bien le croire. *Le texte qu'il a publié ne contient pas la phrase relative à l'Anse des Mères.*"

taines obscurités ou imprécisions, dues sans doute en grande partie à l'extrême brièveté du travail (à peine cent pages pour couvrir cinquante années: 1713-63), l'auteur est fort bien renseigné. Ses conclusions, en général, sont au point. Voici comment il présente Montcalm. (p. 160):

"Louis-Joseph de Montcalm-Saint-Véran était un militaire de métier et de cœur, qui avait les plus beaux états de services; le souci de son devoir professionnel et celui de la gloire étaient les seuls qui le conduisaient; on l'avait envoyé faire la guerre au Canada, il la fit, sans jamais se plaindre des sacrifices et des dangers; soldat magnifique, il était, au combat, audacieux au-delà de toute prudence, et savait manier les hommes; les miliciens canadiens et les sauvages ne lui manquèrent jamais, non plus que ses propres troupiers, et il en sut tirer des efforts au-delà du possible. Mais très vite il avait jugé la situation: les forces dont il disposait ne pouvaient se renouveler, tandis que celles de l'adversaire ne cesseraient de grandir; il était impossible de porter à celui-ci un coup mortel; la défaite finale était donc certaine et il n'y avait qu'à tenir le plus longtemps possible, avec l'espoir que la paix générale surviendrait avant que rien d'irréparable ne fût acquis."

* * *

Et pourtant un auteur très sérieux fait d'importantes réserves sur l'activité du vainqueur de Carillon. Nous voulons parler de Richard Waddington, sénateur de la Seine-Inférieure de France, dans son énorme travail, qui comprend six volumes, auquel l'auteur a commencé par donner le titre retentissant de *Renversement des Alliances*. C'était le premier tome qui paraissait en 1896, chez Firmin-Didot, à Paris. Il ne s'agissait que des préliminaires de la guerre de Sept Ans. Et c'était tellement cela qu'il en faisait le sous-titre de l'ouvrage, avec l'indication des dates 1754-1756. Bientôt voyaient le jour *Les Débuts de la Guerre de Sept Ans*, suivis de quatre autres tomes, dont le dernier portait le millésime de 1908. Malheureusement l'auteur n'a pu terminer son travail; il nous abandonne en 1762, sans avoir étudié le traité de Paris (10 février 1763) qui nous intéresse si fort, ni celui de Hubertsbourg qui mettait fin à la guerre en Europe le 15 février de la même année. Les préliminaires avaient été signés dès novembre 1762, à Fontainebleau.

En fait ce sénateur français nous apparaît comme un historien de tout premier ordre. D'une logique quasi impeccable, d'une pénétration surprenante, Richard Waddington recourt aux documents de première main dans la plupart des cas, il vérifie tout en

cas d'utilité, et soyez bien sûr qu'il n'ignore pas les imprimés. Je ne dis pas qu'il ne se trompe jamais, je dis qu'il se trompe rarement, ou, si vous aimez mieux, disons que ses opinions moins consistantes peuvent toutes s'expliquer de quelque manière. Notez que ce capital ouvrage sur la Guerre de Sept Ans est presque introuvable au Canada, qu'aucun de nos historiens ne le cite, sauf M. Hector Garneau. Retenons enfin que le tome premier — *Les Débuts* — est épuisé.

La préface de ce tome premier contient une excellente note critique qui fait comprendre l'utilité de l'énorme travail. "A tort ou à raison, il m'a semblé qu'il y avait une lacune à combler, qu'il ne serait pas inutile d'étudier les faits à un point de vue plus spécialement national, de retracer d'après des sources étrangères à la Germanie, des événements qui ont eu un contre-coup si fâcheux sur les destinées de notre pays. Les archives de la guerre des Affaires Etrangères, pour ne citer que celles-là, sont si riches qu'il est possible d'y glaner encore des matériaux précieux. Le Musée britannique, le Record Office de Londres, contiennent des documents peu connus parmi lesquels figure au premier rang la correspondance inédite du duc de Newcastle. A Vienne, les dépêches de Kaunitz et de l'ambassadeur Stahremberg, renferment encore

des renseignements détaillés et parfois nouveaux sur la politique de la cour de Louis XV. Enfin les grandes batailles de Frédéric ont été l'objet, de la part des narrateurs locaux, d'ouvrages où se révèlent, à côté de l'enthousiasme patriotique, l'étude consciencieuse et la critique impartiale propre aux érudits Allemands."

Le premier volume de l'ouvrage — *Les Débuts* — "contient la relation des événements politiques et militaires de la première phase de la Guerre de Sept Ans, peut-être la plus attachante de toutes. Cette alternative de victoires et de défaites se succédant à quelques jours d'intervalle, qui marqua l'année 1757, a été rarement reproduite; elle donne au récit un cachet dramatique qui en rehausse singulièrement l'intérêt."

Il n'y a qu'un ouvrage — un seul — sur la Guerre de Sept Ans qui paraîtrait digne d'être mis sur le même rang que le travail de Waddington, peut-être même le surpasse-t-il; c'est celui du capitaine André Dussange, dont le titre porte *Le Ministère de Belle-Isle* (1758), publié chez Fournier, à Paris, en 1914. Seulement ce dernier travail ne comporte qu'un volume de cinq cents pages, et surtout il n'y est pas parlé du Canada ni de Montcalm. D'ailleurs le style de ces deux auteurs est d'une valeur remarquable. Dussange

plus militaire, plus sec; Waddington plus attachant, peut-être plus pénétrant.

Or Waddington fait d'importantes observations sur l'inaction de Montcalm après la prise du fort William Henry, le 9 août 1757. Il prononce que "dans l'espèce il est probable que Vaudreuil avait raison" de regretter que le général n'eût pas poussé à fond sa victoire. "Montcalm ne sut pas faire entrer en ligne les influences morales qui jouent à la guerre un si grand rôle." Waddington du reste fait sa preuve par une lettre de Webb à Loudoun. (Fort Edouard, 5 août 1757.) "Si je ne reçois pas, écrit le commandant du fort Edouard, un renfort suffisant de milices pour sauver la place avant qu'elle ne tombe entre les mains de l'ennemi, je m'estimerai heureux de ne pas être obligé d'évacuer ce poste, pour occuper un autre en meilleure condition où je pourrai tenir tête et protéger la province, car si j'étais assiégé avec le peu de troupes que j'ai ici (1600 combattants) et si mes communications avec Albany étaient coupées, tout serait à la merci des forces ennemies." (P. 270). Les 11 et 17 août — encore que son armée se fût accrue de la garnison de William Henry (1400 h.) et de quelques milices — Webb écrit sur le même ton: "Si l'ennemi avait voulu

attaquer le fort Edouard, je ne sais pas ce qui l'aurait empêché de tomber en son pouvoir."

Dans ces conditions, on serait peut-être dans le vrai en concluant avec Waddington que Montcalm ne sut pas profiter pleinement de sa victoire du 9 août 1757, tout en admettant par ailleurs que ce qui l'excuse c'est de n'avoir pas eu, à ce moment-là, des indications suffisamment précises sur les forces dont Webb pouvait disposer, ni sur les secours que le général anglais pouvait recevoir.

Mais l'effort que la prise de Lydius aurait coûté valait-il les résultats que légitimement on pouvait en espérer? Montcalm avec le peu de troupes qu'il avait sous la main, dans l'obligation où il était de licencier les Canadiens au plus tard au début de septembre, ne pouvait rien tenter de définitif: dans ces conditions devait-il courir les risques de ruiner la colonie en vivres et en troupes, pour la seule gloire militaire? Nous nous gardons bien de conclure; mais la question, si âprement discutée dans les salons du Gouverneur en 1757, vaut d'être remise sur le tapis.

Après Carillon, l'année suivante, on voit mieux les résultats d'une poursuite plus audacieuse. C'est en août 1758, que les Anglais au nombre de trois ou quatre mille provinciaux, commandés par Bradstreet, dis-

traits de l'armée d'Abercromby, remontèrent la rivière Mohawk, descendirent celle d'Oswégo, et débouchèrent sur le lac Ontario (22 août) avec une flottille de bateaux. Le 25 l'ennemi était à Frontenac et le 27 M. de Noyan capitulait avec ses quatre-vingts hommes de garnison. (Chapais, 460.) La prise de Frontenac aurait sans doute été empêchée, si Montcalm avait fait mine de presser l'adversaire de plus près après le 8 juillet. "De la tactique des généraux rivaux à Carillon, il y a peu à dire, écrit Waddington, 2, p. 385: nous avons déjà constaté l'emploi insignifiant de l'artillerie: il semblerait cependant que les Français eussent pu profiter de la journée du 7 juillet pour mettre en position quelques-unes des pièces dont ils armèrent leurs ouvrages après la bataille. Quant au chef Anglais, il paraît n'avoir eu d'autre conception que celle de se fier à la bravoure de ses soldats qu'il lança à l'assaut sans souci des obstacles, et sans reconnaissance des lieux; quoiqu'il disposât de plus de trois fois les forces de son adversaire, bien loin de se servir de sa supériorité, il en perdit le bénéfice en se limitant à une attaque directe sur un front dont l'étroitesse interdisait le déploiement de ses troupes."

Un peu plus loin, le même Waddington se demande précisément si "Montcalm aurait pu tirer meilleur parti

de sa victoire? Vaudreuil le prétendit et lui en fit un grief. Le désordre de l'armée anglaise, son retour précipité à son ancien camp du lac George, font supposer qu'une poursuite active le lendemain et même le surlendemain de la bataille aurait donné des résultats, mais avec les faibles moyens dont disposait le général français, elle aurait été très risquée. Ce n'est que le 13 juillet, cinq jours après l'action, qu'arrivent Rigaud et ses 3.000 hommes de renfort. A cette date, Alberrcromby était loin, ses troupes s'étaient ressaisies; pour les aborder il eût fallu recommencer l'entreprise de 1757 contre le fort de William Henry, avec toutes les difficultés de transport et de ravitaillement qu'on avait rencontrées à cette époque. Ajoutons que, à l'inverse de ce qui s'était passé l'année précédente, les Anglais auraient eu sur l'armée de Montcalm une supériorité accablante. Dans ces conditions, assumer l'offensive contre Alberrcromby, c'était s'exposer à des chances de mauvaise fortune que le Canada n'eût pas été en état de supporter. *Par contre, il est fâcheux que ni le gouverneur ni le commandant militaire, n'aient eu l'idée de reprendre le projet d'incursion sur le Mohawk, dont l'exécution aurait peut-être décidé les forces britanniques à reculer jusqu'à l'Hudson et sûrement*

empêché la tentative de Bradstreet sur le fort de Frontenac.”

Et le sénateur de France ose écrire — et il est bien difficile de ne pas s'intéresser à ses assertions — que, “en l'espèce, les Anglais allaient montrer une initiative qui fit complètement défaut à leurs rivaux. Malgré la défaite de Carillon qui avait mis fin, pour le moment, à toute velléité de mouvement dans la direction du lac Champlain, Albercromby n'avait pas renoncé à l'expédition vers le lac Ontario, dont il était question depuis longtemps, et dont le promoteur était Bradstreet. Cédant aux instances de cet officier qui avait été souvent employé dans les parages des grands lacs, et qui se faisait fort de réussir un coup de main sur Frontenac, principal poste français sur l'Ontario, se fiant d'ailleurs à ses effectifs nombreux pour tenir tête à Montcalm, le général anglais (Albercromby à Pitt, Lac George, 12 juillet 1758, Record Office) résolut de rester sur la défensive dans son camp du lac George et de confier à Bradstreet quatre régiments de provinciaux pour agir de concert avec le général Stanwix sur le Mohawk. Bradstreet opéra sa jonction sans difficulté; apprenant qu'il n'y avait aucune troupe française entre lui et le lac (Bradstreet à Albercromby, 6 août 1758), il poursuivit sa route à la tête d'une brigade de 3.000

hommes, tous provinciaux à l'exception de 200 fantassins de ligne ou artilleurs, s'embarqua à Oswégo et prit terre devant Frontenac le 25 août. Ce poste était incapable de résister au canon; il était dominé par des hauteurs à 150 toises de distance; ses murs n'avaient que deux pieds d'épaisseur sans terre-plein. Le lendemain, les Anglais débarquèrent leur canon et commencèrent le feu à 400 mètres, puis à 200 mètres. Après une canonnade qui dura une journée, la garnison qui comptait 130 hommes battit la chamade et obtint la libre sortie sous condition d'échange. Les vainqueurs s'emparèrent de 100 canons, de munitions, vivres et effets, et, ce qui était plus important, de la flottille française. Le poste et les magasins furent détruits."

Ce malheur — soutient Waddington — aurait pu être facilement évité. "Les avertissements n'avaient pas manqué: des prisonniers faits après Carillon avaient annoncé le départ de Bradstreet et le but de son expédition; quelques jours plus tard, les prisonniers de Marin confirmèrent ce récit. Non seulement l'avis en avait été transmis à Vaudreuil, mais celui-ci put interroger les informateurs qui avaient été transférés à Montréal. S'il ne prit aucune mesure pour secourir Frontenac, ce fut sans doute parce qu'il s'en rapporta à M. de Longueuil, envoyé en ambassadeur auprès des

cinq nations, qui, trompé lui-même par les dires des indigènes, assura son chef que les Anglais étaient occupés à la reconstruction du fort Bull (Vaudreuil au Ministre, 2 septembre 1758) et, par conséquent, encore fort éloignés du lac Ontario. M. de Noyan, le vieux commandant du fort, n'eut connaissance de l'approche de Bradstreet et ne réclama de l'aide qu'au dernier moment. Le gouverneur général, prévenu le 26 août, c'est-à-dire le jour même de l'attaque, rassembla à la hâte et malgré les travaux de la moisson, 1.500 Canadiens, et quelques domiciliés et les fit partir sous les ordres de Duplessis, major de Montréal. En dépit de toute sa diligence, le détachement n'était encore qu'à la Présentation quand il apprit la prise et la destruction de Frontenac qu'il rapporta aussitôt à Vaudreuil. Ce dernier, très ému de la reddition de Louisbourg dont la nouvelle venait de lui parvenir, très inquiet pour Niagara et les pays d'En-Haut dont les communications avec le Canada étaient coupées, pour parer au plus pressé, expédia à Niagara un renfort de 600 hommes, et appela à lui Montcalm pour conférer sur les mesures que nécessitait une situation devenue critique. On fut bientôt rassuré sur Niagara: Bradstreet, satisfait de l'effet obtenu, craignant peut-être de le compromettre

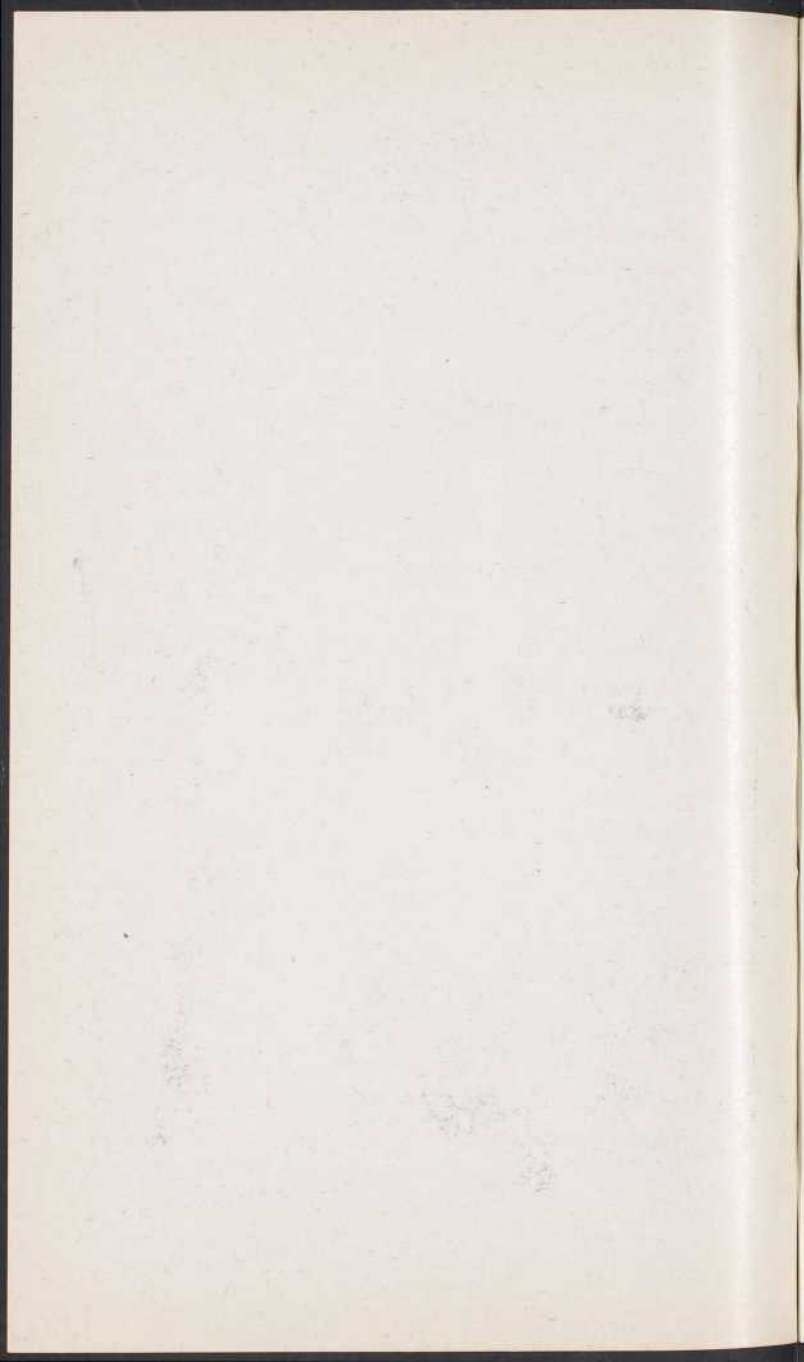
en prolongeant son séjour sur l'Ontario, était retourné à Oswégo, et était en route pour le fort Bull."

Nous avons cité abondamment, afin que l'on pût se rendre compte de la méthode, excellente selon nous, de Richard Waddington. En vérité, s'il n'a pas tous les détails de nos auteurs canadiens, s'il n'est pas aussi complet, — je dis sur les choses de chez nous — ce sénateur de la Seine-Inférieure est singulièrement compétent sur les choses militaires; il ne s'en laisse imposer par aucun de ses modèles. Il cite Casgrain, mais il le domine de haut, et ses conclusions semblent définitives. Comparez avec la note timide de l'abbé, p. 275 des *Français au Canada*: "Les dépositions des prisonniers, parmi lesquels il y avait un Iroquois des Cinq-Nations (nous sommes au 21 juillet 1758) — révélèrent la marche du général Bradstreet, détaché de l'armée d'Abercromby avec un corps de milice considérable, douze pièces de canon, et 400 sauvages, lesquels remontaient la rivière Mohawk pour se porter sur le lac Ontario. Montcalm et Lévis se pressèrent de communiquer cette nouvelle alarmante à Vaudreuil, sans pouvoir détacher aucune de leurs troupes au secours de cette frontière menacée."

L'auteur du *Montcalm et Lévis* est bien plus occupé à développer ses thèses favorites dont notre littérature



Montcalm, blessé à mort, rentrant à Québec.
(Archives du Canada, Ottawa.)



historique et même notre littérature oratoire est malheureusement trop souvent imprégnée, qu'à réfléchir sur les combinaisons possibles. La conviction vous en viendra ferme en examinant un peu plus loin ce texte du même ouvrage, page 284. "On touchait à la mi-août: le peu de céréales que les habitants avaient pu ensemer étaient déjà trop mûres et s'égrenaient dans les champs. Cependant les militaires français, de plus en plus injustes envers les Canadiens, à mesure que les dissentiments entre les chefs éclataient davantage devant le public, se révoltaient à la pensée de voir partir les miliciens et maugréaient contre Vaudreuil, qui les rappelait pour les moissons. On est toutefois plus porté à plaindre qu'à blâmer ces braves officiers, en songeant au sort si dur que leur faisait la France, après les avoir jetés sur ces lointains rivages pour défendre son drapeau. Elle ne répondait à leurs héroïques faits d'armes que par de stériles applaudissements, et les abandonnait à eux-mêmes, tandis qu'elle livrait en Europe ses trésors et ses armées aux caprices d'une courtisane."

Entre les deux méthodes, vous n'hésitez pas. Vous embrasserez la bonne. Celle qui convient au sérieux de l'histoire, celle qui apparaît un peu partout chez Waddington. Même si vous tenez toujours que

l'activité de Montcalm fut supérieure et qu'elle n'a pas fléchi, vous admirerez le point de vue extrêmement suggestif présenté par l'auteur de *La Guerre de Sept Ans*. C'est que l'on aperçoit en évidence que l'historien discute ici non pas pour faire triompher une thèse, mais afin de montrer la vérité dans sa plénitude. Waddington n'a cure de faire monter Lévis ou Montcalm ou Vaudreuil au pinacle; tous les trois, il les met dans la balance, il les soupèse, il les juge; et les documents sur lesquels il s'appuie, il ne les a pas tronqués.

Et puis, l'historien français sait lire. Il n'hésite pas à écrire que Vaudreuil alla beaucoup plus loin que Montcalm dans les voies propres à envenimer le débat. "Selon sa coutume, Vaudreuil applique au rapport de Montcalm sur la bataille de Carillon le système de dénigrement et d'insinuation que lui suggèrent l'étroitesse de son esprit et la mesquinerie jalouse de son caractère... Sur les faits et gestes de Montcalm, Vaudreuil est aussi fielleux que perfide." (P. 396.)

Tout passe dans la prose sereine de notre sénateur français: même l'importante lettre de Bigot au ministre (13 août 1758). Bigot s'y trouve tout entier. L'intendant ne veut se mettre à dos ni le général ni le gouverneur. Mais de toute évidence, Bigot tient à ce que le faible Vaudreuil demeure au Canada, et que Mont-

calm en sorte. Tout pourrait s'arranger, assure Bigot, par la promotion de Montcalm au grade de lieutenant-général, trop important pour son commandement actuel, et par la nomination de Lévis pour le remplacer. Et c'est bien ce que l'on attendait de l'astucieux Bigot. Gardons le gouverneur, qui ferme les yeux sur les dilapidations, et laissons partir Montcalm dont la pénétration, le regard scrutateur devient par trop gênant, dont le caractère est incorruptible. Encore un peu, et la colère vengeresse du Marquis peut faire s'éventer toutes les vilenies du régime.

Waddington termine le récit de ces rivalités par un parallèle extrêmement pondéré. C'est, à peu de chose près, l'exacte vérité sur les deux militaires. "Qu'en général les préférences se soient déclarées pour le chevalier de Lévis, cela se comprend facilement. (Je ne chicanerais que sur le terme *en général*. Je le remplacerais par *en plus d'une rencontre*.) Moins brillant, moins instruit que son chef, mais plus maître de lui, Lévis possédait des qualités solides de cœur et d'esprit; l'affabilité de ses rapports, le liant de ses manières, sa belle humeur, l'activité infatigable que lui permettait une santé de fer, le don d'entraîner les hommes, une grande dose de philosophie, lui avaient acquis des sympathies nombreuses dans le militaire français

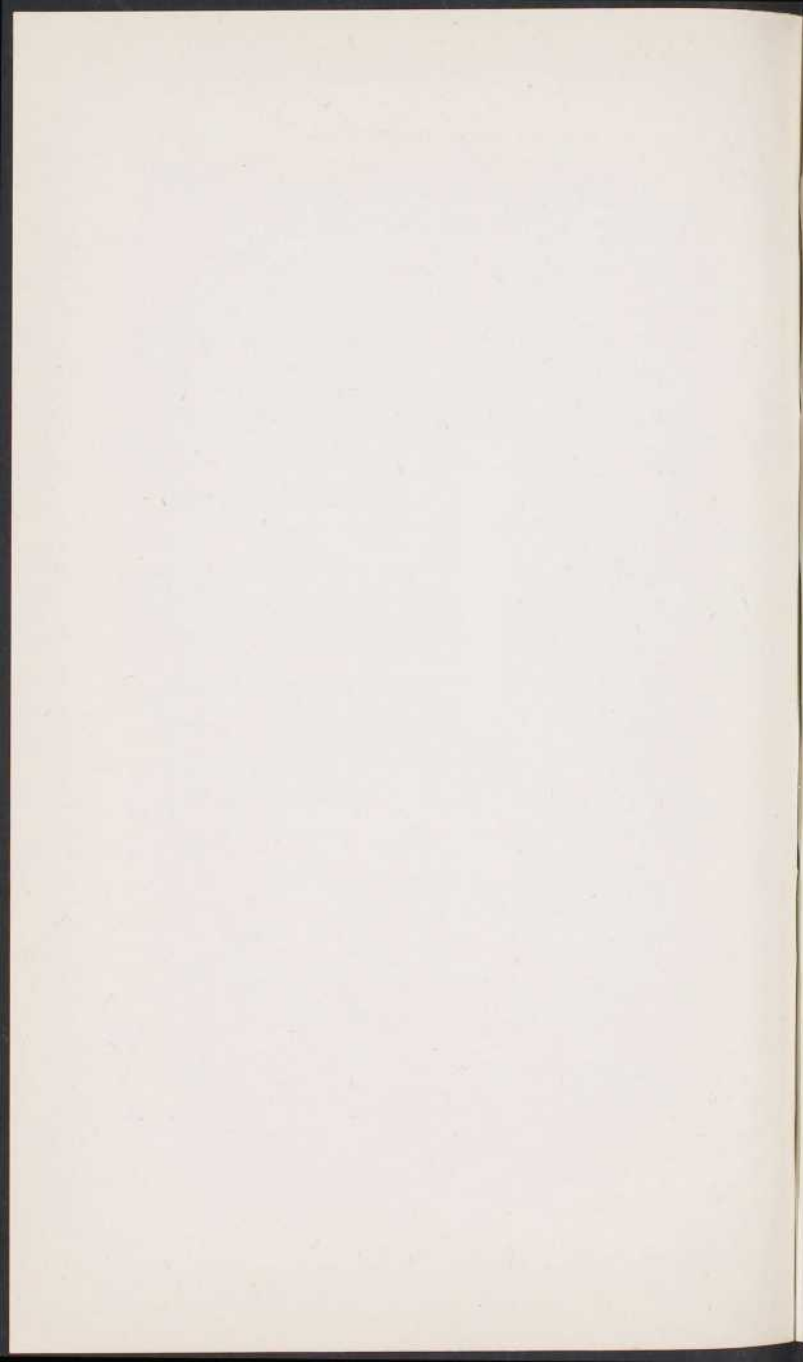
et colonial et dans la société canadienne. Tandis que Montcalm se tenait à l'écart des réunions mondaines qui ne lui inspiraient que de l'ennui et le regret d'être si loin des siens, Lévis se mêlait à toutes les distractions, à toutes les parties de plaisir; très empressé auprès du sexe, (Waddington qui sait la langue du XX^e siècle devrait ajouter *féminin*. La précision du langage français moderne l'exige, paraît-il.) — il ne demandait qu'à flirter avec les belles Canadiennes. Quant à un sentiment d'envie du général à son égard, on n'en trouve aucune trace dans la correspondance qui rend toujours justice à un camarade aimé et apprécié. Montcalm, susceptible peut-être à l'excès, ne manquait ni de générosité ni de bienveillance, aussi ses jugements sur ses compagnons d'armes sont-ils toujours empreints d'équité et même d'indulgence."

Et sur ce point sans doute on n'en pourrait peut-être pas écrire avec autant d'abandon au sujet du chevalier. Par son esprit politique même, Lévis se croyait tenu de ménager le Gouverneur. Il y a telle lettre dans laquelle le brillant second met à nu le désir qui le hante de remplacer le généralissime, au cas naturellement où on jugerait à propos de le remplacer au Canada. (Lettre de Lévis au prince de Beauveau, 29 octobre 1758.) Et Montcalm s'étonne que le comte

de Lévis n'ait pas parlé comme satisfait des succès du général pour l'année 1757. (Lettre écrite le 2 juin 1758, à sa mère.) Le marquis de Montcalm pour sa part ne manque pas une occasion de faire l'éloge de son brillant second. Il lui voudrait seulement un peu plus d'esprit. "Je ne saurais vous dire trop de bien de lui (Lévis), écrit-il à d'Argenson, de Montréal, le 20 juillet 1756. Sans être homme de beaucoup d'esprit, il a une bonne pratique, du bon sens, du coup d'œil . . . Il a mis à profit ses campagnes."

Dans la lettre du 2 juin 1758, Montcalm, après avoir laissé échapper cette observation qu'il valait mieux être envié que plaint, et où il laisse passer que tous ne lui rendent pas justice au Canada, se console en se rappelant la phrase élogieuse de Bernis: "Tout le monde vous rend justice ici (à Versailles); pour moi j'admire celle que vous prenez plaisir à rendre à tous ceux qui vous secondent."

Cela nous amène à nous tourner du côté de Versailles et à chercher à nous renseigner sur les personnages dont Montcalm et le Canada dépendent. Montcalm a été très fortement préoccupé de ceux auxquels il appartenait de conduire les destinées de la France en ce moment tragique. Il importe aux historiens de Montcalm d'être parfaitement renseignés sur les maîtres de l'heure.





CHAPITRE VI

Madame de Pompadour est-elle la criminelle que Garneau et Casgrain nous montrent?

Oui et non. Ses crimes sont bien connus. Parce qu'elle a été un temps la courtisane, on en a fait un bouc émissaire, on l'a chargée de tous les péchés du règne. Ce n'est pas cela écrire l'histoire.

Casgrain a osé écrire que la France ne répondait à l'héroïsme de ses soldats que "par de stériles applaudissements," qu'elle "les abandonnait à eux-mêmes, tandis qu'elle livrait en Europe ses trésors et ses armées aux caprices d'une courtisane."

C'était reprendre, pour l'aggraver, le texte de Garneau, t. 2, p. 137, 5^e édition, au chapitre intitulé: *Guerre de Sept Ans*. "Quelle était alors la situation de la France? Les principaux ministres dans le moment étaient le comte d'Argenson, pour la guerre; Machault d'Arnouville, pour la marine et les colonies; Antoine Rouillé, pour les Affaires Etrangères; mais c'était la

marquise de Pompadour qui gouvernait. Elle changeait les généraux et les ministres au gré de ses caprices. Vingt-cinq ministres au moins furent appelés au Conseil d'Etat et renvoyés tour à tour de 1756 à 1763. Louis XV se laissa entraîner dans une guerre continentale par Marie-Thérèse qui, voulant reprendre la Silésie à la Prusse, flattait adroitement Madame de Pompadour, avec qui elle entretenait un commerce de lettres... La favorite tenait à l'alliance de l'impératrice-reine."

Et ces appréciations erronnées et injustes à l'endroit de la Marquise ont fait fortune chez un trop grand nombre de nos historiens qui n'ont pas pris la peine de contrôler Garneau et Casgrain. Comme exemple-type, je citerais la page 139^e de *l'Histoire de la Race française aux Etats-Unis* par l'abbé D.-M.-A. Magnan, 2^e édition corrigée, Paris, chez Amat, 1913. Lisez bien, édition corrigée, publiée en 1913. La première édition avait paru en 1911. "La guerre qui eut lieu en Amérique entre la France et l'Angleterre, de 1755 à 1760, est racontée dans ses moindres détails par les historiens du Canada. Nous y renvoyons nos lecteurs, nous contentant de leur signaler ici la partie de ce drame qui se déroula sur le sol américain... Chose étonnante, pendant que l'Angleterre, maîtresse

de la mer, continuait de masser ses troupes en Amérique, et se préparait à faire la conquête du Canada, la France oubliait la guerre contre l'Angleterre, la seule importante, la seule où elle eût été provoquée, et dirigeait ses principales forces vers le nord de l'Europe, abandonnant à peu près à elles seules ses vastes possessions de l'Amérique septentrionale.

La Pompadour, alors toute-puissante, flattée de recevoir des lettres de Marie-Thérèse d'Autriche, où celle-ci l'appelait "ma chère amie", l'avait voulu ainsi, et, à l'instigation de sa maîtresse, Louis XV venait de se mettre sur les bras une guerre continentale avec la Prusse, quand il lui aurait fallu toutes les forces de son royaume pour se défendre contre ses puissants voisins d'Outre-Manche. *La Révolution, qui ébranlera plus tard le trône séculaire des Bourbons, remonte dans l'une de ses causes, à cette époque néfaste qui vit les destinées d'un peuple, que dis-je, d'un monde, sacrifiées aux beaux yeux d'une femme publique."*

Nous avons là, réunies en une seule page, chez un auteur extrêmement consciencieux, habituellement bien renseigné, des erreurs qui ne peuvent se soutenir en aucune façon, et depuis longtemps. A écrire l'histoire ainsi, c'est-à-dire en ne prenant pas la

peine de se renseigner, en ne contrôlant pas ses sources, les auteurs canadiens s'exposent à être considérés comme n'ayant qu'une culture inférieure.

M. le sénateur Chapais est beaucoup plus réservé que ses prédécesseurs au sujet de la Marquise. Il a soin de ne pas se compromettre. Par exemple, l'auteur du *Montcalm* de 1911 affirme, à la p. 210, que "d'après les mémoires du temps, il fallait attribuer leur disgrâce — il s'agit des ministres d'Argenson et Machault renvoyés le 1er février 1757 — à Madame de Pompadour." A la p. 390, M. Chapais écrit sans appuyer que "Montcalm ne semble pas être l'un des protégés particuliers de Madame de Pompadour, qui souvent, hélas! faisait et défaisait les généraux!" A la page 521, il abandonne la citation de la lettre de Bougainville juste au moment où le nouveau colonel allait indiquer le beau rôle de la Marquise à l'endroit de Montcalm.

César Cantu avait mieux compris la Marquise, qui écrivait dans son *Histoire Universelle* dont la première édition a paru en 1836 — neuf ans avant notre Garneau — que "Antoinette Poisson, marquise de Pompadour, était une femme aimable et corrompue, dont l'emprise survécut à l'amour. Sans être capable

de combinaisons fortes, son art était de tous les moments; elle arrachait Louis à ses maux ordinaires, l'ennui et les affaires...

Eprise des arts, elle comprit qu'elle devait s'entourer de gens de mérite et qui lui fussent dévoués. Elle réunit une bibliothèque choisie, fit établir une manufacture de tapis, augmenter la galerie du Louvre, embellir Versailles dans le goût auquel elle a donné son nom." (César Cantu, *Histoire Universelle*, 1883. La première éd. italienne avait paru en 1836.)

Si Garneau n'a pu connaître ce texte, l'abbé Casgrain, qui publiait son *Montcalm et Lévis* en 1891, aurait dû sans doute ne pas l'ignorer. Si nos auteurs avaient pris la peine de se renseigner, l'excellent article de Sainte-Beuve, paru dans le *Constitutionnel* du 16 septembre 1850, leur aurait ouvert les yeux (*Causeries du Lundi*, t. 2.)

Dès le début de l'article, établi sur les *Mémoires de Madame du Hausset* (la femme de chambre de la marquise), Sainte-Beuve fait des considérations pleines de sens. "Dans une étude un peu suivie du XVIII^e siècle, Mme de Pompadour est inévitable. Il ne faut pas craindre de nommer les choses et les époques par leur nom; et le nom sous lequel le XVIII^e siècle peut le plus justement se désigner à

beaucoup d'égards, pour le goût, pour le genre universellement régnant alors, dans les arts du dessin, dans les modes et les usages de la vie, dans la poésie même, n'est-ce pas ce nom galant et pomponné qui semblait fait tout exprès pour la belle marquise et qui rimait si bien avec l'amour? Tous les arts de ce temps portent son cachet; le grand peintre Watteau (1684-1721) venu trop tôt pour elle, et qui créait un monde pastoral enchanté, semble ne l'avoir décoré et embelli que pour qu'elle en prît possession un jour, et qu'elle pût s'y épanouir et y régner. Les successeurs de Watteau se complurent unanimement à reconnaître le sceptre de leur protectrice naturelle. En poésie, ce n'est pas Bernis seulement qui est tout Pompadour, c'est Voltaire dans les trois-quarts de ses petits vers, c'est toute la poésie légère du temps; c'est la prose, Marmontel dans ses *Contes Moraux*, Montesquieu dans son *Temple de Gnide*. Le genre Pompadour assurément préexistait à la venue de la belle marquise, mais elle le résume en elle, elle le couronne et le personnifie."

Née à Paris le 29 décembre 1721, Jeanne-Antoinette Poisson "sortait de cette riche bourgeoisie et de ce monde de la finance qui s'était si fort poussé dans les dernières années de Louis XIV." Elle sait

tout: musique, chant, tous les arts d'agrément; elle n'ignore que la morale. On chuchotait autour d'elle: "c'est un morceau de roi." On la marie le 9 mars 1741 à Charles-Guillaume Lenormant, seigneur d'Etioles. Mais la famille imaginait pour elle quelque chose de très grand. Sainte-Beuve met sur le compte de l'éducation de Louis XV — éducation efféminée, et sénile — ce besoin qu'il avait de se livrer à quelqu'un. Sans doute, la nature très particulière du Roi y poussait, et aussi tout son entourage, les courtisans ambitieux et corrompus qui voulaient faire valoir leurs services.

Toujours est-il que l'année 1745 — celle de Fontenoy — Mme d'Etioles devint maîtresse en titre de Louis XV, à la mort de la duchesse de Châteauroux. Elle lui apportait ce qu'il désirait avant tout: "quelques pieds carrés où il fût réellement à son aise et en confiance." (Pierre Gaxotte, *Louis XV*, 1933.) Elle demeura maîtresse de 1745 à 1750: cinq ou six années. Mais, de 1750 à sa mort, qui survint le 15 avril 1764, elle ne fut plus que l'amie: quatorze années.

Le critique du *Constitutionnel* de 1850 explique avec une rare pénétration comment elle a abouti à la politique. "Son idéal eût été, en arrivant à la Cour, de charmer le Roi, de l'amuser par mille divertissements empruntés aux arts ou même aux choses de l'esprit, de

le rendre heureux et constant dans un cercle d'enchantements variés et de plaisirs. Mais une fois transportée sur ce terrain glissant de la Cour, elle ne put réaliser son idéal que bien imparfaitement. Elle, naturellement obligeante et bonne, elle dut s'armer contre les inimitiés et les perfidies, prendre l'offensive pour ne pas être renversée; elle fut amenée par nécessité à la politique et à se faire ministre d'Etat."

Le critique note la protection qu'elle accorda aux écrivains du XVIII^e siècle. "Elle se considéra comme destinée à aider, à appeler à elle et à encourager le mérite en souffrance et les gens de talent en tout genre. Sa seule gloire est là, son meilleur titre comme son excuse." Aussi Voltaire écrivit à d'Alembert en apprenant la mort de la marquise: "L'avez-vous regrettée? Oui, sans doute; car, dans le fond de son cœur, *elle était des nôtres*; elle protégeait les Lettres autant qu'elle le pouvait: voilà un beau rêve de fini."

Assurément, il est beau d'aimer les Lettres et de protéger les auteurs; on peut tout de même penser qu'elle choisissait des *philosophes* dangereux et qui l'ont contaminée assez fort. Elle a trop frayé avec les écrivains de l'*Encyclopédie*. On ne voit pas que Mme d'Etioles *sautait* certains articles, comme faisait Montcalm.

Sainte-Beuve se pose la question qui nous intéresse si fort et qui est la cause de l'introduction du chapitre sur Madame de Pompadour.

“La marquise a-t-elle contribué, autant qu'on le dit, à la perte de la monarchie?” Il y fait la réponse suivante qui est pleine de vérité et de profondeur, “Elle n'y a pas nui sans doute. Pourtant, le caractère de Louis XV étant donné, c'est encore ce qui peut-être pouvait arriver de mieux à ce Roi que de tomber aux mains d'une femme “née sincère, qui l'aimait pour lui-même, et qui avait de la justesse dans l'esprit et de la justice dans le cœur: cela ne se rencontre pas tous les jours.” (Voltaire.)

Et Sainte-Beuve poursuit ses observations qui servent à nous faire connaître le Roi: “Il fallait que Louis XV fût gouverné. C'était un Louis XIII venu au XVIII^e siècle, avec les vices de son siècle, aussi faible, aussi lâche et beaucoup moins chaste que son aïeul, et qui ne trouva point son Richelieu. Cependant, Madame de Pompadour comprit, à un certain moment, (1750, au plus tard 1751), que la maîtresse en elle était usée, qu'elle ne pouvait plus retenir ni amuser le Roi à ce seul titre; elle sentit qu'il n'y avait qu'un moyen sûr de se maintenir: c'était d'être l'amie nécessaire et le ministre, celle qui soulagerait le Roi du soin de

vouloir dans les choses de l'Etat. Elle devint donc telle à peu près qu'il lui fallait être; elle força sa nature plus faite pour le gouvernement des petits cabinets et des menus plaisirs."

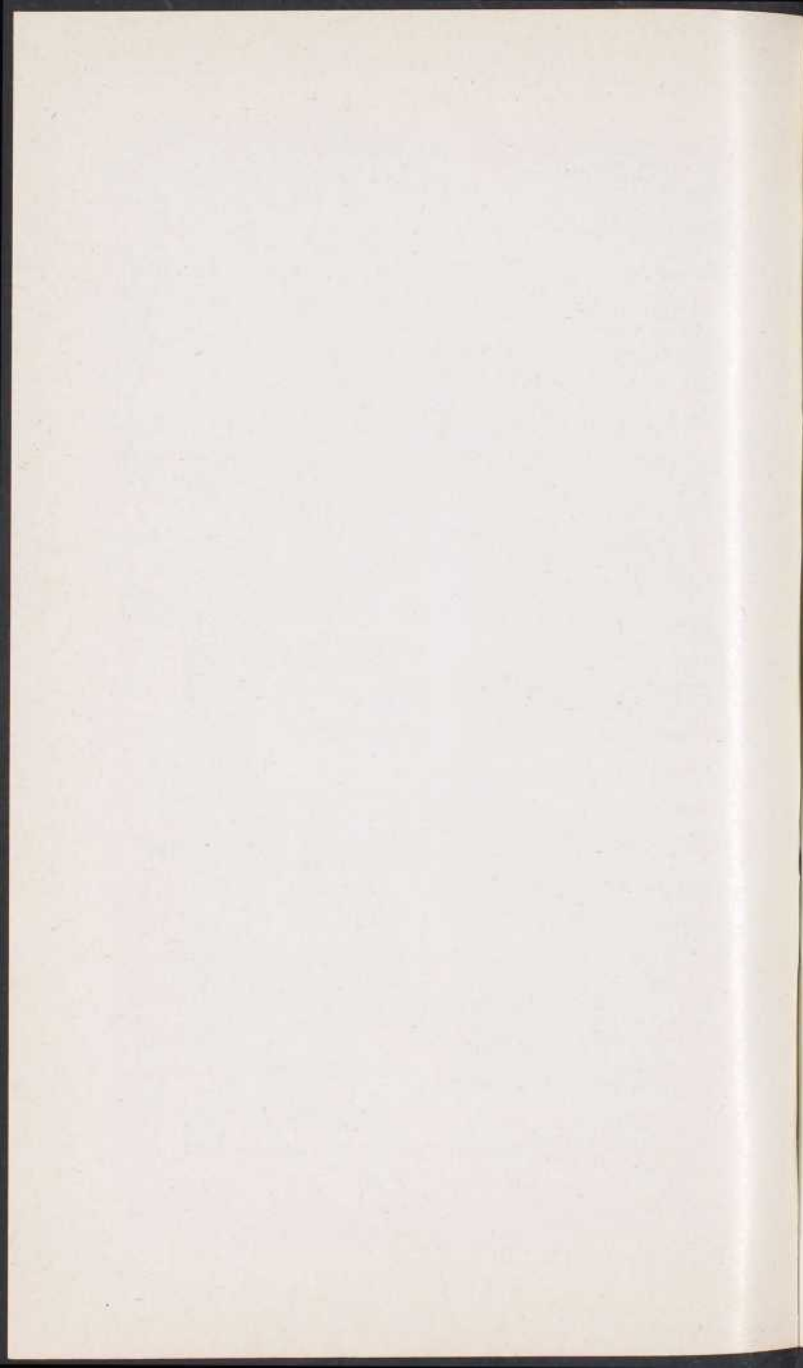
Afin que personne ne mette en doute la cessation du scandale de la liaison entre le Roi et la marquise, nous citons ici le texte de la lettre adressée à Choiseul (alors ambassadeur à Vienne, et comte de Stainville, non encore duc de Choiseul) par l'abbé de Bernis.

La lettre est du 20 janvier 1757, quinze jours après l'attentat de Damiens sur le Roi. Tout le monde saisira le sérieux de ce document. Bernis avait déjà à son crédit l'alliance avec l'Autriche et il venait d'entrer au Conseil le 2 janvier 1757. Il succédait à Rouillé qui devenait surintendant des Postes.

Seule, parmi les livres à ma disposition, la 9^e édition des *Causeries* produit ce document capital. "Le Roi a été assassiné (entendez que l'on a tenté de le tuer), et la Cour n'a vu dans cet affreux événement qu'un moment favorable de chasser notre amie (la marquise). Toutes les intrigues ont été déployées auprès du confesseur. Il y a une tribu à la Cour qui attend toujours l'Extrême-Onction pour tâcher d'augmenter son crédit. Pourquoi faut-il que la dévotion soit si séparée de la vertu? Notre amie ne peut plus



La maison du chirurgien Arnoux où mourut Montcalm.
(Archives du Canada, Ottawa.)



scandaliser que les sots et les fripons: *il est de notoriété publique que l'amitié, depuis cinq ans, a pris la place de la galanterie.* C'est une vraie cagoterie de remonter dans le passé pour noircir l'innocence de la liaison actuelle: elle est fondée sur la nécessité d'ouvrir son âme à une amie sûre et éprouvée, et qui, dans la division du ministère, est le seul point de réunion... Que d'ingrats j'ai vus, mon cher Comte (de Stainville, le futur Choiseul), et combien notre siècle est corrompu! Il n'y a peut-être jamais eu beaucoup plus de vertu, mais il y avait plus d'honneur."

L'ambassadeur de Marie-Thérèse à Paris, l'Autrichien Stahremberg dont la correspondance à Kaunitz est extrêmement précieuse, dit de même dans sa lettre du 31 janvier 1757. "Quoique depuis près de cinq années, Mme de Pompadour ne soit plus que l'amie, le conseiller, le premier ministre du Roi, quoique depuis près d'un an, elle ne demeure plus à la Cour à aucun autre titre qu'à celui de Dame du Palais de la Reine, et quoiqu'enfin pour mettre les choses plus en règle, elle ait proposé à son mari (Charles-Guillaume Lenormant, seigneur d'Etiolles), il y a déjà du temps, de retourner, s'il le désirait, auprès de lui, il ne laisse pas néanmoins que d'y avoir des gens qui

pensent que tout cela n'est pas suffisant pour réparer le scandale que le premier motif de sa venue à la Cour a causé, et qu'il n'y a, pour l'acquit de la conscience du Roi, d'autre parti à prendre que l'éloigner de sa présence et la renvoyer de la Cour. C'est une question qu'il appartient aux théologiens de décider et sur laquelle, pour autant que l'on peut juger, ils ne sont pas même tout à fait d'accord entre eux." (Lettre citée par Richard Waddington dans *La Guerre de sept ans*, t. I, p. 137.)

Il semble bien que les membres de la Compagnie de Jésus — quelques membres — se prononcèrent pour le renvoi de la favorite, et cette décision fut l'une des causes qui amena leur dispersion. Selon Sainte-Beuve, "elle leur avait offert sa paix à un certain moment: ils refusèrent les avances contre leur usage. Elle était femme, femme d'esprit et maîtresse du terrain: elle se vengea." Pour la juger définitivement, attendons la production "de toutes les pièces diplomatiques relatives au ministère du Cardinal de Bernis et à celui du duc de Choiseul."

Or les pièces désirées par notre critique ont été produites au grand jour. Et elles confirment les aperçus de l'auteur des *Causeries du Lundi*. La marquise apparaît dans toute sa vérité à la lumière d'une

documentation abondante et précise. Certes, elle a grandement péché, et il n'est pas sûr que sa pénitence ait été parfaite malgré les quelques mois d'efforts pour cauteriser les plaies vives de son âme. Nous voulons absolument qu'on lui reproche ses relations affichées avec le Roi durant cinq ou six années; ensuite qu'elle se soit permis de favoriser et d'organiser les amours de Louis; enfin, elle a eu tort d'incliner du côté des philosophes qui n'étaient autres que Voltaire, d'Alembert, Crébillon, Grasset, Diderot. "Dans l'entre-sol de la marquise à Versailles, vivait le docteur Quesnay, son médecin, le patron et le fondateur de la secte des Economistes. Pendant que le Roi était chez la marquise, et que les Bernis, les Choiseul, — (à noter cependant que Bernis et Choiseul ne furent pas souvent ensemble chez la marquise. Le jour où revint de Vienne le comte de Stainville fut très près du renvoi de Bernis qui pourtant venait de recevoir le chapeau) — les ministres et courtisans gouvernaient avec elle, les Economistes et les Encyclopédistes causaient librement de toutes choses dans l'entre-sol de Quesnay et disposaient de l'avenir. Il semblait que la Marquise eût le sentiment de tout ce qui s'amoncelait d'orages là-haut, sur sa tête, quand elle disait: "*Après moi, le déluge!*" C'était cet entre-sol plein d'idées et

de doctrines, qui enfermaient toutes les cataractes du ciel et qui devait tôt ou tard éclater. Il y avait des jours où l'on rencontrait dînant ensemble, Diderot, d'Alembert, Duclos, Helvétius, Turgot, Buffon, *Tout cela*, comme disait Louis XV; et Madame de Pompadour, nous raconte Marmontel, ne pouvant pas engager toute cette troupe de philosophes à descendre dans son salon, venait elle-même les voir et causer avec eux."

C'est en cette société sans doute qu'elle prenait cette haine des Jésuites que le Roi voulait protéger. Je lis en effet, dans une lettre écrite de Paris, le 29 août 1762, à M. de Mopinot, dont la correspondance a été recueillie par M. Jean Lemoine, et publiée chez Calmann-Lévy, il n'y a pas bien longtemps: "Je crois que les circonstances ont engagé le Roi à abandonner les Jésuites, plutôt qu'un dessein formé de les détruire. Il fallait pour les soutenir se brouiller avec le Parlement . . . Ce qui me confirme dans ma façon de penser, c'est que tous les princes et grands ont pris des Jésuites pour aumôniers." Et la dame qui écrit ces lignes poursuit méchamment: "On dirait que leur habit seul était coupable et qu'on se persuade que dès qu'on a donné aux tigres de s'appeler moutons, on peut coucher avec eux sans avoir rien à redouter de leurs griffes."

Pour une fois, on surprend la marquise poursuivant un but contraire aux idées de Louis XV, et sans doute elle ne le fatiguait pas sur ce point. Son grand art a été de ne pas ennuyer le Roi, mais de le soulager, de recueillir son esprit timide et peu fait pour l'action. Les Jésuites avaient opté contre elle; disons mieux, ils avaient jugé que, encore que la liaison avec le Roi ne fût plus criminelle, il fallait qu'elle disparût. Et elle, naturellement, ne voulait pas quitter le terrain si âprement disputé, si chèrement conquis. Et la victoire reste à la marquise jusqu'au jour où elle dit au curé de la Madeleine venu l'assister et qui s'en retournait: "Attendez un moment, Monsieur le curé, nous nous en irons ensemble." Elle n'avait que 42 ans. Et tout cela, son opposition aux Jésuites, son amitié avec les philosophes, loin de l'excuser, l'incrimine.

Mais en histoire, c'est une très mauvaise méthode d'écrire des faussetés pour accabler un personnage même grand pécheur. Les catholiques, plus que les autres sans doute, s'ils veulent que l'on estime leurs ouvrages, et que leurs idées pénètrent tous les milieux, ont besoin de faire effort pour traiter tout le monde avec justice, sans exagération aucune, à la lumière des faits. Madame de Pompadour a manqué de cette jus-

tice. Quand Casgrain prononce violemment que la France *abandonnait* ses soldats en Amérique et "qu'elle livrait ses trésors et ses armées au caprice d'une courtisane", il écrit une fausseté. Avant de tracer ces lignes, il aurait dû se renseigner. Même en 1891, il y avait moyen de savoir. L'abbé Aristide Magnan avait sans doute encore moins d'excuse de reprendre l'accusation en 1913.

"M. Le Roi, bibliothécaire à la ville de Versailles, a publié d'après un document authentique, *le relevé des dépenses de Madame de Pompadour depuis les premières années de sa faveur jusqu'à sa mort*. Ce Relevé, lisons-nous en note de la 9^e édition des *Causeries du Lundi*, (t. 2, p. 511), avec la désignation et l'emploi des sommes, présente un tableau complet des goûts variés de la marquise et ne fait pas trop de déshonneur à sa mémoire." Et nous avons une lettre d'elle à Stainville, du 3 août 1755, produite par Pierre de Nolhac, qui montre le courage dont la marquise était capable et comme il est injuste de l'accuser d'avoir dilapidé les trésors du Roi pour ses vanités. "Je n'aime pas la guerre, mais ce n'est pas le moment de le penser. Le Roi est offensé; il ne peut trop se venger: je suis la première à l'y porter. Les ministres de vos amis pourront vous parler de mon courage,

vous me connaissez assez pour n'en pas douter. Sa Majesté se propose de faire de grands retranchements dans ses dépenses. J'ai cru devoir montrer l'exemple, j'ai laissé M. de Séchelles le maître de décider; mes ordres ont été donnés en conséquence. Je ne regrette que mon pauvre Crécy, mais je ne l'avouerais pas si je n'étais sûre de surmonter cette faiblesse." (*Revue des Deux Mondes*, p. 884, 15 octobre 1927.)

Et M. de Lanzac de Laborie note, dans le *Correspondant* du 25 octobre 1933, "que, contrairement à la légende, ce ne sont point les faiblesses galantes du Roi qui ont mis le Trésor dans l'embarras: il faut chercher ailleurs les vraies dilapidations. Il y a beaucoup d'exactitude dans la boutade qu'un érudit breton communiquait à M. Pierre de Nolhac: "Si Louis XV a dépensé en une trentaine d'années d'adultère, une trentaine de millions pour toutes ses maîtresses réunies, ce doit être le maximum, — bien chétif à côté de ce que dépensait Catherine de Russie pour ses favoris éphémères. En somme, le Roi de France — question morale mise à part — était dans le cas tout simple d'un gentleman qui, possédant environ 60.000 livres de rente, consacrerait par an cinquante louis en choses féminines." (cf. Correspondance de René de Kérallain — 1839 à 1906 —).

Tenons compte qu'elle a apprécié Montcalm et qu'elle s'est employée à faire réussir la mission de Bougainville à Paris, en décembre 1758 et au mois de janvier de l'année suivante. Celui que le Roi devait nommer Colonel en février 1759, écrivait de Paris, le 16 janvier, à Madame la marquise de Saint-Véran: "Presque toutes les grâces demandées par M. votre Fils pour les troupes sont accordées. Leur traitement est augmenté et M. de Montcalm aura de la part de la Cour toutes les choses qui peuvent lui rendre son emploi agréable et j'ose croire qu'il aura toutes les facilités à faire le bien sans être barré dans ses opérations. Malheureusement il est bien tard et je crois que c'est le cas du médecin après la mort. Au moins est-ce une chose satisfaisante pour M. de Montcalm et pour ses parents, que sa gloire est entièrement à couvert, et que la Cour, bien instruite de la position du Canada et de l'impuissance où elle est d'y introduire même une infériorité moins monstrueuse, saura gré à son général de tous les instants dont il reculera la perte de cette colonie. J'ai eu plusieurs fois occasion de peindre à Madame de Pompadour la position, les efforts et la bonne conduite de Monsieur votre fils, et je crois, autant que dans ce pays on peut juger des apparences, *qu'elle est très bien disposée en sa faveur*

et qu'elle lui rend enfin toute la justice qu'il mérite."

(Rapport sur les *Archives Publiques*, pour l'année 1929, Ottawa, 1930, pp. 84 et 85.) Gardons-nous d'oublier que Montcalm, envoyé au Canada par le Comte d'Argenson, aurait bien pu se voir sous le coup de la colère de la Marquise, dont d'Argenson s'était déclaré l'ennemi. A M. André Lichtenberger, en 1934, n'a pas échappé l'argument en faveur de Madame de Pompadour. Il le développe avec talent. "Le seul endroit où le jeune homme (Bougainville) trouve quelque accueil effectif, c'est le boudoir d'une jolie femme." Et il cite le journal du Colonel. "Madame de Pompadour me marqua les plus grandes bontés, et comme elle était alors premier ministre, je travaillais souvent avec elle sur l'objet de ma mission." Et l'auteur du *Montcalm* de 1934 de poursuivre: "Elle avait un peu connu Montcalm. Il avait jadis refusé d'épouser une de ses cousines. Il était le protégé de M. d'Argenson, son ennemi personnel. Circonstances peu faites pour le recommander. Mais figurez-vous aux pieds de la belle, plaidant la cause du héros lointain, ce jeune officier séduisant, galant et diplomate, avec ses récits d'aventure et de sauvageries, au surplus le neveu de son vieil ami *Boubou*. Comment à de tels arguments demeurerait-elle inaccessible? Encore une fois cons-

tatons l'injustice de la légende. Elle attribue à la favorite la perte du Canada." En réalité, Madame de Pompadour est au nombre des meilleurs amis du Canada. Elle pousse le zèle au point de vouloir s'engager personnellement pour trouver les deux millions de francs requis par le général.

Et que la marquise ait encouragé Montcalm n'est pas un fait qui détonne sur l'ensemble de sa conduite. Si vous prenez la peine de vous plonger dans la correspondance de Madame de Pompadour, vous aurez tôt fait de tomber sur les lettres courageuses qu'elle écrit aux généraux qui se battent en Allemagne pour le compte de la France. Elle les félicite de leurs succès, — et ils en ont plus qu'on ne l'affirme généralement — elle souffre de leurs défaites et de leurs reculs. En vérité, si aux alentours de 1758, tous les Français avaient fait preuve d'un patriotisme aussi persévérant et aussi éclairé, Frédéric n'aurait pas échappé, il eût perdu la couronne et probablement la vie en cette guerre de Sept Ans. Et l'Angleterre se serait trouvée à la merci de Louis XV et de Marie-Thérèse.

Croyez-en cette lettre écrite par Mme de Pompadour au prince de Clermont, grand ami de la favorite, et généralissime de l'armée française sur le Rhin

depuis février 1758. Ce prince du sang, malgré sa bravoure personnelle, n'avait ni le génie militaire ni l'audace requise pour enfoncer le prince Ferdinand de Brunswick qu'il trouva en face de lui lors de son arrivée à la succession du maréchal de Richelieu. La retraite du Hanovre délogea pour de bon les Français du Weser et les ramena honteusement sur le Rhin. Non content de ce triomphe, Ferdinand de Brunswick, dans la nuit du 1^{er} au 2 juin 1758, réussit à faire passer des troupes sur la rive gauche du Rhin et à s'y maintenir. C'est alors que Mme de Pompadour écrivait à Clermont, au reçu des premiers avis, ce courageux billet, daté du 5 juin, et que l'on retrouve dans les papiers du général. "Quelle humiliation, Monseigneur; laisser débarquer 6.000 hommes et établir un pont sur le Rhin. Je ne veux vous peindre l'excès de ma douleur: elle est proportionnée à l'avilissement où nous sommes." Et le 23 juin, à nouveau, la Marquise fait entendre à ce prince du sang des paroles capables de faire naître en lui des résolutions désespérées: "L'agitation et le chagrin que m'ont causé depuis trois semaines vos différentes positions, Monseigneur, m'ont donné la fièvre tierce, j'ai eu le second accès cette nuit" ... (Cf. Dussauge, *Le Ministère de Belle-Isle*, 1914, p. 229; R. Waddington, *La Guerre de Sept Ans*,

t. 2, p. 85.) Elle écrit au sujet de la honteuse convention de Minden signée le 14 mars 1758. "Cette convention ne me paraît faite que pour sauver les équipages et donner la liberté aux officiers ... Je ne puis cependant m'empêcher d'avoir le cœur flétri de voir faire de belles actions aux autres et les Français ... n'en parlons plus." (Lettre du 4 avril 1758. R. W., t. 2, p. 40. Papiers de Clermont, vol. 36.)

Il est dommage que M. Pierre Gaxotte, qui s'est si bien inspiré de Sainte-Beuve sur la Marquise de Pompadour et qui a débarrassé l'histoire de Louis XV de plus d'une légende, n'ait pas vérifié le bien-fondé de la prétendue lettre de Marie-Thérèse d'Autriche à la favorite du Roi de France. A la page 260, M. Gaxotte affirme que le 30 août 1755, Madame de Pompadour reçut de Stahremberg une lettre confidentielle de Marie-Thérèse d'Autriche qu'elle transmit aussitôt au Roi. Richard Waddington, dans *La Guerre de Sept Ans*, met sur le compte de la légende cette histoire. Peut-être fut-ce une invention de Frédéric pour décrier la Reine de Hongrie. Et M. Pierre de Nolhac constate que Stahremberg fait tenir à la marquise une lettre confidentielle du chancelier autrichien Kaunitz, et non pas de Marie-Thérèse. (15 octobre 1927, *Revue des Deux Mondes*, p. 886.) Enfin H. Vast

qui, dans l'*Histoire Générale* de Lavissee (1922), t. 7, p. 213, avait commencé par écrire en texte: "On a imaginé une lettre de l'altière Marie-Thérèse adressée à sa cousine et bien bonne amie la marquise de Pompadour", se croit obligé d'introduire en note que "cette lettre n'a jamais été écrite. Marie-Thérèse s'explique à ce propos, avec l'électrice de Saxe dans des termes qui ne laissent aucun doute." L'impératrice écrit donc: "Vous vous trompez si vous croyez que nous ayons jamais eu des liaisons avec la Pompadour; jamais une lettre, ni que notre ministre ait passé par son intermédiaire. Ils ont dû lui faire la cour comme tous les autres, mais jamais aucune intimité." (cf. L. Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, p. 344, et Arneth, *Histoire de Marie-Thérèse*, t. 4, p. 550.)

L'excuse que peuvent présenter nos historiens, pour avoir trop maltraité la Marquise, est sans doute qu'après tout, Madame de Pompadour a été très impopulaire en France, et qu'on lui attribuait volontiers tous les malheurs de la guerre de Sept Ans. (Cf. Dussauge, *Belle-Isle*, 1914; *Sous Louis le Bien-Aimé*, par Jean Lemoine, p. 197 et passim.)

Certes nous ne songeons nullement à faire de Madame de Pompadour une sainte. Nous n'avons rien

caché de ses méfaits ou de ses vices. Nous ne tenons qu'à lui rendre justice, à rétablir la vérité des faits. L'impartialité en histoire n'est pas un vain mot. Personne n'obtiendra sur le terrain historique une autorité sérieuse, à moins que d'abord n'apparaisse sa pleine sincérité, c'est-à-dire le désir vrai de dire la vérité, et, quand cela est nécessaire, de la chercher à la sueur de son front, en usant ses yeux à la besogne, et ses esprits, selon le mot de Bossuet parlant du travail que lui coûtaient ses prédications.

Quand même nous n'aurions apporté qu'une toute petite pierre mais qui serve à solidifier l'édifice que l'élite de tous les pays cherche à mettre debout et à parfaire, cet apport seul nous mettrait au cœur de la fierté et de la joie. J'invite mes jeunes lecteurs à travailler à des œuvres qui permettent de croire qu'ils sont dévorés par la fièvre sacrée qui échauffe le cerveau et y fait éclore les idées. C'est encore un moyen de nous rapprocher de l'éternelle Vérité, de l'immuable Beauté.

Si nos jeunes intellectuels en ont le courage, qu'ils daignent examiner avec nous deux ou trois autres sujets connexes dont Montcalm a été fort préoccupé, et dont l'étude plus approfondie nous permettra de porter un jugement mûri sur l'importance à donner à Montcalm dans cette guerre tragique de 1756.



CHAPITRE VII

L'Alliance autrichienne en 1756 et en 1757 était-elle justifiable de la part de la France?

Tous les historiens de Montcalm ont dû se prononcer sur le "*Renversement des Alliances*". Peut-être sera-t-il permis à *leur critique* d'en dire un mot. Cette question de l'Alliance autrichienne a dû occuper Montcalm dès juin 1756. Qu'en a-t-il pensé? Ses lettres ne nous renseignent guère sur le sujet. Mais enfin, *nos auteurs* ont profité du *renversement des alliances* pour charger Louis XV et, en même temps, Madame de Pompadour. Relisons notre Garneau, p. 138, t. 2, Ve édition: "Les opinions (vers 1756, en France) n'avaient plus d'harmonie, et le gouvernement lui-même, honteux de suivre d'anciennes traditions, marchait au hasard dans une route nouvelle. Ce fut ainsi que par le fatal traité de Versailles signé le 1er mai 1756, il s'allia avec l'Autriche, qu'il avait toujours combattue. Et il se

laissa entraîner dans une guerre continentale par Maris-Thérèse, qui, voulant reprendre la Silésie à la Prusse, flattait adroitement Madame de Pompadour, *avec qui elle entretenait un commerce de lettres*. La France eut à la fois à lutter sur terre et sur mer. Pourtant, l'expérience lui enseignait depuis longtemps avec quel soin elle devait éviter cette double lutte, et Machault s'efforçait contre d'Argenson de le faire comprendre à Louis XV. Mais la favorite tenait à l'alliance de l'impératrice-reine... Le gouvernement oubliera la guerre contre l'Angleterre, la seule importante, la seule où la France ait été provoquée, et il dirigera ses principales forces vers le Nord de l'Europe, abandonnant à peu près à elles-mêmes ses vastes possessions de l'Amérique septentrionale."

Je sais bien que M. Chapais a exposé de façon équitable cette question si brûlante du *Renversement des Alliances*. Sans prendre absolument parti, M. le Sénateur met sous nos yeux à la page 33 de son *Montcalm* les raisons *pour* et les raisons *contre* l'alliance qui devait se conclure à Jouy le 1^{er} mai 1756. "*Les uns* (dans le conseil de Louis XV) estimaient que, pour que la guerre fût heureuse, il fallait compenser l'infériorité maritime de la France par une diversion continentale, telle que l'invasion du Hanovre, qui forcerait le Roi



Monument Montcalm,
au Parc Montcalm, à Québec.

(Érigé en 1911. Oeuvre du sculpteur Léopold Morice.
C'est la réplique du monument que Paul Chabert a
dressé au vainqueur de Carillon à Candiac, Gard,
France. *A Montcalm, la France, le Canada.*)

(Gracieuseté du C. P. R.)



d'Angleterre à détourner de la guerre américaine une partie de ses troupes et de ses ressources financières, pour la défense de ses possessions allemandes, auxquelles le vieux roi George II tenait comme à la prunelle de ses yeux. *Les autres soutenaient au contraire* que l'intérêt manifeste de la France était de ne rien épargner pour maintenir la paix continentale, et de pouvoir consacrer tous les moyens, tous les efforts de la nation, à la restauration de la marine et à l'expédition au Canada de secours assez puissants pour faire triompher les fleurs de lis, du golfe Saint-Laurent au golfe du Mexique." Le comte d'Argenson, ministre de la guerre depuis 1743, tenait naturellement pour la guerre continentale, quoiqu'il fût favorable à l'union avec le vieil allié Frédéric II; M. de Machault, à la marine depuis 1754, était partisan de la seule guerre maritime.

M. Chapais conclut très prudemment à la page 37: "Durant tout l'été de 1755, Louis XV et ses ministres flottèrent entre les deux politiques." — guerre continentale et guerre maritime, ou guerre maritime seule. "Au mois de septembre, une grave démarche de l'impératrice vint compliquer la situation. Marie-Thérèse, se déterminant à un acte qu'elle méditait, et qu'elle avait même fait pressentir depuis quelque

temps, proposa formellement à Louis XV une alliance de nature à changer toute l'assiette de la politique européenne. A ce moment, les indices d'un rapprochement entre la Prusse et l'Angleterre devenaient très apparents. Et ce concours de circonstances, dont la plupart des historiens n'ont pas assez tenu compte, et qui a été mis en pleine lumière par le Duc de Broglie, dans son beau livre sur *l'Alliance autrichienne* (1897), fut une des principales causes des négociations qui s'engagèrent alors entre les cours de Versailles et de Vienne." M. Chapais prouve, par ce passage, qu'il est à l'affût de toutes les nouveautés en histoire, et qu'il veut en examiner la valeur scientifique, et nous faire part de ses conclusions, d'une façon peut-être trop discrète par moments.

Parmi les auteurs récents qui ont discuté à fond ce *renversement* du 1^{er} mai 1756, personne ne l'a fait avec plus de bon sens et de logique que M. Pierre de Nolhac, en 1927. L'abbé de Bernis, qui au début avait été chargé seul de traiter avec Stahremberg, ne voulait tout de même pas conclure sans que le traité fût soumis au conseil d'Etat au complet. Le 19 avril 1756, il y eut séance solennelle. "La séance fut grave. Chacun sentait peser une part de responsabilité dans les destinées futures du royaume. L'abbé (de Bernis) exposa

ce qui s'était passé depuis le mois de septembre et donna connaissance du plan d'ensemble proposé à la France. Chaque ministre donna son avis, sachant bien que Louis XV s'était déjà prononcé. Tous s'effrayaient au fond d'eux-mêmes des risques entraînés par ce renversement du système traditionnel. Il ne s'agissait encore que d'un traité défensif; on ne parlait que d'assurer la paix continentale; mais peu d'illusions étaient permises. Le vieux maréchal de Noailles rappela le devoir du Roi de ne pas abandonner son rôle de défenseur des libertés germaniques. Le comte d'Argenson, sans méconnaître l'intérêt du Roi à conclure et même à conclure vite, osa dire qu'il prévoyait le commencement d'une guerre générale et peut-être d'une guerre de religion. Le Roi se taisait, laissant parler ses ministres. Quelques scrupules arrêtaient encore; Bernis, pour les faire tomber, tira de son portefeuille la lettre de Kaunitz communiquée à la marquise. On y lut que l'envoyé anglais à Vienne venait de demander à l'impératrice une audience extraordinaire. Allait-on renouer contre nous? *Devions-nous rester sans alliés dans l'Europe en armes?"*

La politique d'aujourd'hui s'éclaire par la politique d'hier. Le présent renouvelle le passé. N'est-il pas piquant et probant en faveur de notre thèse de

lire en décembre 1935, dans l'un des plus importants quotidiens de Paris, le "Figaro", sous la signature de Wladimir d'Ormesson, l'entrefilet suivant :

"Du côté français, on se nourrit d'abstractions aussi séduisantes que sottes quand on imagine que nous pourrions assister les bras croisés, comme du haut d'un balcon, à un conflit qui mettrait le feu à l'Europe depuis la Mer Baltique jusqu'à la Mer Noire, quand on croit surtout qu'une Allemagne occupée à coloniser la Russie nous vaudrait une tranquillité définitive en Occident. Si la France se faisait obscurément la complice d'une telle politique, non seulement elle y perdrait son influence, son autorité, non seulement elle se condamnerait à une sorte d'abdication, mais elle en subirait peu de temps après le choc en retour. Notre génération, si elle se prêtait à un marché aussi insensé, aurait simplement trahi dix siècles du passé et l'avenir même du pays."

La décision de Marie-Thérèse dépendait de celle qu'on allait prendre dans ces cabinets dorés de Versailles, où jamais cause plus sérieuse ne fut plaidée. *L'avis unanime fut pour l'alliance.*

Bernis se fit aider par l'abbé de la Ville, premier commis des Affaires Etrangères, pour la rédaction définitive du traité, mais Louis XV avait connaissance

des moindres détails. Rouillé signa avec Bernis et Stahremberg; mais "l'histoire a oublié le vieux ministre (Rouillé) et sa maison de campagne (Jouy-en-Josas); elle donne le nom de *traité de Versailles* à cet acte mémorable, imposé aux contractants par des intérêts devenus communs, et conçu, presque au même instant, par la lumineuse intelligence d'une impératrice et d'un roi." Et Pierre de Nolhac d'ajouter avec une fermeté qui devrait mettre un terme aux calomnies contre la marquise: "On ne voit nulle part, à y regarder de près, que les passions féminines de Madame de Pompadour aient pu peser d'un poids quelconque sur d'aussi grandes décisions." Ce qui n'empêche pas notre académicien de constater que "la marquise a bien, en réalité, servi à quelque chose. Son intervention de femme a empêché de découvrir le Roi. L'Autriche a ignoré que, dès la première heure, Louis XV était décidé à écouter ses propositions et qu'il a tout conduit derrière le rideau."

A ce moment (mai 1756), tout le monde croyait la paix assurée ou sur le point de l'être. Bernis a écrit dans ses *mémoires*: "On désirait la paix et l'on crut que cette alliance la donnerait et l'affermirait." Duclos, le secrétaire perpétuel de l'Académie française, écrivait: "Chacun s'imagina que l'union des deux pre-

mières puissances tiendrait toute l'Europe en respect." Voltaire, dans une lettre à madame de Lutzelbourg, s'exprime ainsi: "Tout solitaire, tout mort au monde que je suis, j'ai l'impertinence d'être bien aise de ce traité." Et l'auteur qui ramasse tous ces textes a soin de souligner la *fureur des Anglais*... Ils déclaraient cette alliance monstrueuse et contre nature. C'est qu'ils en saisissaient l'importance. Elle détruisait tous leurs plans, dont le principal était d'isoler la France, de l'avoir à discrétion.

A y réfléchir, rien ne paraît plus justifiable que ce renversement des alliances de 1756. "Jamais hardiesse raisonnable ne se présenta plus opportunément à notre monarchie. La multitude des contemporains s'y trompa (après y avoir cru), continuant à croire à la menace de la Maison d'Autriche et à la nécessité de maintenir chez nous la politique traditionnelle de son *abaissement*. Mais quelques esprits s'avisèrent que la continuation de cette lutte, après les abaissements successifs de la rivale de la Maison de Bourbon, ne pouvait profiter qu'aux puissances grandissantes, la Prusse et l'Angleterre. L'équilibre établi dans la *société des nations* risquait de se rompre en faveur de ces dernières. Un ministre bien connu, le cardinal de Fleury, avait déjà vu qu'un système nouveau deve-

nait nécessaire"; dès 1737, il voulait l'union intime du Roi et de l'Empereur. "Ainsi, débarrassée de toute inquiétude en Europe, la France eût gardé les mains libres pour son commerce, ses colonies et toutes ses entreprises d'outre-mer qui promettaient un magnifique développement."

Ces conclusions de l'auteur de *Madame de Pompadour et la politique* (1927) ne semblent pas être attaquables si l'on veut tenir compte des faits. "Les propositions de l'impératrice à la France allaient au-devant d'un désir paternel du Roi, qui s'accordait avec un intérêt national. On consentait que son gendre, l'infant Don Philippe, échangeât ses petits duchés d'Italie pour un établissement d'un meilleur rapport dans les Pays-Bas. Au besoin, on garantirait à l'avance le retour à la France à ces territoires, qui assuraient à jamais la sécurité de nos provinces du Nord."

Marie-Thérèse déclarait même qu'elle ne s'opposerait pas à ce que le prince de Conti arrivât au trône de Pologne: "au contraire, nous y aiderions."

Que demandait-on à la France en retour? La renonciation complète à l'alliance avec le roi de Prusse, qui, dès le 16 janvier 1756, devait se lier avec l'Angleterre, à l'insu de Louis XV, son allié.

Nous ne comprenons pas, pour notre part, les objections de Richard Waddington que nous trouvons d'ordinaire si logique dans ses raisonnements. Ce que Richard Waddington (tome 1, p. 331) reproche surtout à Rouillé et à Bernis, c'est de n'avoir pas assuré la réciprocité absolue des services (ou des obligations) dans le traité de Versailles du 1^{er} mai 1756. "Quant au point capital de la réciprocité, le succès resta au diplomate autrichien (Stahremberg), qui obtint dans la garantie donnée par l'impératrice le maintien de l'exception "au cas de la présente guerre entre la France et l'Angleterre", tandis que la garantie accordée par le roi de France ne contenait aucune restriction et s'appliquait, par conséquent, à une attaque du roi de Prusse contre les Etats de l'impératrice. Après de longs débats, il fut décidé que l'on rédigerait un *article secret* d'après lequel l'exception ne viserait que les hostilités directes entre la France et l'Angleterre, et non l'éventualité d'une entreprise contre la France par une autre puissance agissant comme auxiliaire de l'Angleterre."

Ce qui nous paraît plus surprenant, c'est ce qu'ajoute Waddington à la page 332, que "Bernis ne peut arracher, même dans les articles secrets, aucune déclaration ou promesse relative à l'établissement de l'Infant Don Philippe."

L'impératrice-reine s'engageait à observer la neutralité dans le conflit entre la France et l'Angleterre; de son côté, Louis XV promettait de respecter les Pays-Bas ou autres royaumes appartenant à l'Impératrice. Les parties contractantes s'accordaient la garantie et la défense réciproques de leurs possessions et États actuels *en Europe* "contre les attaques de quelque puissance que ce soit, le cas de la présente guerre entre la France et l'Angleterre, uniquement excepté."

Même en tenant pour incontestables tous les faits apportés par Richard Waddington dans son volume portant le titre de *Renversement des Alliances*; bien plus, même en examinant attentivement le deuxième traité de Versailles (1^{er} mai 1757); enfin, même face au troisième, conclu par Choiseul, celui-là, en mai 1759 et qui demandait le maintien de 100.000 Français en Allemagne, je ne vois pas comment l'on peut écrire que "le second traité de la France jetait la France à la remorque de l'Autriche; que la France consacrait toutes ses forces à la guerre continentale; que les colonies étaient abandonnées à elles-mêmes." C'est pourtant la conclusion à laquelle arrive H. Vast, à la page 220, au tome septième de Lavis et Rambaud, *Histoire générale, Le XVIII^e siècle* (1715 à 1788), chapitre premier: *Renversement des Alliances*.

La France, en s'obligeant à fournir 105.000 hommes, à solder un corps de 8.000 Bava-rois et Wurtembergeois pour le compte de Marie-Thérèse, et même à lui payer un subsidé de 12 millions de florins, par le second traité de Versailles (1^{er} mai 1757), consacrait-elle en vérité toutes ses ressources à la guerre continentale; abandonnait-elle ses colonies; exagérait-elle le système autrichien au point de se précipiter aux plus grands désastres de gaieté de cœur?

N'étaient-ce pas plutôt la Prusse et l'Angleterre qui étaient en péril? La formidable coalition de l'Autriche, de la Russie, de la France, de la Suède et de la Pologne contre Frédéric II, — coalition que vient de raconter H. Vast — ne justifiait-elle pas les plus vigoureuses espérances? Déjà on avait pu voir le Roi-soldat opérant péniblement en Saxe, son élan brisé. Bientôt — avant Rossbach et Leuten — il serait démoralisé au point de vouloir se tuer. Supposons que fût arrivé ce que tout le monde prévoyait en 1757. L'Europe se serait trouvé, dès 1757, en présence d'une Prusse anéantie par l'Autriche et la Russie, du Hanovre conquis sur l'Angleterre par les armées du maréchal d'Estrées et de Richelieu, des Anglais bloqués par Montcalm en Amérique et de Minorque arrachée en pleine Méditerranée à la fière Albion. Voit-on

la mine piteuse de Pitt en face d'un pareil désastre! L'Angleterre rendait à la France Louisbourg et le Cap Breton à la paix d'Aix-la-Chapelle (1748), parce que Maurice de Saxe et les armées de Louis XV avaient triomphé en Europe: qui empêche de croire qu'en 1757 le Parlement Anglais eût cédé sur les frontières de l'Acadie et de l'Ohio, plutôt que de voir la France victorieuse partout se tourner fermement contre son île, menaçant d'aller couper à Londres le nœud de toutes les coalitions?

En vérité, nous ne voyons rien qui puisse détruire pareil raisonnement. Retenons que "la guerre de Sept Ans se fait aux colonies (Indoustan et Amérique), dans les mers d'Europe et sur le continent (européen). La guerre continentale contient deux groupes principaux d'opérations: 1^o Dans l'Allemagne occidentale (Whesphalie, Franconie, Hesse, Hanovre): Français contre Anglais, puis Français contre Ferdinand de Brunswick." Et deux armées françaises sont habituellement en campagne: l'une sur le Rhin, l'autre sur le Mein. Or, aux termes mêmes de H. Vast, "les opérations peuvent se répartir en trois périodes distinctes: dans la première (1756-1757), Frédéric II, après de grands revers, se relève par des succès inespérés (Rossbach et Leuten); dans la seconde (1758-1760),

il semble de nouveau perdu; il ressaisit, mais plus difficilement, l'avantage; dans la troisième (1761-1763), il est épuisé encore plus que ses ennemis; mais la Russie se retire de la coalition et cette défection sauve la Prusse." (H. Vast, dans Lavis, au tome 7^e, p. 226.)

Et c'est tout ce qu'il nous faut pour établir, de l'aveu même de ceux qui y contredisent, que l'alliance autrichienne devait amener d'excellents résultats. Normalement, la formidable coalition contre le Roi-soldat devait ruiner la Prusse de fond en comble et permettre à la France de dicter la paix à l'Angleterre. Quel autre résultat pouvaient ambitionner Louis XV et son Conseil? Si les événements ont tourné contre la France et l'Autriche, c'est que la Providence s'en est mêlée. "L'homme s'agite et Dieu le mène." Dieu avait fixé l'heure de la puissance britannique sur le monde, sa volonté était que rien ne pourrait l'arrêter; et tout, en dépit des obstacles, devait servir à mettre debout une Angleterre toute-puissante à ce moment précis de 1762.

Après cela, que l'on dise que la France, par son élite, s'était attiré ces malheurs de la guerre de Sept Ans, nous n'y objectons rien, parce que nous pensons constater que la honteuse corruption des idées et des

mœurs, chez Louis XV et son entourage, devait amener la colère de Dieu sur la nation. Trop nombreux aussi au Canada étaient les dérèglements pour que la menace du châtiment s'arrêtât en chemin.

Tout de même, l'historien a bien le droit de se demander si les mœurs et la morale des pays protestants, en l'espèce, en Angleterre et en Prusse, valaient mieux qu'en France; si l'avare George II, qui, tout comme Louis XV, avait sa maîtresse, et le brutal Frédéric, ne méritaient pas davantage d'être punis par le Ciel courroucé? L'observateur désintéressé peut sans doute *hasarder* que Dieu est plus sévère pour les nations *amies*, et qu'en fin de compte, ses desseins sont insondables. Saint Paul, dont la philosophie était éclairée par la grâce, n'en revenait pas de la grandeur des conseils divins. On se souvient du texte de l'épître aux Romains. "*O altitudo divitiarum sapientiæ et scientiæ Dei: quam incomprehensibilia sunt judicia ejus, et investigabiles viæ ejus!*"

Mais il était décrété que cette guerre de Sept Ans ne se ferait pas sans gloire pour notre chère patrie française. Et c'est ce que le chapitre *sur les généraux français du temps de Montcalm* voudrait mettre en lumière.





CHAPITRE HUITIEME

Les généraux de la France au temps de Montcalm méritent-ils le mépris dont on les couvre?

Encore ici, nous ne redressons pas des mythes. Nous avons d'autre chose à faire que de nous attaquer à des fables. Nous répondons aux affirmations de nos auteurs, aux préoccupations que nous laisse la lecture de nos histoires. Quand nous rencontrons des textes comme ceux qui suivent, qui se lisent dans des ouvrages de grande réputation, dont le style est d'une étonnante perfection, dont la documentation est habituellement sérieuse, nous sommes étonnés et instruits tout à la fois. Nous puisons dans ces rencontres le goût de la critique historique. Il n'y a pas à hésiter, il faut passer par-dessus les ouvrages de seconde main pour aller chercher en face des documents originaux une vue directe du passé. Il faudrait en finir avec ces généralisations qui ne ressuscitent pas le passé avec assez de vérité. Il ne s'agit pas, du reste, de tout faire et de rejeter les recherches déjà effectuées. Il suffit

sans doute de mettre un peu plus de vérité dans l'histoire. Et souvent, le plus humble des historiens doit s'exercer — tout comme Bossuet — “à ces minuties de la recherche et de l'interprétation critique des faits, où la patience se rompt, où le savoir s'étend, où le jugement s'affine.”

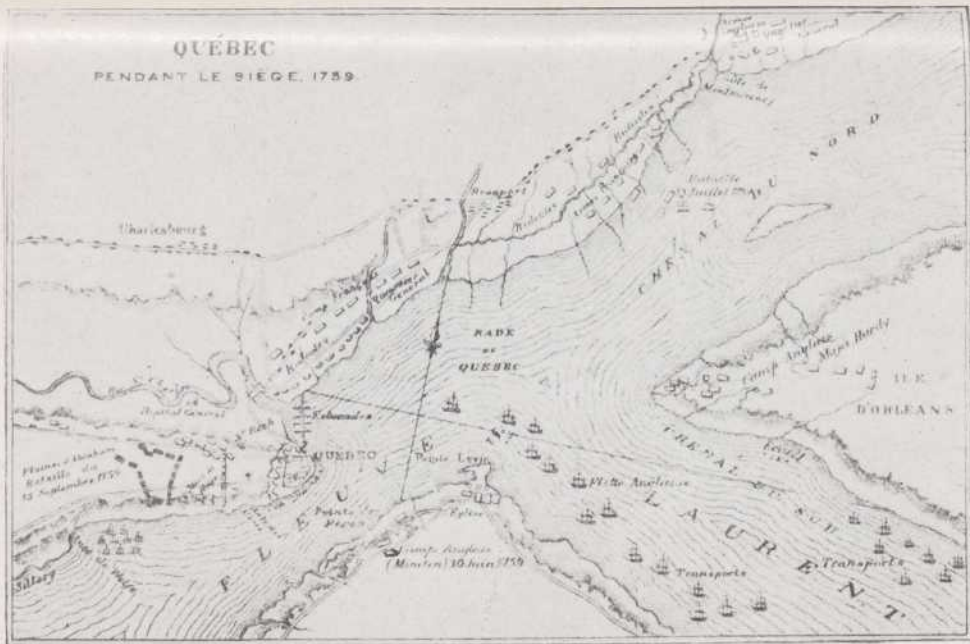
Lisons patiemment ces textes de M. H. Vast, dans *l'Histoire générale* de Lavissee, au tome 7^e (1922), p. 245.

“Madame de Pompadour était alors le vrai roi de France. La France lui doit la chute du Comte d'Ar-genson et de Machault, le choix de Soubise et de Contades, *le refus opposé à Bougainville de tout secours à nos braves soldats du Canada*. Elle considérait comme son œuvre l'alliance autrichienne, et, pour la soutenir, elle engloutit toutes les forces vives du pays dans une guerre sans issue pour la France, la guerre continentale. Entre ses mains, les ressources publiques semblaient se fondre.”

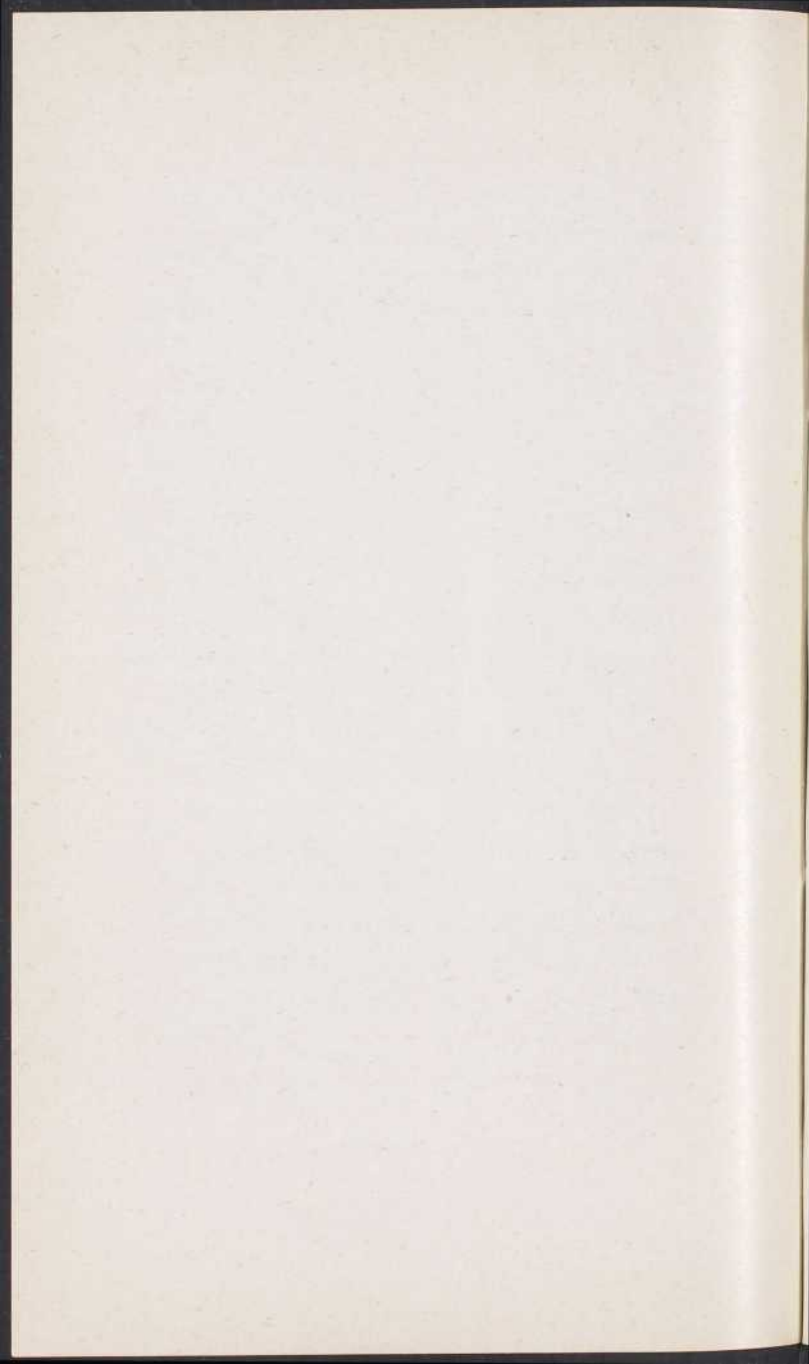
Et M. H. Vast cite Bernis. A qui a étudié cette période en son entier, il apparaît clairement que le cardinal de Bernis a manqué de courage en 1758, qu'il a vu les choses en noir; et c'est pour cela que Louis XV l'a disgracié. Le ministre des Affaires Etrangères voulait une paix impossible, que la France ne pouvait

QUÉBEC

PENDANT LE SIEGE, 1759.



Québec pendant le Siège, 1759.
(Archives du Canada, Ottawa.)



pas signer en 1758 sans déshonneur: est-il étonnant que Louis XV, fatigué de ses plaintes, l'ait jeté par-dessus bord? Le Roi a fini par s'irriter "qu'on lui proposât de changer l'attelage au milieu du gué." Ce bon Bernis, quand il écrit: "Nous n'avons ni généraux ni ministres. Je trouve cette phrase si bonne que je veux bien qu'on me comprenne dans la catégorie," il ne fait que continuer à décrier un état de choses qu'il voit mal, dont il ne se rend pas compte. Le ministre incapable, c'est lui. Louis XV a eu parfaitement raison de le remercier, le 9 octobre 1758. Le nouveau cardinal avait oublié qu'il était encore au service du Roi de France, le maître de la politique française, en dernier ressort.

Mais surtout le cardinal oubliait les véritables grands hommes qui l'entouraient. Comment expliquer qu'il n'ait pas aperçu la valeur de Belle-Isle, ministre de la guerre, un peu vieilli sans doute, mais encore le plus compétent des hommes de guerre en Europe, si on excepte Frédéric II; celui dont le capitaine André Dussauge a pu dire qu'il était peut-être l'égal de Maurice de Saxe dont les victoires sur les champs de bataille en Europe avaient assuré la paix d'Aix-la-Chapelle. Grâce aux éclatants triomphes de Maurice de Saxe, l'Angleterre avait dû rendre à la France le

Cap Breton et Louisbourg. "Belle-Isle est une des belles intelligences de son époque. Il avait manqué l'occasion de manifester les talents d'un grand capitaine, mais quand on étudie les opérations qu'il dirigea, soit en Bohême, soit en Provence, on ne peut s'empêcher de croire qu'il eût possédé, le cas échéant, les qualités du Maréchal de Saxe. Il était aussi entreprenant, aussi clairvoyant, aussi capable de jeter une vue d'ensemble sur les événements et les difficultés. Au moment de son entrée au Ministère, il avait soixante-quatorze ans et des infirmités nombreuses. Dix ans plus tôt, il eût été à même de commander l'armée; la face des choses aurait certainement changé s'il avait pu se rendre sur le théâtre de la guerre... Et si la guerre de Sept Ans eut pour le Royaume des résultats désastreux, il faut convenir que la partie fut perdue peut-être parce qu'on n'écoula pas assez les conseils du Maréchal, aux armées comme à la Cour. Belle-Isle s'obstinait à voir dans son pays l'arbitre des destinées de l'Europe, la France de l'ambassade grandiose de Francfort et de la journée de Fontenoy: il n'était pas fait pour comprendre la pusillanimité de Bernis ou le scepticisme de Choiseul." (*Belle-Isle*, par André Dussauge, p. 121, 1914.)

Et sans doute Bernis ne pouvait voir dans Choiseul, son subordonné d'hier, un génie politique de première grandeur, encore qu'il eût fatigué le Roi pour que le Comte de Stainville, devenu duc de Choiseul, fût son successeur attitré. Il n'empêche que Choiseul, plus courageux que Bernis et plus clairvoyant, fut un très grand ministre. La France lui doit le *Pacte de Famille*, et d'avoir entraîné l'Espagne dans le conflit contre l'Angleterre, et de n'avoir pas voulu se laisser acculer à une paix impossible en 1758, en 1759, en 1760 et surtout en 1761.

On rencontre chez notre auteur, M. H. Vast, d'autres textes aussi inexplicables que celui que nous venons de citer. Ainsi à la page 221, M. Vast en vient à écrire que Mme de Pompadour "ne voulait pas seulement être l'intendante des plaisirs du Roi; elle aspirait à gouverner la Cour et l'Europe. *Elle dictait les choix des généraux et des ambassadeurs.* Le Roi apportait au Conseil sa belle et impassible figure, mais laissait prendre les décisions par les créatures de la favorite. Il s'occupait *historiquement* des affaires de son Royaume."

Et nous sommes tout prêt à concéder que tout contribue à faire apparaître la toute-puissante favorite comme l'unique conseillère de Louis XV; mais il ne

faut pas se laisser prendre aux apparences. En étudiant les choses de plus près, force nous est d'admettre que Louis XV faisait son métier de roi. Qu'on se souvienne ici du texte de Pierre de Nolhac disant que rien ne nous permet de croire que Madame de Pompadour a pesé d'un poids quelconque sur la décision prise en faveur de l'Autriche. Et c'était bien plus le parti de la finance qui influait sur la nomination des généraux que la marquise. Elle cherchait plutôt à comprendre la pensée d'un roi timide, paralysé en grande compagnie. Une fois la pensée du roi devenue claire dans son esprit de femme, elle travaillait de toutes ses forces à la réaliser. Elle voulait le bonheur du Roi en faisant la volonté du monarque. Et nous la surprenons plus d'une fois à penser "avec la hauteur qui convient à une bonne Française."

Remettons-nous en mémoire — ou apprenons — la consternation de la Cour de Versailles, lors de l'arrivée du courrier de Clermont, annonçant la résolution du général d'évacuer le Hanovre. La lettre était datée de la ville de Hanovre, 18 février 1758. On décide incontinent de remplacer le faible Paulmy, à qui on avait confié temporairement le portefeuille de la Guerre. C'était le neveu d'Argenson, et il était habitué au travail dans ce ministère. "Mme de Pom-

padour penchait pour le marquis de Contades, les frères Paris (Paris de Montmartel et Paris-Duverney) pensaient à Crémilles. D'après Bernis ce fut Duverney, d'après Luynes, ce fut le Roi lui-même qui décida le choix du seul personnage capable, à cette époque, de suivre les opérations de l'armée et d'administrer les ressources militaires du royaume; le 26 février 1758, le portefeuille de la Guerre était remis entre les mains du maréchal duc de Belle-Isle."

Belle-Isle n'a donc pas été nommé par la Marquise. Dira-t-on qu'elle avait nommé Richelieu? Mais il est avéré que Richelieu était parmi ses ennemis les plus violents, ainsi que d'Estrées et Belle-Isle du reste. Alors? La vérité se trouve sans doute dans ces constatations que je trouve dans Dussauge. "L'opinion publique attribua longtemps le choix des généraux pendant l'année 1757, soit à Belle-Isle, soit à Mme de Pompadour. En réalité, les vrais gouvernants ne sont ni le maréchal, ni l'abbé de Bernis, ni la favorite. Ceux qui font et défont toutes les combinaisons, qui nomment aux emplois, sont les deux colonnes de la finance, Paris de Montmartel et Paris-Duverney. Le maréchal d'Estrées était l'ami intime de Belle-Isle, mais ses relations avec Paris-Duvernay, le grand munitionnaire, était des plus tendues. Le parti de la

finance demanda son remplacement et l'obtint." (Voir citées dans Dussauge, à l'appui de ce fait, *mémoires* de Mme du Hausset, la femme de chambre de la marquise, une lettre du comte de Gisors, le propre fils de Belle-Isle, et les *mémoires* de Bernis.)

Comment alors expliquer le rappel de Richelieu? C'est que ce *père la maraude* s'aliéna Duverney, en ruinant le crédit du munitionnaire dans les pays conquis.

"Ainsi donc le parti de la finance nommait et destituait les généraux. Après l'exécution de Richelieu, ce fut Duverney qui choisit une fois de plus son successeur. Le vieux fermier général élimina, bien entendu, le maréchal d'Estrées qui possédait la confiance des troupes, puis successivement Mortaigne, l'homme de confiance de Belle-Isle, Chevert parce que roturier, Saint-Germain parce que trop jeune et trop indépendant, Villemeur parce que incapable. Il restait une solution séduisante: le comte de Clermont, prince du sang, qui depuis longtemps était candidat au commandement en chef. Duverney la proposa. Le 17 janvier 1758, le Roi la sanctionna dans son conseil."

Un autre exemple nous fera mieux voir comme on est loin de la vérité quand on affirme que Madame de Pompadour nommait et défaisait les généraux selon

son caprice. Il s'agit de la nomination du duc de Broglie au poste de généralissime, en septembre 1759. Broglie est l'ennemi de la Marquise, il est mal vu à la cour, et Belle-Isle et le duc ne s'entendent guère, à cause de vieilles oppositions qui sévissent toujours entre les deux familles. Et pourtant Broglie est nommé. Tout le monde remise ses rancunes. Soubise écrit à Castries (29 avril 1759): "Je pense et je dis qu'il faut se servir de M. le duc de Broglie et lui passer les défauts de son caractère. Il mérite beaucoup." Et la Marquise déclare à Stahrenberg qu'"il est le seul qu'on pût charger du commandement avec quelque confiance;" ailleurs elle avoue qu'"il sait se battre." Pourquoi ne tient-on pas compte de ces faits? sans doute parce qu'on les ignore? mais soyons justes, et retenons que Madame de Pompadour pousse Broglie, le meilleur capitaine de France en 1759, à la tête des armées d'Allemagne, malgré ses préventions contre ce général.

Enfin versions au dossier la lettre de Madame de Pompadour à Clermont. L'amie se dérobe aux instances que fait le prince pour obtenir sa nomination à la place du maréchal d'Estrées en mars 1756. "J'ai dit au maréchal de Belle-Isle, Monseigneur, que je vous croyais préparé à la nomination du maréchal d'Estrées

pour le commandement de l'armée, et en effet, je vous supplie très instamment de vous rappeler ce que j'ai eu l'honneur de vous dire à ce sujet à Fontainebleau et depuis à Versailles. J'estime le maréchal d'Estrées parce que je le crois très honnête homme; à l'égard de ses talents militaires, je ne puis assurément en être juge et le public ne peut pas (sans la plus grande injustice) me taxer de ce choix. Le maréchal d'Estrées est ma connaissance de société, je n'ai jamais été à portée d'en faire mon ami intime, mais quand il le serait autant que M. de Soubise, je ne prendrais pas sur moi de le faire nommer, dans la crainte d'avoir à me reprocher les événements. Vous avez bien voulu, Monseigneur, me parler avec confiance, vos bontés autorisent la mienne et me font hasarder de vous dire ma façon de penser, il n'en est pas de plus certaine que mon tendre attachement pour Monseigneur. S'il vient dimanche à Versailles, je lui proposerai de dîner avec des personnes qui ne lui déplairont pas."

Après ces explications, comment peut-on soutenir le texte de H. Vast disant que "la marquise dictait les choix des généraux et des ambassadeurs?"

Et du reste, n'est-ce pas le même M. Vast qui prononce (page 214) en *parlant du secret du roi*, que "Louis XV n'abdiqua jamais qu'en apparence son

rôle de roi; il était en réalité bien informé et il lui arriva souvent d'imprimer à la politique étrangère une allure toute personnelle." Si ce n'est pas là contredire ce qu'il a articulé à la page 221 que nous avons transcrite précédemment...

M. Vast ne va-t-il pas jusqu'à écrire, page 223, que "la France n'eut guère alors que *des généraux de salon*, fort aimables courtisans, *mais d'une ignorance absolue*. Un caprice les élevait, un caprice les faisait tomber, un autre leur rendait le commandement. Il fallait plaire à Versailles pour être général ou amiral... *Les chefs français ne savaient ce que c'est qu'un camp, une armée, une manœuvre*. Ils ignoraient encore bien plus la géographie et la tactique."

En vérité, est-ce que tout cela peut se soutenir à la lumière d'un examen rigoureux? *Pour un général de salon, d'une ignorance inconcevable*, je trouve que le maréchal d'Estrées, le premier nommé dans cette guerre, est simplement extraordinaire. N'est-ce pas lui qui a ouvert la campagne de Westphalie en avril 1757, avec environ 80.000 hommes, qui s'avance sur le duc de Cumberland, le propre fils du roi d'Angleterre, qui le force à abandonner ses lignes de Bielefeldt (13 juin) et à traverser le Weser, qui l'atteint à

Hastenbeck (26 juillet), lui livre bataille et le refoule à l'extrême nord de l'Allemagne?

Le maréchal de Richelieu qui remplace d'Estrées au lendemain de sa victoire, c'était précisément celui qui avait enlevé, en juin 1756, Minorque à l'Angleterre, en pleine Méditerranée: c'était la plus violente injure que l'on pouvait faire à la marine anglaise. L'escadre de Byng ne peut rien empêcher et le gouverneur Blakeney doit capituler après l'assaut de nuit donné au fort Saint-Philippe. La bravoure des grenadiers français était venu à bout de tout (28 juin 1756). Le plus beau, c'est que, sous le nouveau général, au Hanovre, les succès continuent; le duché de Brunswick et le Hanovre cèdent au vainqueur; l'adversaire se retire et paraît désertir la lutte. Le 4 septembre, Richelieu établit son quartier-général à *Closter-Seven*; et c'est là, le 8 septembre 1757, que Richelieu consent à signer la convention ou la capitulation que lui proposait Cumberland.

Je sais bien que ces succès ne durèrent pas, que Soubise fut entraîné dans la défaite de l'Autrichien Hildburghausen à Rossbach (5 novembre 1757), que Richelieu, surnommé *le père la maraude*, dut céder le pas à Clermont, au début de 1758, que Clermont, le nouveau général en chef, dut opérer la triste retraite

du Hanovre sous la poussée énergique de Frédéric de Brunswick, successeur de Cumberland. En fait, Clermont n'était pas à la hauteur. Il subit l'humiliation de voir son adversaire traverser le Bas-Rhin dès le 2 juin 1758; bien plus, à Crefeld (23 juin 1758), l'armée française fut fortement entamée malgré la superbe conduite de Saint-Germain, et la glorieuse mort du Comte de Gisors, le fils unique de Belle-Isle.

Mais n'oublions pas la victoire de Broglie à Sandershausen, le 23 juillet 1758; le courage indomptable de Chevert à Meers (4 août) où il s'agissait de détruire les ponts de Rees et d'empêcher l'armée de Ferdinand de Brunswick de repasser le Rhin. Le 10 octobre 1758, nouvelle victoire française sur Oberg et Issemburg. Cette fois, Chevert est bel et bien vainqueur, à Lutterberg. Entre temps, Frédéric achetait durement la victoire à Zorndorf (25 août 1758) contre les Russes, mais Daun battait le Hohenzollern à Hochkirch, le 14 octobre 1758.

En 1759, les succès de l'armée française en Allemagne sont plus fermes, puisque, cette fois, on empêche Ferdinand de mettre pied sur la rive gauche du Rhin. S'il y a à constater la victoire de Ferdinand sur le nouveau général français Contades, à Minden (1er août 1759), et la défaite écrasante du Roi-soldat

à Kunersdorf (12 août), Frédéric sort amoindri de cette campagne de 1759, il fait des vœux pour que l'Angleterre consente à traiter, pour qu'elle fasse aboutir les initiatives prises à La Haye. Il semble bien que si Québec avait tenu en septembre 1759, si Montcalm avait réussi à éloigner Wolfe de la capitale de la Nouvelle-France — ce que, jusqu'au 13 septembre, on pouvait raisonnablement prévoir — l'Angleterre aurait été amenée à faire la paix, parce qu'elle n'aurait pas voulu risquer de voir détruire la Prusse et le Hanovre.

Direz-vous que les campagnes de 1760 et 1761 furent défavorables à la France et à l'Autriche? Par habitude d'imaginer que tout a tourné contre les deux grandes puissances catholiques! La vérité, c'est que Broglie, généralissime français maintenant, faisait merveille, qu'il ne subissait la défaite à Villinghausen (15 et 16 juillet 1761) que par les hésitations malencontreuses de Soubise. Tenons compte de sa belle victoire du 10 juillet 1760, à Corbach.

Voici la Revue de la situation telle que la comprend le Roi de Prusse, le 10 décembre 1761.

“Les Autrichiens sont ici en Silésie maîtres de Schweidnitz et des montagnes; les Russes sont établis derrière la Warthe, de Colberg jusqu'à Posen, ce qui

rend ma situation incertaine, précaire et dépendante de mes ennemis. Chaque botte de paille qui m'arrive, chaque transport de recrues ou d'argent qui m'arrive, est ou devient une faveur qu'ils me font de me les laisser parvenir ou une marque de leur négligence de ne me point l'enlever. Du côté de la Poméranie, Colberg est perdue; sans miracle, je ne vois pas comment nous la pourrions sauver. En Saxe, les Autrichiens sont maîtres des montagnes, les Cercles de la Thuringue, et les Français avancés jusqu'à Mulhausen. Berlin est à la merci des Russes."

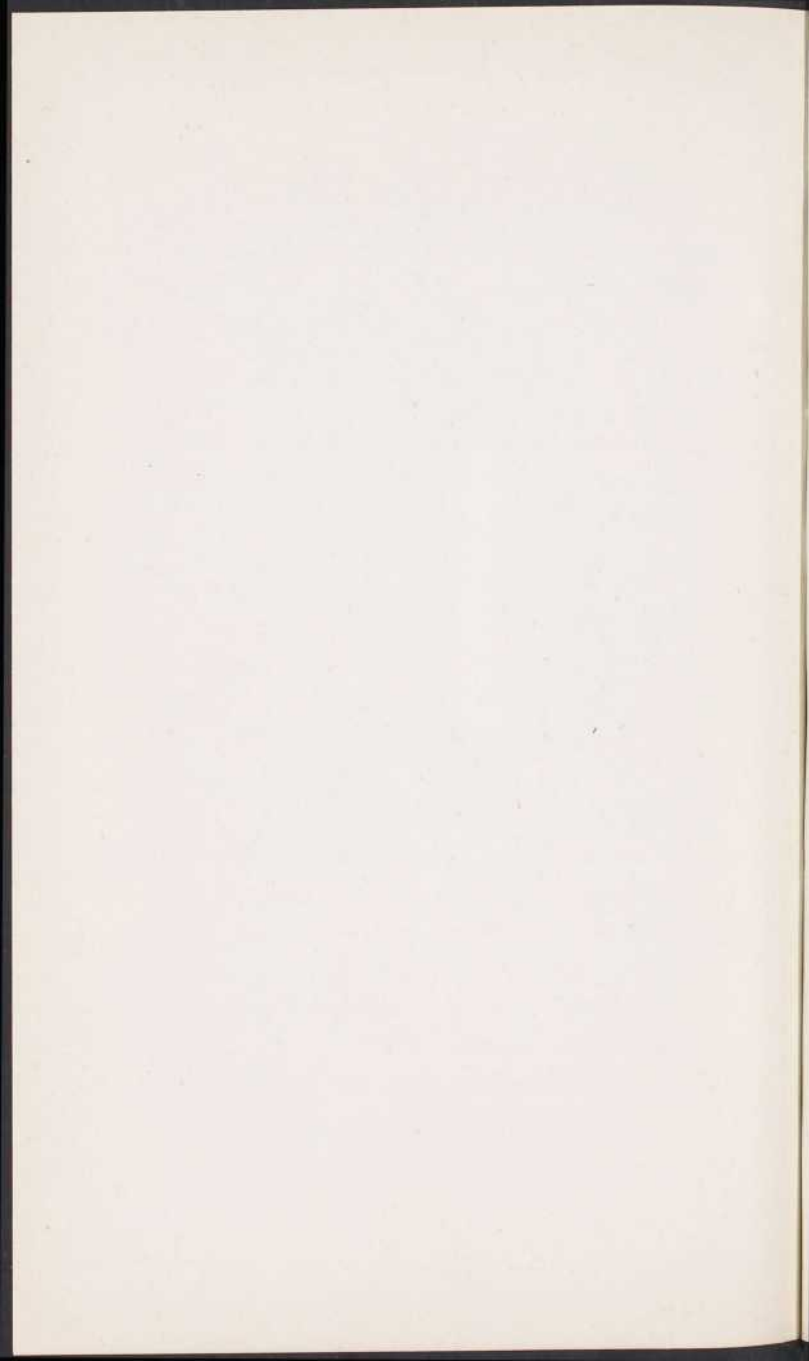
Et le 10 janvier 1762, Frédéric n'avait plus que 30.000 hommes, le prince Henri, son frère, n'en avait pas davantage et le pays était entièrement ruiné selon que l'écrit M. H. Vast lui-même. Et le Hohenzollern "aux mains prenantes", celui qui s'était lié à l'Angleterre par le traité de White-Hall (ou Westminster, le 16 janvier 1756), — trahison qu'il a cherché à couvrir par le mensonge, selon le mot de son frère, Henri de Prusse, — le violateur de la Saxe, le 28 août 1756, en était réduit à avouer, en janvier 1762: "Si tout secours venait à nous manquer, malgré l'espérance que nous en avons, je vous avoue que je ne vois pas ce qui pourra éloigner ou conjurer notre perte."

Alors qu'il écrivait ces lignes désespérées, le coup de théâtre s'était déjà produit qui devait le sauver. Le 5 janvier 1762, Elizabeth de Russie décédait, et son neveu, Pierre III, montait sur le trône. Ce dernier était chaud partisan de Frédéric. "Ce fut un renversement complet d'alliances bien plus imprévu et plus subit que celui de 1756."

Une nation qui compte parmi ses généraux d'Estrées, Richelieu, Saint-Germain, Chevert, et surtout l'illustre Broglie et le glorieux marquis de Montcalm, n'est pas une nation dont on peut écrire qu'elle n'avait pas de généraux. L'historien me paraît bien plus pénétrant qui souscrit à cette conclusion de Pierre de Nolhac: "A quoi tiennent les jugements de l'histoire? Cette guerre, malgré tant de fautes, a offert à la France des alternatives heureuses: Broglie, Saint-Germain, Castries — (nous y ajoutons d'Estrées, Richelieu et Chevert) — ont eu leurs victoires, et l'on s'est toujours battu hors des frontières. Mais dès la première année, tout devait être fini. Après son désastre à Kollin (18 juin 1757) et celui de ses alliés, le roi de Prusse se croyait perdu. Si Richelieu, vainqueur à Closter-Seven (8 septembre 1757), n'avait pas épargné le duc de Cumberland et une armée à sa merci, la guerre sur terre était achevée en une campagne. La fortune se fixait.

Le règne de Louis XV restait un grand Règne; le maréchal (Richelieu) devenait un autre Turenne; et madame de Pompadour elle-même, ayant été mêlée à cette politique, passait peut-être devant la postérité, pour un profond génie féminin."

Mais la question se pose: Qu'ont fait ces grands français pour empêcher que Montcalm ne fût réduit à une catastrophe? Le chapitre neuvième voudrait y répondre.





CHAPITRE NEUVIEME

La France a-t-elle abandonné le Canada de gaieté de coeur, en 1759?

Voilà la question de première importance à laquelle nous voulons toucher avant de conclure. Nous l'avons dit, M. Chapais a enrichi la littérature sur le sujet, par la discussion qu'il en a faite au chapitre quinzième de son *Montcalm*. Nous trouvons à cet endroit la lettre de Berryer, le ministre de la marine, écrite à Montcalm le 3 février 1759. Entre autres choses le ministre expliquait que "(les envois) en Canada seront moindres que les demandes qui ont été faites; mais c'est tout ce que les circonstances ont permis de faire dans un moment où l'on est occupé à réunir ses forces pour tâcher de dégager toutes les parties par quelque opération décisive."

Et M. Chapais se montre très instruit de l'opinion qui s'est formée chez nombre de nos historiens et chez nos poètes. Nos orateurs eux-mêmes ont parfois accepté

la légende de l'abandon du Canada par la France. (cf. Casgrain, *Montcalm et Lévis*, t. 2, p. 37; Crémazie, *Le Drapeau de Carillon*.) On pourrait citer ici de très récents discours, dont le thème général est de la plus haute inspiration, mais qui, par endroits, ne rendent pas justice aux vrais sentiments de la France ni à ceux de Montcalm. "Une fois de plus, écrit notre Sénateur, nous touchons du doigt la différence entre la légende et l'histoire, entre l'opinion trop hâtivement formée, trop facilement répandue, trop docilement acceptée comme incontestable et la vérité certaine, l'exacte réalité des faits."

La question se pose: Louis XV, Choiseul, Belle-Isle, en février 1759, songeaient-ils à abandonner le Canada? N'ont-ils rien fait pour le conserver? N'espéraient-ils pas toujours dans la victoire finale qui devait au moins laisser les choses en *l'état* de 1756? Appuyé sur des documents nombreux et irrécusables, il nous faut répondre que la France de 1759 souffrait beaucoup dans son honneur de penser que ses colonies lui échappaient en même temps que la domination des mers. Les vrais patriotes, c'est-à-dire les trois quarts du pays, gémissaient sous les affronts répétés que la nation recevait de l'Angleterre, et ils s'ingéniaient à trouver les

moyens sûrs de se venger. La nation croyait ferme que de bonnes victoires sur le continent forceraient la fière Albion à signer une paix dictée par Louis XV et Marie-Thérèse. Afin d'y arriver plus tôt, et plus certainement, les hommes d'Etat français — Belle-Isle, Choiseul — avaient imaginé de frapper un grand coup. Organiser une forte armée sur les côtes de l'Atlantique: 65.000 hommes, et les jeter sur les Iles Britanniques: voilà le plan formé alors. Pour l'exécuter, bâtir des bateaux plats capables de recevoir les soldats, réunir les flottes qui restaient encore à la France, et risquer la traversée de la Manche. "Choiseul, écrit Henri Martin (*Histoire de France*, t. 15, p. 543), tout en faisant continuer la guerre dans l'ouest de l'Allemagne, embrassa le hardi projet de saisir l'Angleterre corps à corps et de l'attaquer chez elle, projet que M. de Machault avait conçu le premier et que prônait le maréchal de Belle-Isle. Le succès d'une descente, opérée avec tout ce que la France pourrait concentrer de forces, lui parut moins improbable que celui d'une guerre poursuivie au loin sur les mers avec des escadres presque partout inférieures de moitié à l'ennemi. Dès les premiers mois de 1759, de grands préparatifs eurent lieu dans nos ports de l'Océan et de la Manche. On construisit à Dunkerque, au Havre, à Brest, à

Rochefort, une multitude de bateaux destinés au transport des troupes . . . Le dessein était beau.”

M. H. Vast, dans *l'Histoire générale* de Lavisse, au tome VII, p. 247, fait remarquer que “les Anglais avaient 156 vaisseaux de guerre de tout ordre en 1759; la France 60 seulement; que dès 1757, la Grande-Bretagne tenta elle-même de prendre pied sur le territoire français à l'embouchure de la Charente.” Mais de braves paysans faits prisonniers “ayant déclaré que tout était prêt pour la lutte,” les Anglais durent se contenter de la destruction du fort de l'île d'Aix. En 1758, ils brûlèrent quelques vaisseaux à Saint-Malo. “Du 10 au 15 août, les troupes anglaises se livrèrent au pillage méthodique de la ville de Cherbourg et de la banlieue. Ils enlevèrent des milliers de têtes de bétail, saccagèrent les Eglises et finalement remonterent à bord le 16 août.” (Dussauge, *Belle-Isle*, p. 405.) Une tentative de débarquement dans la baie de Saint-Cast (11 septembre 1758) fut glorieusement repoussée: “la noblesse bretonne, aidée de paysans, de bourgeois, d'écoliers, sous les ordres du duc d'Aiguillon, courut sus à l'ennemi et jeta à la mer toute son arrière-garde d'au moins 3.000 hommes.” On avouera qu'il n'est pas indifférent, pour l'intelligence de la

question, de savoir que la France avait à se défendre sur son territoire même.

Voyant ces tentatives d'invasion, "*Choiseul* cherchait à donner à la guerre maritime une plus énergique impulsion. Il préparait une descente en Angleterre (pour 1759). Des troupes furent réunies à Dunkerque par Chevert. Soubise, proclamé chef de la grande armée d'Angleterre, devait les commander; d'Aiguillon devait les commander en Bretagne. Des vaisseaux de transport furent préparés et les escadres de Toulon et de Brest s'apprêtèrent à appuyer le mouvement. Ce fut comme une première ébauche du célèbre Camp de Boulogne, mais qui ne devait pas avoir plus de succès."

Suit la défaite de La Clue par Boscowen sur la côte portugaise, à la hauteur de Lagos les 18 et 19 août 1759. La flotte de Toulon était anéantie. La flotte de Brest s'enlisa dans les bancs de sable aux Cardinaux: l'amiral Hawke n'eut à combattre que des débris. Ce fut *la journée de M. de Conflans*. (20 novembre 1759.)

Le projet de descente en Angleterre est d'une telle évidence que les deux secrétaires d'Etat, MM. Holderness et Pitt, en ont fait part aux deux chambres

d'Angleterre. On peut lire ce fait dans l'Histoire d'Angleterre de David Hume, traduction Campenon, t. 9, p. 484.

Sera-t-il nécessaire d'ajouter à de si nombreuses preuves? Faudra-t-il amener ici Richard Waddington et son accablante documentation, et mettre à portée du lecteur canadien que, dès 1756, l'Angleterre craignait une invasion chez elle, de la part des Français; qu'elle aurait été fort en péril, si la France en eût tenté l'exécution, puisque, à ce moment, l'effectif des troupes se chiffrait seulement à 40.000, dont à peine 30.000 se trouvaient dans les Iles Britanniques." (*Le Renversement des Alliances*, p. 439.)

En 1759, ce projet avait fait de grands progrès en France. Belle-Isle en parle dans la belle lettre qu'il écrit à Contades, généralissime en Allemagne, le 12 août 1759: "Le projet maritime subsiste toujours. Votre armée en sera affaiblie au moins de 24 bataillons." Une des raisons du reste pour lesquelles Contades livra la malheureuse bataille de Minden (1^{er} août 1759) fut "qu'il était au courant des préparatifs de descente en Angleterre et connaissait l'obligation dans laquelle il se trouverait de fournir des contingents au corps expéditionnaire."

Richard Waddington donne des renseignements inédits et il indique les sources où il puise au sujet de cette *expédition particulière*, à la page 364 et suivante de son tome troisième de la *Guerre de Sept Ans*. Il nous invite à consulter sur les événements maritimes de 1758-1759, la *Vie privée de Louis XV* (Londres, 1781), et l'ouvrage classique de Lacour-Goyet la *Marine militaire de la France sous le règne de Louis XV*. (A noter que Lacour-Goyet vient de décéder à Paris, en décembre 1935.)

“Malgré la mauvaise impression causée par le combat de Lagos, le cabinet de Louis XV n’interrompit pas les préparatifs de l’entreprise qui, sous le titre mystérieux *d’expédition particulière*, était dirigée contre l’Angleterre. D’après la conception primitive, le départ initial devait avoir lieu des ports de la Bretagne; un corps expéditionnaire de 26 bataillons, 4 escadrons, avec parc d’Artillerie, d’un effectif de 20.000 hommes, aux ordres du duc d’Aiguillon, le vainqueur de Saint-Cast, devait s’embarquer sur 90 navires de 200 à 400 tonneaux et faire voile sous l’escorte d’une division de 6 vaisseaux; le projet était de contourner l’Irlande et de prendre terre en Ecosse, dans la baie de la Clyde. Entre temps on espérait réunir à Brest, grâce à la jonction avec l’escadre de la

Méditerranée, une flotte de 28 vaisseaux de ligne assez forte pour en imposer aux Anglais ou tout au moins pour détourner leur attention du convoi." Outre ce premier contingent, Choiseul avait ouvert des négociations à Stockholm, et il espérait réussir à y ajouter 10.000 Suédois qui iraient rejoindre en Ecosse.

"Deux autres corps d'armée, commandés par Soubise et Chevert seraient expédiés, le premier, des ports de la Normandie, le second de ceux de Flandre; destinés à une descente en Angleterre, ils devaient traverser la Manche dans des flottilles de bateaux plats dont la construction se poursuivait avec activité dans les chantiers de la côte." La désastreuse journée du 20 novembre 1759 — le Trafalgar de la guerre de Sept Ans, qui porte dans l'histoire le nom de combat des Cardinaux — mit fin à ce beau rêve, digne de la France, d'aller couper à Londres le nœud des coalitions. Ce fut la suprématie navale de l'Angleterre pour de bon.

"En 1756, nous avons vu La Galissonnière vainqueur de Byng et maître de la Méditerranée; en 1757, Dubois de la Motte réunit une flotte imposante à Louisbourg, et la ramène en France sans perte." En 1758, Beaussier et Duchaffault se rendent à Louisbourg sans accident. En 1759, la situation s'aggrave: nos escadres succombent devant le nombre des vaisseaux enne-

mis, et devant la hardiesse et l'énergie d'un Boscawen et d'un Hawke. "Nos colonies, privées de secours, coupées de toute communication avec la métropole, sont à la merci de l'Anglais. La guerre maritime est achevée et fait place à celle du blocus." Mais cette situation n'était pas précisément voulue par Belle-Isle et Choiseul. Ils durent s'y soumettre, voilà tout. Ils avaient fait l'impossible pour secourir le Canada.

* * *

Le sentiment de la France en faveur de ses possessions américaines apparaît aussi et de très sérieuse façon, *par les efforts de ses diplomates à maintenir le statu quo de 1756*. En 1759, le 21 septembre, un mémoire fut présenté au nouveau roi d'Espagne, Don Carlos, qui venait de succéder à son frère Ferdinand. Par ce mémoire, Louis XV acceptait la médiation de S. M. Catholique dont la sympathie pour la France était connue. Et l'on trouve écrites dans ce document, les conditions qui constituaient l'ultimatum de Choiseul à l'Angleterre. Les voici telles que résumées par Waddington, t. 3, p. 434. Remise de la délimitation des territoires de l'Acadie et de l'Ohio à l'arbitrage du roi d'Espagne. Restitution de l'île de Minorque en

échange du droit de rétablir les fortifications de Dunkerque... Démolition de Louisbourg et engagement de ne pas réédifier de forteresse dans le même endroit... Evacuation des villes et contrées occupées en Allemagne par les Français. Dislocation des armées confédérées et interdiction de les employer contre la France. Liberté pour les deux puissances d'accorder des subsides en argent à l'Impératrice-Reine et au roi de Prusse. Abandon de toute réclamation relative aux navires marchands confisqués avant la déclaration de guerre. *Restitution de toutes les conquêtes faites sur la France par les Anglais en Amérique ou ailleurs.* Et Waddington ajoute que "le mémoire qui contenait ces bases de pacification fut remis au roi d'Espagne le 21 septembre 1759, et six jours après, Ossun annonçait à Choiseul que Tannucci avait écrit à Londres pour offrir formellement la médiation du Roi, son maître, et il le fait dans les termes de l'amitié, mais en faisant sentir en même temps que le roi d'Espagne se flatte de ne pas éprouver un refus."

Est-ce la faute des hommes d'Etat français si Pitt témoigna avec hauteur qu'il n'était pas temps de penser à la paix, "que les grands succès de l'Angleterre exigeaient du roi britannique qu'il s'occupât uniquement du soin de les conserver." Le représentant de

l'Espagne ajoutant que "S. M. Catholique ne pouvait pas voir avec indifférence les progrès considérables des Anglais en Amérique, ni souffrir tranquillement que l'équilibre des possessions établi par le traité d'Utrecht dans ce continent fût altéré ou renversé, Pitt parut frappé de cette déclaration, et il avait articulé que l'Angleterre n'entendait pas garder toutes ses conquêtes." Le Roi George II était prêt à donner de grandes facilités pour parvenir à une conciliation avec la France.

Ce qui rendait l'Angleterre plus difficile c'étaient les bonnes nouvelles qu'elle recevait d'Amérique. En octobre seulement on avait appris la prise de Québec (18 septembre 1759) cinq jours après la victoire des Plaines d'Abraham, et on escomptait l'occupation prochaine de tout le Canada. Malgré sa morgue, le grand ministre anglais, au printemps de cette année 1759, avait été souvent mis au courant par Newcastle, le premier ministre, de l'impossibilité de continuer (la guerre) sur cette échelle, pendant une autre année."

Il faut lire la correspondance de Newcastle, et ses mémoires, de même que les *Rapports de France* de 1757 à 1761, que recevait Pitt et que l'on retrouve dans les Chatam Papers (86), au Record office, à

Londres. De ces lectures une toute autre intelligence de la guerre de Sept Ans se forme dans nos esprits. Nos auteurs ne savaient évidemment pas ces choses, en tout cas ils n'ont pas su en extraire la substance et la faire passer dans l'histoire. En constatant les embarras de l'Angleterre, la France nous paraît moins à plaindre. Dites ce que vous pensez de l'avarice du septuagénaire George II, de la puissance de la favorite lady Yarmouth en cour anglaise, des inimitiés cruelles qui s'exercent en plein conseil des ministres anglais, de l'arrogance du sieur Pitt qui veut tout mener, et qui menace sans cesse ses collègues de sortir du Cabinet. Ajoutez les embarras financiers extrêmes dont souffre le trésor britannique. A certaines heures on craint la faillite.

“Aux embarras financiers vinrent bientôt s'ajouter la crainte du débarquement français et la mauvaise impression causée par la retraite persistante du prince Ferdinand” en Allemagne, devant les armées françaises, au printemps de 1759. “Les préparatifs qui se faisaient dans les ports français commençaient à frapper les esprits, jusqu'alors très sceptiques sur le danger venant de ce côté. Admirablement renseigné par son service d'espionnage, Pitt lui-même, qui tout d'abord avait refusé de croire aux menaces d'inva-

sion, fut bien obligé de se rendre à l'évidence. En guise de mesure défensive, il fit décider la convocation des milices; mais l'appel aux autorités locales eut peu de succès; on se défiait de ces troupes improvisées... L'émotion causée par la perspective d'une descente des Français et par les dépêches du Hanovre battait son plein, quand une lettre du roi de Prusse suggérant la réunion d'un congrès en vue du rétablissement de la paix vint augmenter le trouble des esprits." (R. W., t. 3, p. 478.)

Songez que la France a une population de 20.000.000 comparée à 8 ou 9 millions d'Anglais; la Prusse est un tout petit pays qui compte à peine 5 millions. Qu'est-ce en face de l'Autriche-Hongrie dont la Reine disait à Stainville en juillet 1758 qu'"elle avait encore en ses Etats 15 fois plus d'hommes que le Roi de Prusse ne pouvait en avoir." Songez enfin que la France a un revenu de 330,000.000 de francs pour 1759. Sans doute il lui faudrait un surplus de 200 autres millions. Mais l'Angleterre, avec un budget de 327 millions de francs, manque d'argent pour faire face aux dépenses nécessaires.

Pour quelle raison cet effort — dont la véritable initiative revient à Frédéric qui prévoyait une issue désastreuse — n'a-t-il pas abouti? Cette tentative n'a

pas amené de résultats parce que l'Angleterre demandait de mettre au même rang que la nation britannique le roi de Prusse. Or la France ne le pouvait pas étant donné qu'il s'agissait de la paix particulière entre George II et Louis XV. L'Autriche s'y opposait formellement. Dans ces conditions, Choiseul proposait d'introduire Frédéric, mais indirectement, d'une façon détournée et secrète: ce dont Frédéric ne voulait pas ni les Britanniques. "Une combinaison d'un caractère aussi épineux ne pouvait convenir ni à la morgue haineuse de Pitt, ni à la mobilité soupçonneuse de Frédéric; elle s'adaptait encore moins aux obligations d'un gouvernement parlementaire; aussi était-elle d'avance condamnée à l'insuccès." Mais Choiseul avait déployé, dans les pourparlers de La Haye de 1760 "beaucoup de tact et d'habileté."

Nous ne savons pas si Choiseul aurait proposé à l'Angleterre d'autres conditions de paix que celles inscrites dans le mémoire au roi Carlos, dont nous faisons mention plus haut. Il y a tout lieu de croire que le ministre-duc s'en serait tenu, pour les territoires de l'Acadie et de l'Ohio, à l'arbitrage du roi d'Espagne, ou à une solution raisonnable. Il aurait concédé la démolition de Louisbourg, mais il aurait maintenu substantiellement l'article qui demandait la

“restitution de toutes les conquêtes faites par les Anglais sur la France en Amérique.” Retenons que ce mémoire avait été remis à l’Espagne le 21 septembre 1759, et que la rupture des pourparlers de La Haye eut lieu le 4 mai 1760, avec l’ultimatum anglais présenté par Yorke à Affry. La dernière dépêche de Choiseul est du 10 mai et fut communiquée le 14.

Mais ce qui rend nos prévisions solides, c’est que nous possédons le mémoire de Pitt sur la paix, après la prise de Québec. (Newcastle Papers, 32897.) A bien l’examiner, l’on comprend que Pitt lui-même avait des idées “raisonnables au sujet des conditions de paix,” à ce moment-là, selon le mot de Newcastle, (30 octobre 1759.)

Quelles étaient les propositions imaginées par Pitt? “A défaut de l’annexion de tout le Canada sur laquelle on n’osait compter, l’Angleterre se croyait autorisée à réclamer tout le territoire au sud du Saint-Laurent jusqu’à Montréal, la libre navigation de ce fleuve et la démolition de Louisbourg. De Montréal, la frontière suivrait la rivière Ottawa jusqu’au 47^e degré de latitude, gagnerait le lac Huron et longerait le lac Michigan et les rivières d’Illinois et Mississipi jusqu’à l’Océan.” Au surplus, déclarait Pitt, peut-être vaudrait-il mieux s’en tenir au principe de *l’uti*

possidetis. Ces propositions reproduisaient les idées ministérielles, si l'on en croit la lettre d'un certain Kinnoul à Newcastle. (30 octobre 1759.)

Le 25 octobre 1760, entre 7 et 8 heures du matin, décédait subitement George II, âgé de 77 ans, après 34 années de règne. Le petit-fils du roi défunt fut proclamé roi de la Grande-Bretagne sous le nom de George III. A nouveau, en Angleterre même, et en Prusse, on réfléchissait sur la paix. Les résultats obtenus à date par Pitt étaient superbes. Encore fallait-il consolider les conquêtes. Et les finances étaient dans un état dont tout le monde souffrait. Et l'opinion un jour ou l'autre pouvait se fatiguer de ces interminables campagnes d'Allemagne qui ne menaient à rien. "La confiance dans le prince Ferdinand avait baissé considérablement depuis la prise de Cassel (Hesse) et l'échec de Closter-camp (16 octobre 1760). Castries, le jeune général de 33 ans, avait infligé une sérieuse défaite au prince héréditaire à la tête de 12.000 Anglais; quant au roi Frédéric, dont la popularité aussi avait décliné, on se demandait si la limite des sacrifices en sa faveur ne serait pas bientôt atteinte."

Rien ne nous fait mieux voir la situation sous son vrai jour comme la lettre de Frédéric à Pitt, datée

de Meissen, 7 novembre 1760. Notons les constatations d'importance qu'y fait le roi de Prusse. Il n'y avait pourtant que quatre jours qu'il avait triomphé à Torgau sur Daun et ses Autrichiens.

“Nous avons eu des succès d'un côté, mais à parler franchement, ils ont été contrebalancés par des événements favorables à nos ennemis. Leur nombre nous est trop supérieur pour que nous puissions nous flatter de pouvoir remporter sur eux des avantages décisifs. Vous êtes peut-être le seul homme en Europe qui, par vos sages mesures, pourrez trouver un tempérament propre à finir d'une manière glorieuse une guerre ruineuse et funeste à toutes les parties belligérantes également. Je le répète, je mets toute ma confiance en vous.”

C'est près d'un mois plus tard que Newcastle écrit à Hardwicke (3 décembre 1760) : “M. Pitt a abordé avec plus de précision que jamais l'examen des conditions de paix avec la France. Il a posé pour point de départ que nous devons faire des concessions importantes, tout en gardant beaucoup pour nous. Il a formulé ses propositions comme suit : conserver le Canada, le Cap Breton, exclure les Français de la pêche de Terre-Neuve et leur rendre la Guadeloupe et Gorée, *ou garder ces deux Colonies et rendre une*

partie du Canada et nous contenter des limites des lacs."

Quelle serait l'issue de ces tentatives qui s'annonçaient pour 1761? Ces négociations intéressent parce qu'elles "mettent en scène deux hommes d'état de premier ordre, Pitt et Choiseul. L'un et l'autre étaient doués, mais de qualités très différentes; tenaces et résolus tous les deux: mais celui-ci aussi souple que celui-là l'était peu; chez le premier plus de persévérance et de précision; chez le second, plus d'imagination et de facilité, chacun incarnant l'esprit de sa race et la méthode de son milieu social, mais au point de vue de l'acquis et des moyens, *dignes de se mesurer l'un avec l'autre.*" Mais la lutte était inégale, conclut Waddington auquel nous empruntons ce précieux parallèle. "Pitt représentait la partie victorieuse; soutenu par l'opinion, il n'eut qu'à compter qu'avec ses collègues du cabinet, qui avaient trop peur de lui pour ne pas s'incliner devant sa volonté. Sans doute, il ne pouvait négliger les exigences du roi de Prusse, mais l'attitude de ce prince contraste avec la surveillance tracassière qu'exercèrent Kaunitz et Stahremberg sur les agissements de Choiseul."

Le 31 mars 1761, le prince Galitzin remit aux deux secrétaires des Affaires Etrangères, Bute¹ et Pitt, les pièces diplomatiques dont la rédaction avait donné lieu à de longues discussions chez les alliés de la France. La première de ces pièces "offrait à l'Angleterre et à la Prusse de renouer les négociations pour la tranquillité générale de l'Europe et suggérait la réunion d'un congrès à Augsbourg."

En même temps il y avait une lettre de Choiseul pour Pitt et un mémoire portant également la date du 26 mars 1761. Ce mémoire posait le principe de *l'uti possedetis*. "Le Roi très chrétien propose à S. M. Britannique de convenir que relativement à la guerre particulière de la France et de l'Angleterre, les deux couronnes resteront en possession de ce qu'elles ont conquis l'une sur l'autre." Puis Choiseul proposait des époques précises pour l'application de *l'uti possidetis*. "Ce qui veut dire, ajoutait le mémoire, que le roi très chrétien fera le sacrifice des restitutions qu'il a lieu de prétendre, en même temps qu'il conservera ce qu'il a acquis sur l'Angleterre pendant le cours de

¹ Lord Bute, l'homme de confiance de George III, était devenu, le 13 mars 1761, sous-secrétaire du département nord des Affaires Etrangères. Il y avait remplacé Holderness, démissionnaire.

cette guerre. Cependant si S. M. Britannique croyait devoir faire des compensations de la totalité ou de partie des conquêtes réciproques des deux couronnes, le Roi très Chrétien entrera volontiers en négociations avec S. M. Britannique sur cet objet ou sur la détermination d'autres époques pour l'application de *l'uti possidetis*."

A qui examine le mémoire présenté par Choiseul, il appert que la façon de s'exprimer du tout-puissant ministre était d'une grande habileté. Pitt aperçut, dès le début, que "la proposition de Choiseul devait comprendre, au titre de conquêtes, les pays occupés en Allemagne (par la France), tels que la Hesse et le Canton de Gottingen qui dépendait de l'électorat du Hanovre." Et le Comte de Choiseul, le propre cousin du Duc et son successeur à Vienne, écrivit au ministre français (5 avril 1761) : "J'ai ajouté (devant Kaunitz) que votre intention, en faisant aux Anglais cette proposition qu'ils ne sauraient admettre, était d'en tirer contre eux une conséquence avantageuse pour nous, savoir: que mal à propos, ils se glorifiaient de leurs succès et de leurs conquêtes, et que leur situation n'était pas si brillante qu'ils affectaient de le croire, puisqu'ils ne pouvaient accepter la proposition de demeurer dans l'état où nous nous trouvons respective-

ment. M. de Kaunitz a adopté cette explication et a trouvé cette tournure fort ingénieuse et fort adroite."

A ce moment précis du 10 avril 1761, nous avons par écrit le sentiment de Pitt sur les conditions de la paix. Ses ambitions avaient grandi. Il les résume avec sa netteté et sa brutalité habituelles: "Ne pas tenir compte de la position du Hanovre dans le calcul des compensations; exiger la cession du Canada et refuser le renouvellement du droit de pêche sur la côte de Terre-Neuve." Et Frédéric n'était pas moins volontaire: "Je ne me prêterai de ma vie à céder même un village." (11 avril 1761.)

Parce que la France ne savait pas les exigences de l'Angleterre et de la Prusse, elle décida l'envoi de Bussy à Londres alors que Pitt chargea Stanley de se rendre à Versailles pour négocier. Les plénipotentiaires devaient se rencontrer à Calais le 25 mai 1761.

Au fond, il s'agissait de savoir si on permettait à la France d'utiliser les conquêtes françaises en Allemagne comme monnaie d'échange pour obtenir la restitution des colonies perdues. Dans les instructions données à Bussy, on voit que Choiseul ne désespérait pas absolument de se faire rendre le Canada et l'île Royale et nommément Louisbourg en compensation "de la restitution que le Roi effectuera de ce que ses

armées ont conquis sur l'Electeur d'Hanovre et sur les alliés (de l'Angleterre) en Allemagne." L'Angleterre n'avait plus d'objection ni la Prusse, à ce qu'il y eût une paix particulière entre les deux couronnes qui étaient d'abord entrées en guerre. Le cabinet anglais admit (d'après la lettre de Newcastle du 14 mai 1761) "que les pertes des alliés de l'Angleterre en Allemagne seraient prises en considération à la paix et au moment de la fixation définitive de nos conquêtes."

Tout le monde voulait la paix, sauf l'Autriche et la Russie. Et les hommes d'Etat de Londres dressaient des mémoires sur les conditions possibles et probables. Signalons la thèse du duc de Bedford — le plénipotentiaire anglais de 1762 et 1763. — Elle serait digne de Maistre. "Je ne crois pas qu'il soit pour l'avantage de l'Angleterre d'être si chargée de possessions étrangères, (comme ce serait le cas) si on nous cédait tout le Canada et Guadeloupe. A vrai dire je ne sais pas si le voisinage des Français à nos colonies de l'Amérique du Nord n'était pas la meilleure garantie de leur dépendance sur la mère patrie, dont elles se soucieront peu quand elles seront débarrassées de leurs craintes du côté des Français." Un peu plus loin, Bedford conclut dans cette même lettre à Newcastle (9 mai 1761): "Si nous nous rendons justice à nous-

mêmes, soyons justes envers les autres et n'essayons pas d'imposer à la France des conditions qu'elle ne subira pas longtemps, et contre lesquelles elle se soulèvera, aussitôt qu'elle aura recouvré la respiration." C'était parler en véritable homme d'Etat, alors que Pitt semblait n'avoir d'autre but que d'humilier la France "au plus bas degré de l'humiliation et d'élever sa nation au plus haut point de gloire," selon le mot de Bussy.¹

¹ Je ne résiste pas au sain réalisme de la scène dont Bussy et Pitt furent les acteurs et que narre Bussy lui-même dans une de ses lettres à Choiseul de la fin d'août 1761. "On commença par les réclamations espagnoles: Pitt reconnut que "nous nous étions écrit des choses qui n'étaient pas fort douces, qu'à la vérité, vous (Choiseul) aviez menacé l'Angleterre très habilement et très honnêtement de continuer la guerre si la cour britannique ne satisfaisait pas celle de Madrid sur ses demandes; qu'il n'y avait que MM. les Français capables de blesser poliment; que cependant, s'il lui avait été permis de s'expliquer en anglais, il aurait tâché d'imiter votre style; mais qu'il ne savait pas assez bien le français pour y mettre des tours élégants." Bussy de répondre: "que ma propre expérience m'empêchait d'être de son sentiment; que je pouvais assurer qu'il parlait très bien français; que les termes choisis venaient se placer sur sa langue à son commandement, et qu'il avait tellement accoutumé ses expressions à respecter sa pensée que, dans les affaires les plus désagréables à traiter, il ne lui échappait, quand il le voulait, aucun terme qui pût blesser la délicatesse de personne." Pitt reprit qu'il serait fort heureux de mériter pareil éloge; "que pour revenir à son discours,

Quoi qu'il en soit, le 17 juin 1761, Choiseul fit à Stanley des concessions qui nous paraissent regrettables. "La nécessité de la paix avait fait l'impression la plus profonde sur le Roi son maître, disait Choiseul à Stanley, en cette fameuse journée du 17 juin, M. le duc de Choiseul propose à M. Stanley la cession entière du Canada à l'exception de l'île Royale, où il ne sera point établi de fortifications, et pour cette cession, la France demande la conservation de la pêche à la morue, telle qu'établie dans le traité d'Utrecht; et une fixation des limites du Canada dans la partie de l'Ohio déterminée par les eaux pendantes. La France

jamais l'Angleterre n'admettrait l'intervention de son ennemi dans ses affaires personnelles avec la cour d'Espagne." A ce moment, on plaisanta sur l'expression *ultimatum* qui revenait si souvent dans le débat: "Ah! M. de Bussy, s'écria Pitt en riant, ne nous servons plus de ce terme-là, je vous en prie; je l'ai rayé de mon dictionnaire puisqu'il est sujet à tant de variations, il faut en employer d'autres. — C'est le sort de tous les ultimatums du monde, répliquai-je — On m'a assuré, dit Pitt, qu'il y a en Allemagne des *ultimatissimum*. — Cela est vrai, repris-je, et même qui ne se terminent pas là, parce qu'on les termine par la formule *protestando et ulteriora reservando*; et jusqu'à ce que l'on ait signé des préliminaires ou autres actes, il est toujours permis de changer. — Je me confirme donc, répliqua-t-il, dans le dessein de ne plus me servir du mot ultimatum, et ce sera sous le titre de réponse que nous ferons savoir nos dernières intentions à votre cour."

rendra ce que ses armées ont conquis en Allemagne sur les alliés britanniques. Elle demande la restitution de la Guadeloupe et de Marie-Galante, ainsi que celle de Gorée pour l'île de Minorque."

Même ces concessions extrêmes ne furent pas acceptées par Pitt, malgré l'impression favorable à Londres. Pitt se prononça au conseil en faveur de l'admission des conquêtes françaises d'Allemagne au compte des compensations. Mais il amena le conseil à exiger la cession du Canada sans fixation de limites, ainsi que la cession de l'île du Cap Breton, cette fixation de limites n'avait d'autre but, disait Pitt, que d'augmenter la Louisiane aux dépens de la province cédée.

Après fortes discussions, le conseil déclara que "les droits de pêche ne seraient maintenus que si on obtenait sur un autre point quelque concession sérieuse."

Le 13 juillet, nouvelles propositions de Choiseul, où il ne demande plus l'île Royale. La petite île de *Canseau* suffirait. Mais le ministre s'excusait d'avoir offert la restitution des conquêtes faites en Allemagne sur les alliés britanniques, "Ce qui comprenait Wesel et les possessions du roi de Prusse sur les deux rives du Rhin." Il avait oublié ce point capital que, sur

ces territoires, il ne pouvait rien conclure sans l'assentiment exprès de l'Impératrice-Reine.

A partir du 20 juillet, s'évanouit tout espoir de paix. C'est le 23 que fut présenté à Pitt par Bussy et par Fuentes, séparément, le mémoire français soutenant les griefs espagnols. Fureur de Pitt. Toute intervention de la France dans les litiges espagnols serait considérée comme attentatoire à la dignité de l'Angleterre. La dépêche de Pitt à Stanley, datée du 25 juillet, était catégorique et "conçue dans ce langage rogue et plein de morgue qui lui était propre."

"Je n'ai jamais vu rien de si insultant, confiait Choiseul à Stahrenberg. Je dissimulerai vis-à-vis du ministre anglais jusqu'à ce que je sois parfaitement instruit des intentions de l'Espagne." (29 juillet 1761.)

Et le 15 août, est signé le *pacte de famille* entre Louis XV et Charles III qui amènerait sous peu la démission de Pitt, et un ennemi de plus contre l'Angleterre. Le dernier ultimatum anglais est du 10 août 1761. Il concédait l'île Saint-Pierre, mais à des conditions humiliantes, et du reste Pitt s'était opposé à cette concession.

A noter qu'aux derniers conseils de France, au début de septembre, et selon Stanley — madame de Pompadour (qui sans doute en cela comme en tout le

reste suivait le Roi) appuyait l'Autriche et l'Espagne qui ne voulaient pas que la France conclue la paix telle que proposée par Pitt, alors que Choiseul aurait de préférence incliné vers la cessation des hostilités.

Et le 15 septembre, rappel de Stanley par Pitt. Et c'est bien à Pitt qu'incombe la responsabilité de l'échec de 1761. "Comme conditions de paix, il était bien déterminé à n'accorder que celles qui imposent au vaincu la loi du vainqueur. Humilier la France, ruiner son commerce, lui enlever ses colonies, et détruire sa marine, il n'eut pas d'autre but et ne le cacha pas."

Mais Pitt avait dépassé le but. Il avait, par son intransigeance, exaspéré ses collègues du Cabinet anglais. Aussi, lorsqu'il voulut continuer sur le même ton au sujet de l'Espagne, contre laquelle il exigeait une déclaration de guerre immédiate, le puissant ministre rencontra une telle opposition qu'il dut offrir sa démission. Et George III, et Bute, et Newcastle, et la majorité du ministère rendirent, en l'acceptant, cette démission valide. On en était au 5 octobre 1761. D'autres personnages du ministère anglais devaient préparer, en 1762, les voies aux nouveaux traités, et les signer au début de l'année 1763. Le tout-puissant Pitt ne devait pas recueillir le fruit de ses labeurs. Lui-même devait prononcer dans un discours célèbre les

paroles de Scipion: *Utere sine me consilio meo, patria.*

* * *

Dans ces conditions ne devons-nous pas être fiers du refus que présenta la France aux ultimatums anglais? Les efforts de Choiseul, de madame de Pompadour et, soyons-en sûrs, de Louis XV, pour une paix raisonnable *se retrouvent dans l'histoire diplomatique du temps comme dans l'histoire militaire.* Ceux qui auront eu le courage de pousser jusqu'au bout dans ce long chapitre n'hésiteront sans doute pas à admettre que l'abandon supposé du Canada par la mère patrie est un mythe. Ce n'est pas de l'histoire. Et cette constatation ne nous empêche aucunement d'apercevoir toutes les déficiences du régime qui florissait en France à cette époque, comme au Canada d'ailleurs. On s'est trompé à Paris. Après coup, il est clair qu'il aurait mieux valu faire accompagner Montcalm dès 1756, de 10.000 hommes d'excellentes troupes de ligne, au lieu de le laisser se débrouiller avec 4.000 réguliers. Même au printemps de 1759, un contingent de 2.000 hommes eût sauvé la colonie, eût permis à Montcalm de tenir jusqu'à la paix selon l'ordre formel de Belle-Isle. Mais dans l'état des affaires militaires en Europe,

Belle-Isle lui-même, auquel on peut faire confiance, jugea qu'il valait mieux tenter une diversion dans les Iles Britanniques et vaincre en Allemagne.

A l'observateur pénétrant du XX^e siècle, il ne peut échapper que le plan de Belle-Isle avait toute chance de réussir. Il a failli réussir. Frédéric, Marie-Thérèse, madame de Pompadour, Choiseul lui-même ont cru apercevoir le triomphe définitif de la France. Si la cause française n'a pas triomphé, c'est parce que la Russie a lâché la coalition contre Frédéric en janvier 1762, à la mort d'Elisabeth, par l'arrivée au pouvoir de Pierre III qui se jetait dans les bras du roi de Prusse. Disons en chrétiens que la France a perdu le Canada parce que Dieu l'a voulu. Est-il juste pour les Canadiens français de charger la France de cet irréal abandon, que Montcalm avait prévu dans la célèbre lettre à Belle-Isle (28 juillet 1758). "Je ne crains que trop (vu la supériorité de la marine anglaise) qu'il ne soit pas possible à la France d'envoyer ce secours (1.500 hommes de recrues pour compléter les 8 bataillons de la bonne espèce déjà au Canada et six bataillons nouveaux à forts effectifs) soit 3.000 hommes avec des vivres pour un an pour nourrir ces troupes."

Les lignes qui suivent, et qui sont écrites par Choiseul à Kaunitz le 11 janvier 1759, sont de l'histoire dont il faut tenir compte.

"Il y a trois mois, on croyait (en France) que tout était perdu (comprenons que Bernis et ses amis croyaient la partie perdue.) Il n'y avait rien de perdu que les têtes; avec de l'économie, de la fermeté et de la patience tout reviendra, et nous nous flattons que la cour de Vienne qui a vu notre faiblesse, rendra justice à la vigueur et à la suite de nos opérations, et surtout à notre fidélité à l'alliance" ... Quant à la paix avec l'Angleterre, le Roi pense que c'est en poursuivant la guerre contre cette puissance "que nous affaiblirons le roi de Prusse. Nous mettrons à l'appui de cette opinion le risque de perdre nos colonies, *mais ce danger nous afflige sans nous effrayer*, et nous espérons qu'en 1760 les ressources de l'Angleterre, malgré ses succès, seront usées, et que nous serons en état alors de faire des efforts qui la rendront raisonnable."

Ces paroles du tout-puissant ministre des Affaires Etrangères de France depuis décembre 1758, convaincront-elles les historiens canadiens, au XXe siècle, du bon vouloir de la France à l'endroit du Canada en 1759? Ce qui est sûr c'est que Montcalm, s'il eût connu ce texte, aurait sauté au cou de Choiseul, il

aurait pleuré à chaudes larmes; il eût cru plus fermement au triomphe définitif, et il eût admiré une fois de plus la France, à laquelle le bon Dieu accordait de si courageux hommes d'Etat. Faisons de même.





CHAPITRE X

Conclusion

On nous dira peut-être que nous sommes loin de Montcalm et de ses Historiens. Non sans quelque apparence de vérité sans doute. Et pourtant nous avons conscience que le général français de 1756 a réfléchi longuement sur chacun des chapitres dont se compose ce livre. Dans les interminables soirées qu'il passait, l'hiver venu, à Québec ou à Montréal, le marquis de Montcalm-Saint-Véran a supputé les chances de la France dans ce conflit décisif pour la patrie. Il a senti plus qu'un autre le pays agonisant, et il s'est demandé ce que faisait le Roi qui ne venait pas au secours. Il s'en est expliqué à lui-même. On peut croire qu'à son esprit pénétrant n'a pas échappé le pourquoi de l'abandon apparent. Belle-Isle avait toutes ses confiances et sans doute avant d'avoir été blessé à mort il avait pu comprendre que

Choiseul était un grand ministre, bien supérieur à Bernis.

Quant aux généraux français, leur pensée ne le laissait guère. Il parle souvent de son illustre ami Chevert. Il voudrait le voir maréchal de France. Il l'admire parce que seuls le courage et le talent ont contribué à sa gloire. On le surprend traçant cette phrase qui s'applique si bien à lui-même: "Quel dommage si sa santé l'arrête à la fin de sa course, dans un moment où l'Etat en aurait besoin." Vous voyez bien qu'il songe aux généraux d'Europe, puisque c'est encore lui qui a laissé passer ce cri profond: "Ne serais-je jamais en Europe à la tête d'une armée?"

L'alliance autrichienne l'a occupé vivement, et il a cherché à pénétrer les secrets de la politique de madame de Pompadour et de Louis XV. Sur tous ces sujets, il a sans doute médité plus qu'il n'a pu écrire. Mais, les rêves de famille mis à part, de ces problèmes divers, il a fait sa nourriture quotidienne. Par ces réflexions, il se formait une philosophie des choses qui le portait vers Dieu et le détachait, le purifiait, le préparait pour l'immolation suprême. Vaudreuil, Bigot, Péan, c'était l'angoisse dans son esprit et dans son cœur; Lévis, Bourlamaque, Bougainville, c'étaient les joies sereines de l'amitié, de la confiance,

dont son âme était affamée. Quelques femmes aussi l'ont occupé, mais rarement. Le meilleur de lui-même il le gardait à Dieu et à son épouse, à sa mère et à l'avenir de ses six enfants.

Comment ne pas aimer un tel homme? "Ah Montcalm! Montcalm!" s'écriait le maréchal de camp Desandrouins, un soir que l'on causait guerre, en présence de Lévis au camp de Carillon, peu de temps après la bataille. Et Doreil, le commissaire des guerres, assurait Belle-Isle que son général "possède la science politique comme les talents militaires; homme de cabinet et de détails, grand travailleur, juste, désintéressé jusqu'au scrupule, clairvoyant, actif, et n'ayant en vue que le bien; homme vertueux et universel." (Doreil à Belle-Isle, 31 juillet 1758.)

Tout le monde sait que Bougainville préférait son général à tout. A qui veut examiner soigneusement les documents originaux, il ne fait pas de doute que notre marquis inspira aux Canadiens un enthousiasme persévérant. Les Sauvages étaient conquis par cette homme de petite stature, mais au coup d'œil infaillible. Ceux qui ne l'aimaient pas avaient des raisons dont ils ne pouvaient faire montre. Ils en mettaient d'autres à l'avant. A force de s'opposer à un homme vertueux, on finit par le défigurer, à lui croire un visage odieux.

Les meilleurs historiens n'ont pas hésité à hisser Montcalm sur le pavois. Richard Waddington, dont nous faisons tant de cas, a écrit (t. 3, p. 343) : "Dans une période de platitude et de défaillances, la figure loyale et chevaleresque de Montcalm ressort avec éclat; aussi presque tous les historiens, à quelque nationalité qu'ils appartenissent, lui ont-ils conservé la sympathie qu'il avait inspirée à ses frères d'armes de France et du Canada." Et ce grand historien n'hésite pas à prononcer que "s'il y eut erreur de jugement de la part de Montcalm dans l'affaire des Plaines d'Abraham, elle fut partagée par ses meilleurs officiers; elle s'explique par la situation critique de la colonie et par l'excès de confiance au souvenir des succès antérieurs. A la guerre l'obligation de prendre une décision immédiate entraîne parfois des échecs dont il serait injuste de charger la mémoire de leurs auteurs, surtout quand ils sont expiés par une mort héroïque et rachetés par un passé illustre."

Si, comme avait fait Broglie à Sanderhausen, près de Cassel, dans la Hesse, le 23 juillet 1758, Vaudreuil, le 13 septembre 1759, au lieu de rester dans l'expectative, tout tremblant, avait chargé lui-même avec ses troupes, la baïonnette au bout du fusil, c'était Wolfe battu, culbuté, jeté à la mer par la descente du Foulon

ou s'offrant tout décontenancé à l'armée de Bougainville pour recevoir le coup de grâce.

Si, comme Chevert au marquis de Voyer, à la journée de Lutterberg, le 10 octobre 1758, tout près du Sandershausen du mois de juillet précédent, le même Vaudreuil, au lieu d'arrêter les combattants au pont de la Petite-Rivière, par crainte d'un désastre, eût crié à Montcalm: "Je vous enverrai jusqu'au dernier homme de ma division. Ne craignez pas que j'arrive,"¹ c'était la victoire, c'était sans doute la paix générale au printemps de 1760 et le Canada à la France pour toujours.

Ce soldat, dont l'amour pour mon pays a été si profond, si soutenu, si courageux, dont le cœur a battu pour nous depuis 1756 jusqu'au jour où il s'est arrêté le 14 septembre 1759, qui n'a jamais désespéré du salut de la patrie, dont la fière épée était toujours levée pour courir sus à l'ennemi et qui nous a couverts de gloire à Chouaguen, à William Henry, à Carillon, à Mont-

¹ "Toute la conduite de M. de Chevert avec ceux qui faisaient la guerre sous ses ordres était remplie de ces traits de bonté, de loyauté, de franchise qui, indépendamment de ses talents, auraient suffi pour lui concilier l'estime générale." (Mémoires de Voyer, oct. 1758, Fonds de Suède, vol. 42.) Ce texte est cité par Dussauge, *Belle-Isle*, p. 356. Ne croirait-on pas lire l'éloge de Montcalm par Bougainville ou Doreil?

morency, j'aime le voir dans l'attitude qu'il a prise à Québec sous le ciseau de Léopold Morice, ou à Candiac en France sous l'inspiration de l'artiste Paul Chabert. Il me plaît le contempler au moment où son corps va choir, où ses yeux vont se fermer, mais alors qu'il aperçoit des yeux de l'âme la couronne immortelle que le délégué céleste lui apporte.

Au vrai chrétien que fut Montcalm, au glorieux capitaine, rien ne pouvait mieux convenir. Son souvenir et sa gloire et son deuil ne périront qu'avec la nation qui nous l'avait donné, avec le peuple qu'il a enveloppé de ses triomphes.



Arrivé au terme de cette étude, tout effrayé de mon audace et bien convaincu de mon indignité, je me surprends à genoux, tout à côté du héros mourant, dans la maison du chirurgien Arnoux, à Québec, le 14 septembre 1759, à l'aube. Le désir de conserver quelque chose de cet homme que l'éternité, dans un instant, va tenir, la vive sympathie que j'ai pour lui, me poussent à tracer sur la page blanche "le profil plein et fin, l'arête nette et forte du menton", le regard pénétrant, tous les traits de ce visage où l'expérience,

le travail, la noblesse de la vie, les grandes pensées ont modelé les muscles. Puis, me reprenant, et à travers le papier rebelle, avec ferveur, je dessine la ligne puissante de cette bouche qui, aux pires moments, disait ¹: *“Le bon Dieu a combattu pour moi à Carillon. J'espère en Lui. Nulle inquiétude. Dieu surtout et l'honneur, toujours, en tout événement.”*

¹ Fay, *Franklin*, 2, 288 (1931).

FIN

SAISON DE
SAISON DE

ALBERTO LUNA
174112-THA2

Table des illustrations

Douze hors-texte

Face aux pages:

1. Portrait de Montcalm	6
2. Portrait de Vaudreuil	22
3. Portrait de Lévis	38
4. Vue de Québec en 1759	54
5. Québec après le bombardement. Le Palais épiscopal	70
6. Soldats des régiments que commandait Montcalm	86
7. Montréal en 1760	102
8. Manoir de Candiac (France)	118
9. Montcalm, blessé à mort, rentrant à Québec	134
10. La maison du chirurgien Arnoux où mourut Montcalm	150
11. Monument Montcalm	166
12. Carte topographique. Québec pendant le siège	182

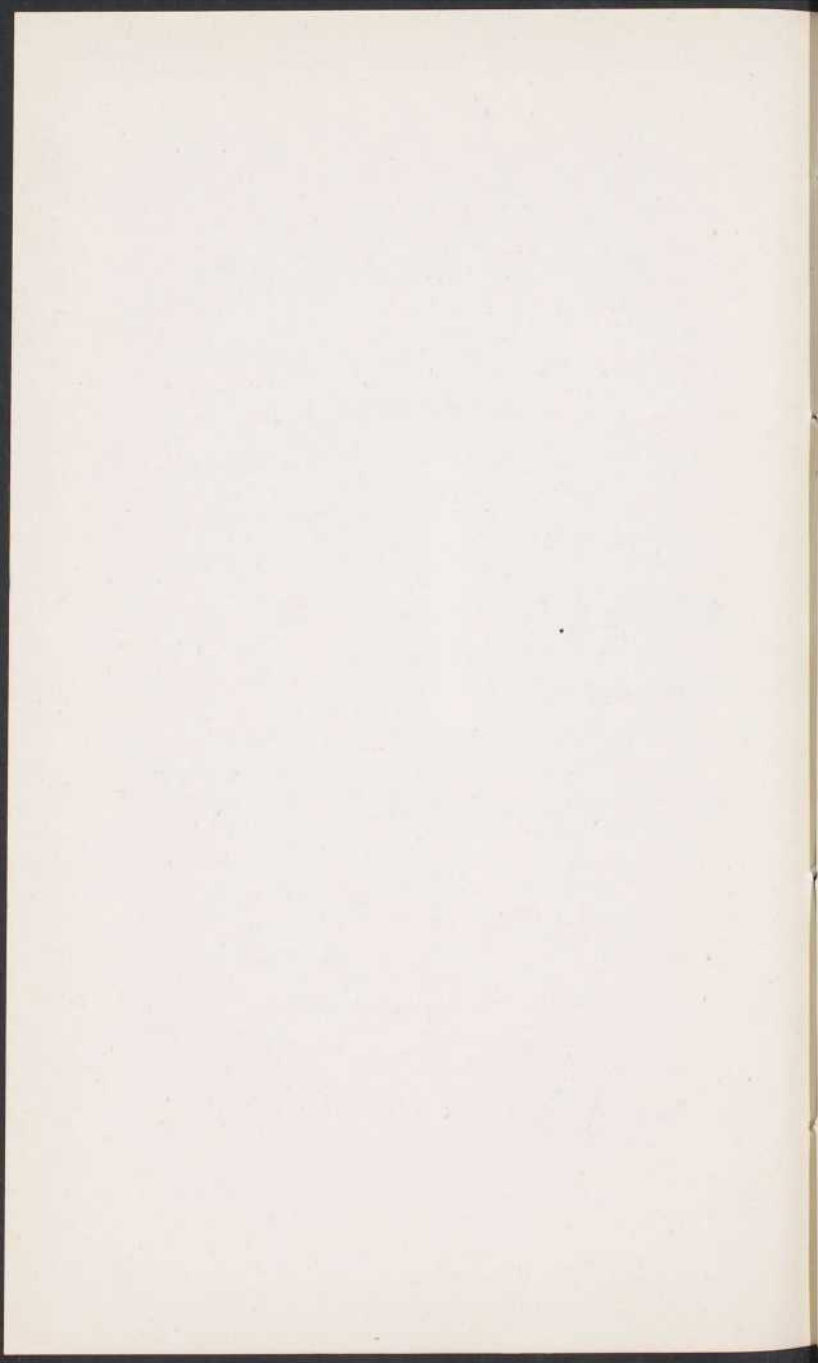
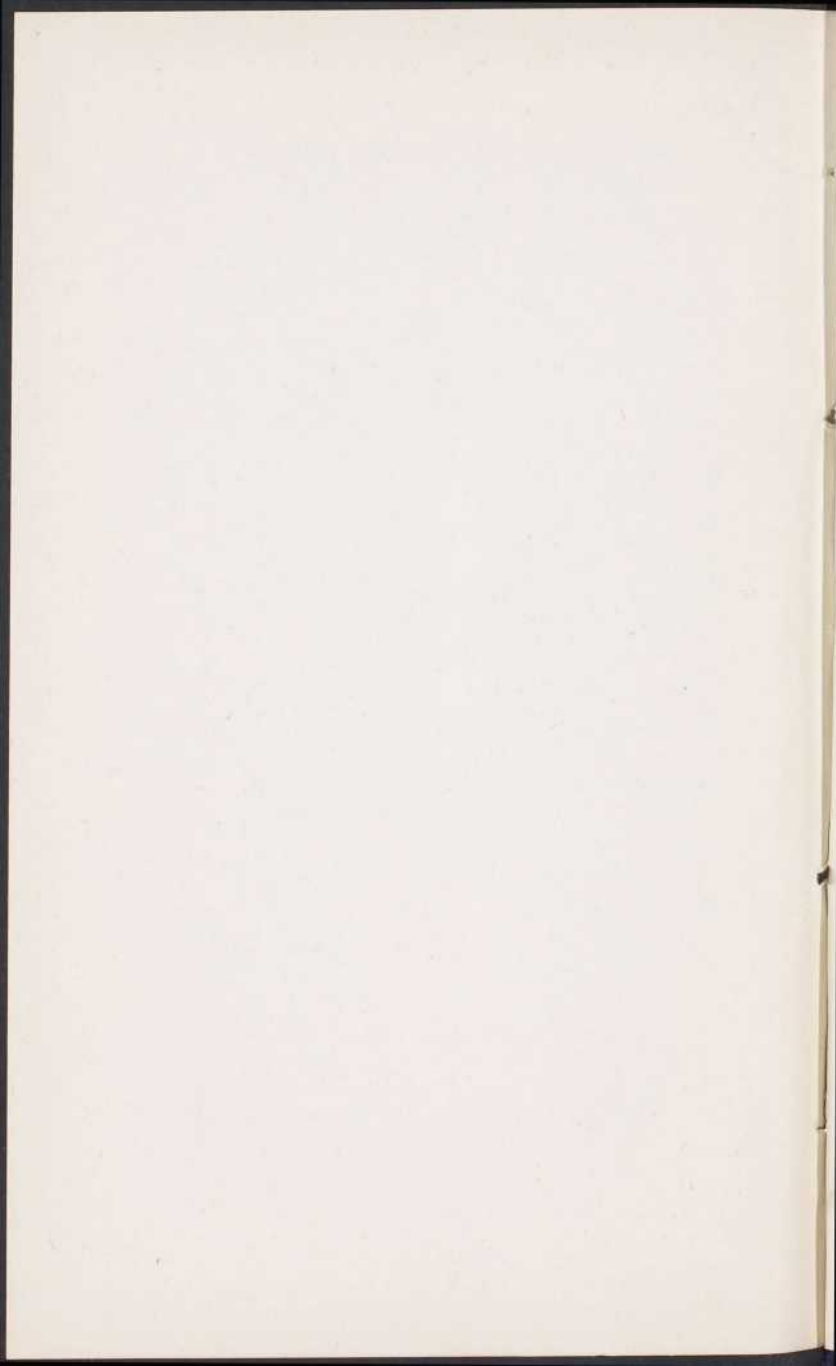


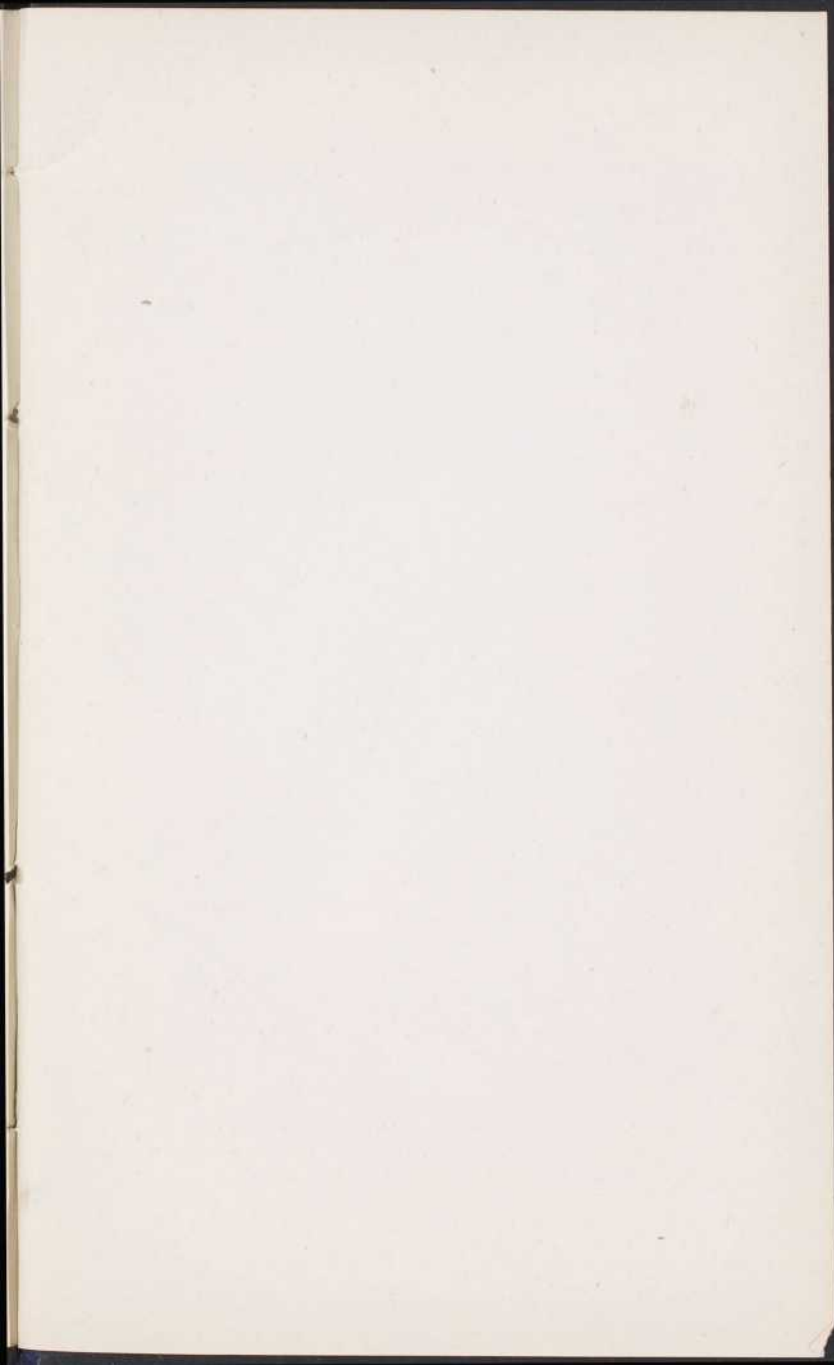
Table des matières

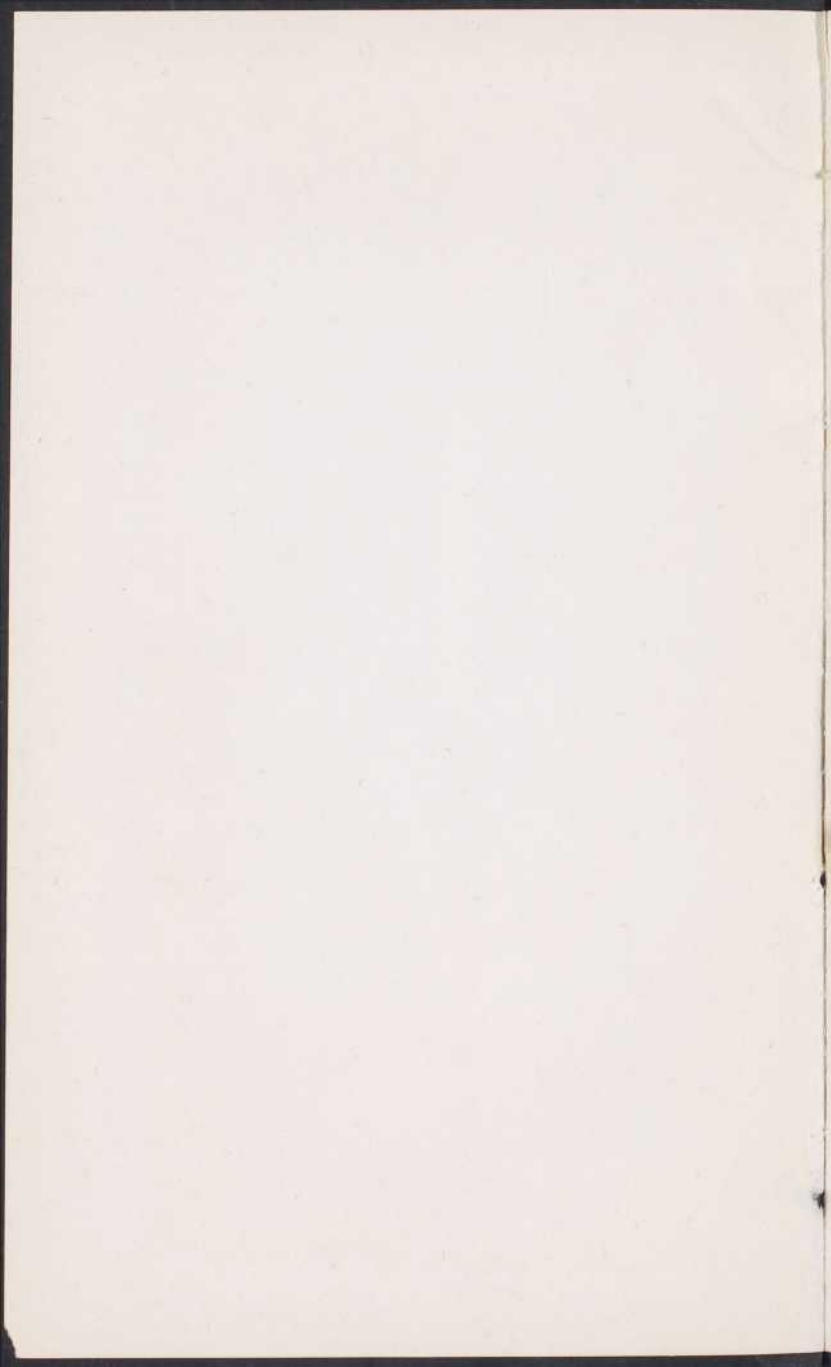
Avertissement	7
<i>Avant-propos</i>	
L'histoire mérite-elle d'être narrée?	11
<i>Chapitre premier</i>	
Montcalm, Lévis, Vaudreuil au jugement de François-Xavier Garneau	19
<i>Chapitre deuxième</i>	
L'opinion a-t-elle évolué en faveur de Montcalm au temps de l'abbé Ferland?	45
<i>Chapitre troisième</i>	
Que vaut le <i>Montcalm et Lévis</i> de Casgrain, sur le général français de 1756-1759?	61
<i>Chapitre quatrième</i>	
La doctrine de M. Thomas Chapais sur Mont- calm	83
<i>Chapitre cinquième</i>	
Les réserves de Richard Waddington, sur l'acti- vité du vainqueur de Carillon	117
<i>Chapitre sixième</i>	
Madame de Pompadour est-elle la criminelle que Garneau et Casgrain nous montrent? ..	141
<i>Chapitre septième</i>	
L'Alliance autrichienne était-elle justifiable? ..	165
<i>Chapitre huitième</i>	
Les généraux français de la guerre de Sept Ans méritent-ils le blâme dont on les couvre? ..	181
<i>Chapitre neuvième</i>	
Ce que la France a fait pour conserver le Canada de 1756 à 1763	199
<i>Chapitre dixième</i>	
Conclusion	231

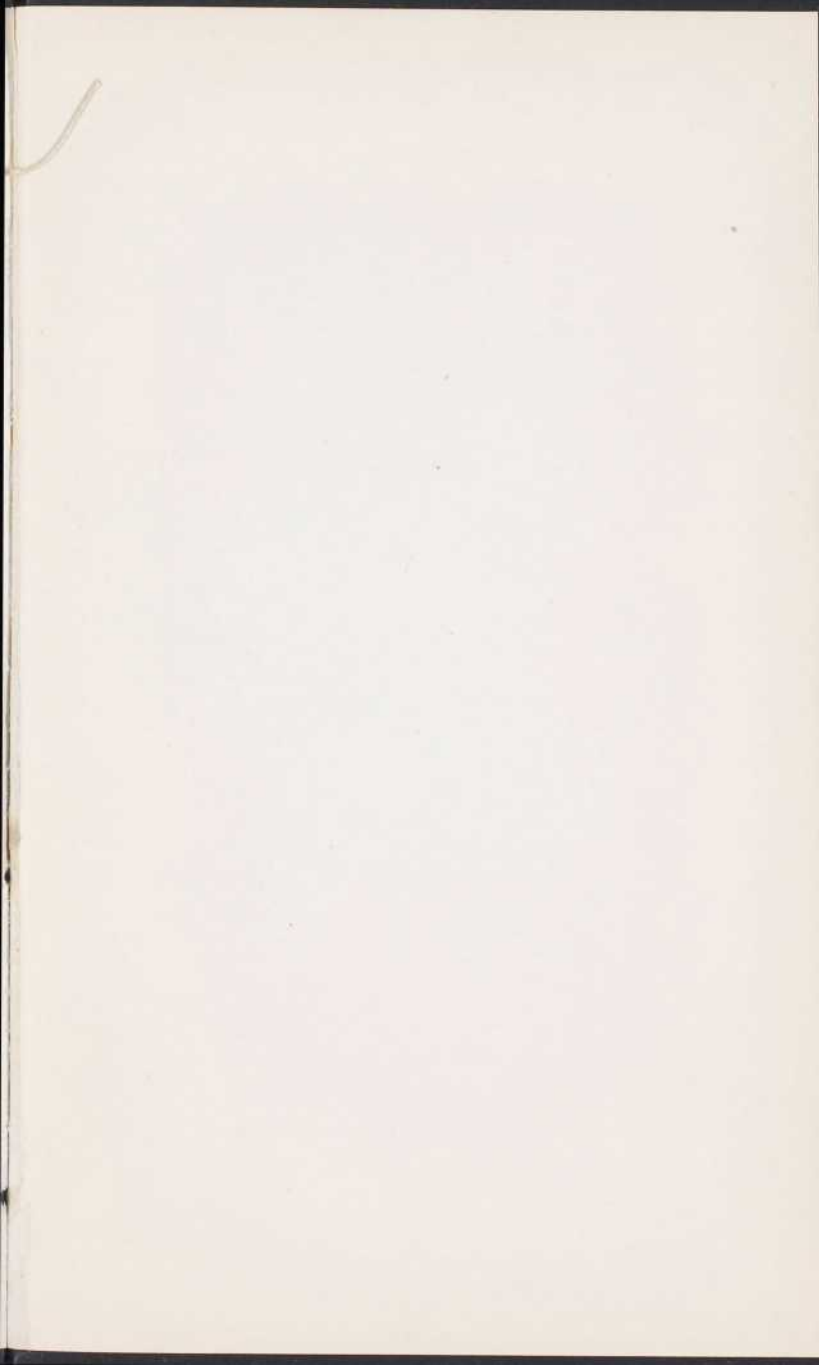


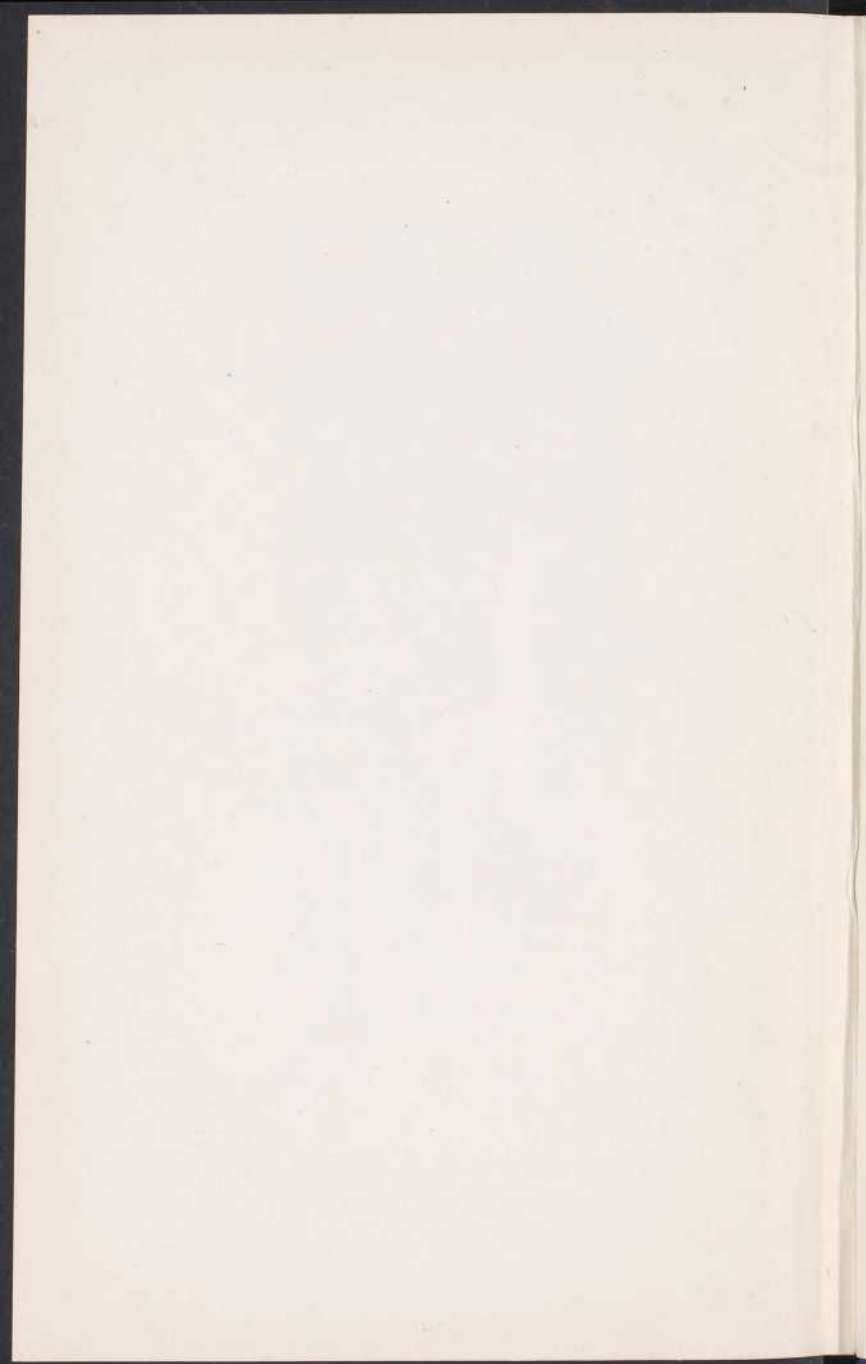
*Achevé d'imprimer
à Montréal, en avril 1936,
sur les presses de l'Imprimerie
Le Rayon.*













BNQ



000 340 773